





## Etranger

ISRAËL : selon un sondage  
publié par le « Jerusalem Post »52 % des Israéliens refusent  
une négociation avec l'OLP  
même si celle-ci reconnaît l'Etat juifJÉRUSALEM  
de notre correspondant

Les récentes initiatives diplomatiques de M. Shimon Pérès — du sommet d'Ifrane à celui d'Alexandrie — ne semblent guère avoir assoupli les attitudes politiques des Israéliens quant au règlement du problème palestinien. Si l'on en croit les résultats d'un sondage publié, le jeudi 2 octobre, par le « Jerusalem Post », on assiste au contraire à un durcissement de l'opinion, graduel mais constant.

Ce durcissement est particulièrement net à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie. Ainsi, 38 % des personnes interrogées — contre 29 % en février dernier — affirment soutenir « quiconque agit afin d'obtenir le départ des Arabes de Judée-Samarie (Cisjordanie) ». Autrement dit, près de quatre Israéliens sur dix se disent partisans d'une politique ayant, à terme, pour objectif l'exode des « Palestiniens de l'intérieur ». Lorsque cette question fut posée pour la première fois lors d'un sondage — c'était en 1983 — 22 % « seulement » y avaient répondu par l'affirmative. Voilà une évolution qui devrait combler d'aise le mouvement Kach du rabbin et député raciste Meir Kahane, lequel prône ouvertement l'expulsion moyennant un dédommagement financier des

Arabes habitant les territoires occupés.

Autre indice d'un durcissement : 45 % des Israéliens « souhaitent, malgré la situation économique, une augmentation du nombre des implantations juives en Cisjordanie ». Ils n'étaient que 37 % en février. Sur ce chapitre, les opinions sont très tranchées selon le camp politique auquel on appartient. Sept électeurs de la droite — Likoud et partis religieux — sur dix veulent poursuivre la colonisation en Cisjordanie, contre deux électeurs travaillistes sur dix.

Les autres résultats de ce sondage vont dans le même sens : 52 % des Israéliens refusent d'envoyer une négociation avec l'OLP, même si cette organisation reconnaissait l'Etat juif et renonçait au terrorisme (43 % sont d'un avis contraire). Enfin, 54 % des personnes interrogées, contre 50 % en février, rejettent l'hypothèse d'un « compromis territorial » en échange de « garanties de sécurité » pour régler le problème palestinien (37 % y sont favorables). Une dizaine de jours avant « l'alternance » qui verra M. Pérès céder la place à M. Shamir, tous ces chiffres devraient réjouir le chef du Likoud et, à l'inverse, contrarier le dirigeant travailliste.

J.-P. LANGELLIER.

Cédant aux manifestations

La municipalité d'Ashkelon retire  
le monument du roi Mohamed V

Jérusalem (AFP). — La municipalité de la ville d'Ashkelon, au sud de Tel-Aviv, a fait retirer, le vendredi 3 octobre, le monument à la mémoire du roi Mohamed V du Maroc inauguré le 28 septembre dernier, dans un climat passionnel.

En présence du premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, la cérémonie d'inauguration de ce monument, sur le place de la Paix, à la mémoire d'un « grand ami du peuple juif », s'était déroulée au surlendemain de l'assassinat d'un habitant de la ville sur le marché de Gaza, au sud d'Ashkelon. Elle avait suscité de violentes manifestations hostiles.

Par ailleurs, les quelque deux cents Palestiniens détenus dans la prison de Hébron (sud de la Cisjordanie occupée) qui observent une grève de la faim depuis huit jours ont cessé leur mouvement, vendredi en fin d'après-midi, a indiqué le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne. Aucune négociation n'a été engagée avec ces prisonniers, qui exigent une amélioration de leurs conditions de détention, a précisé le porte-parole. Près de deux cents autres détenus palestiniens de la prison de Kfar Yona, au nord de Tel-Aviv, en revanche, poursuivent leur grève de la faim, a ajouté le porte-parole.

Les messages enregistrés  
de deux otages américains à Beyrouth« Ils faisaient cela  
sur ordre de leurs ravisseurs »  
déclare le président Reagan

Washington (AFP, AP). — Le président Reagan a assuré, le vendredi 3 octobre, que les deux otages américains détenus au Liban agissaient sous la contrainte lorsqu'ils ont enregistré un message sur cassette vidéo critiquant l'attitude de leur gouvernement et comparant leur sort à celui du journaliste américain Nicholas Daniloff.

« J'ai le sentiment qu'ils faisaient cela sous les ordres de leurs ravisseurs », a déclaré le président à propos de MM. Terry Anderson et David Jacobson. Affirmant qu'il ne s'agit « pas d'un seul jour » sans que les Etats-Unis tentent d'obtenir la libération de leurs otages au Liban, M. Reagan, visiblement très irrité par une remarque de la presse — « Les otages ont très peur que vous ne vous précipitez pas d'eux », — a récusé toute comparaison entre la situation au Liban et l'affaire Daniloff, le journaliste américain qui a été accusé d'espionnage par l'URSS.

« Dans un cas, nous traitons avec un gouvernement qui avait arrêté aux armes de ses lois l'un de nos citoyens », a-t-il dit. Dans l'autre, les otages au Liban « n'ont pas été enlevés par un gouvernement. Nous ne savons pas qui les retient ».

Par ailleurs, le département d'Etat a appelé les ravisseurs à prendre contact avec les autorités américaines. « Nous avons toujours manifesté notre volonté d'entrer en contact, soit par des discussions directes avec les ravisseurs ou leurs représentants, soit par l'intermédiaire du porte-parole du département d'Etat ».

Selon un sondage publié vendredi par le quotidien américain USA Today, une grande majorité d'Américains pensent que Washington

« pourrait faire plus » pour obtenir la libération des otages du Liban.

Nicholas Daniloff, arrêté le mois dernier à Moscou puis relâché inuité, a demandé vendredi à ses collègues de ne pas oublier Terry Anderson, chef du bureau de Beyrouth de l'Associated Press, enlevé le 16 mars 1985.

« Mes pensées vont vers mon confrère Terry Anderson, retenu en otage au Liban », a déclaré Daniloff, visiblement ému, en s'adressant à sept mille personnes venues célébrer à Orlando, en Floride, le deux centième anniversaire de la Constitution américaine. « A lui, et à tous les autres otages, je voudrais dire : nous ne vous oublions pas ».

« Cessez-le-feu au Liban sud. — Les miliciens chiites d'Amal et les Palestiniens défendant le camp de réfugiés de Rachidiya, au Liban sud, sont convenus, vendredi 4 octobre, d'arrêter les combats qui ont fait quatre morts et une quarantaine de blessés en quatre jours. En fin de matinée, le cheikh Fadallah, guide spirituel du Hezbollah, avait lancé dans son sermon à la mosquée de Bir al-Abed, dans le banlieue sud de Beyrouth, un appel pour l'arrêt des hostilités. « Il faut faire cesser ces combats et éliminer l'incendie qui risque de transformer le sud du Liban en terre brûlée », avait-il dit. (Reuters, AFP.)

RECTIFICATIF. — Par suite d'une erreur typographique, nous avions écrit dans l'article sur les élections régionales en Espagne (le Monde du 4 octobre) que chaque parti, pour être représenté, devait obtenir 80 % des voix au niveau national. Il s'agissait évidemment de 8 %.

ARGENTINE : 120 millions de dollars  
détournés en deux ansLa Banque centrale victime  
d'une gigantesque escroquerieBUENOS-AIRES  
de notre correspondant

Si beaucoup de choses ont changé en Argentine depuis le retour de la démocratie en 1983, il en est une que le gouvernement du président Raúl Alfonsín n'a pas réussi à éliminer, c'est la spéculation. La dernière preuve en est l'énorme escroquerie dont a été victime la Banque centrale : 120 millions de dollars, au moins, détournés en deux ans.

Il y a quinze jours les responsables de la banque Alas, l'une des quarante entités financières les plus importantes de la place (qui en compte plus de deux cents), étaient arrêtés et accusés d'avoir détourné à leur profit 110 millions de dollars de crédits attribués par la Banque centrale au titre de l'aide aux exportations. Le 1<sup>er</sup> octobre, le président d'une petite banque de la province de Buenos-Aires, le Banco Fringles, était à son tour arrêté car suspecté d'avoir escroqué, selon la même méthode, 10 millions de dollars à la Banque centrale.

D'autres « surprises » ne sont pas à exclure tant la vieille BCRA (Banco Central de la República Argentina) — qui ne s'est pas encore mise à l'heure de l'informatique — est asphyxiée sous les dossiers et incapable, au dire même de sa direction, d'exercer le moindre contrôle. Une véritable incitation au crime. D'autant que pour pallier son impuissance elle s'est résolue à faire une confiance aveugle aux banquiers pour l'octroi de prêts incitifs à l'exportation.

Le 2 septembre dernier, la commission d'enquête réclamée par le nouveau président de la Banque centrale, M. José Luis Machuca — nommé quinze jours plus tôt, —

découvrait le pot aux roses : la banque Alas avait, en tant qu'intermédiaire entre la BCRA et des sociétés fictives, obtenu un total de 110 millions de dollars de prêts. Soit plus de quatre fois son capital, qui s'élève seulement à 25 millions de dollars. Elle venait ainsi en tête des organes de crédit, avec 20 millions attribués de plus que la Banque de la nation, la plus importante du pays.

Deux comptes  
numérotés

Le temps que la pesante machine se remette de son émoi, et déjà dix dossiers — avaient disparu des archives. Et ce n'est que le 19 septembre que suffisamment d'éléments ont pu être réunis pour permettre à la police fédérale d'arrêter le président de la banque Alas et ses principaux collaborateurs. Juste au moment où ils se préparaient à s'enfuir.

Dans le coffre de la Mercedes du vice-président, la police a découvert plus de 1 million de dollars et dans les papiers du syndic de la banque la trace de deux comptes bancaires suisses et américains, numérotés bien sûr. Ce qui permet de penser que les 150 millions de dollars « empruntés » à 4,5 % d'intérêts annuels à la BCRA doivent être actuellement placés à 9 %. Un bénéfice net de plus de 60 millions de dollars si l'on sait que la plupart de ces prêts étaient remboursables sur huit ans et demi. L'opposition parlementaire en a profité pour réclamer, en vain, l'interpellation du ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, en demandant comment de telles négligences ont pu se produire dans un organisme aussi fondamental.

CATHERINE DERIVERY.

## Europe

## RFA : les élections régionales en Bavière

(Suite de la première page.)

Heureux Franz-Josef Strauss, qui ne se bat pas comme tant d'autres pour une majorité qui lui reste de toute façon largement acquise, mais pour les quelques points de pourcentage au-dessus de 55 % qui lui permettraient de continuer à tenir la drague haute à ses alliés adversaires de Bonn.

Les gens de l'Oberpfalz se montreraient-ils réticents aux travaux d'implantation du premier centre de retraitement nucléaire allemand, sur lequel M. Strauss compte savoir l'indépendance du cycle nucléaire au RFA ? On a beau être en plein pays « noir », avoir fourni depuis trois décennies à la CSU quelques-uns de ses plus gros bataillons, une telle « usine de la mort », pour reprendre l'expression de ses adversaires, ne laisse aucun des riverains indifférent. Pas plus les écologistes du lieu que les paysans, incapables de vendre leur lait après la catastrophe de Tchernobyl. Qu'à cela ne tienne ! Les protestataires doivent être rappelés à l'ordre. Le ministre-président n'a pas hésité à venir tenir un meeting en plein cœur de la contestation, dans la petite ville de Schwandorf, même s'il a fallu mobiliser pour cela trois mille policiers, presque autant qu'il faut défendre les grands jours de manifestation la fameuse clôture de protection qui entoure le site de Wackersdorf, à cinq kilomètres de là. La CSU couvrant les sifflets et les huées de la « chienlit », notre fonceur bavarois, arrivé en hélicoptère, n'y est pas allé de main morte pour pourfendre ces amoureux d'apocalypse qui viennent troubler le bon peuple.

Wackersdorf et les retombées de Tchernobyl ont touché les esprits. Pas seulement à gauche, pas seulement à l'Oberpfalz où la CSU pourrait bien laisser quelques places.

Le syndicat des paysans bavarois, dont les rouages se distinguent pourtant parfois difficilement de ceux de la CSU, laisse lui-même percer son mécontentement. Ses trois organisations de jeunes prêtres l'abandon de Wackersdorf. La visite, la semaine dernière, du centre de retraitement français de la Hague par une délégation du syndicat n'a pas contribué à calmer les esprits. N'y a-t-on pas appris de la bouche d'un éleveur local que le lait produit sur place était transporté hors de la région pour y être collé à d'autres, afin d'en améliorer la qualité ? Ce coup-là, on ne le fait pas à un Bavarois.

Même l'Eglise catholique, cet autre pilier de la Bavière, ne semble

pas être à l'abri du doute. Si le clergé s'est gardé de se prononcer, le cardinal Ruffini, primat de l'Eglise catholique ouest-allemande — un Bavarois pourtant ! — s'est entendu à dire devant le congrès des catholiques, en septembre à Aix-la-Chapelle, que le moindre risque était insupportable.

Il n'en a pas fallu plus pour que Franz-Josef Strauss retrouve les plus beaux accents de son anticléricalisme d'autan, lorsque lui et les fondateurs de la CSU bataillaient contre une Eglise bavaroise un peu trop habituée à s'occuper des affaires de l'Etat. Bref, il ne sera pas dit que le père de la « modernité » bavaroise, après avoir tant lutté pour sortir la Bavière de sa ruralité et en faire un havre pour les industries de pointe, se laisse impressionner par la résurgence d'un « quel obscurantisme » qu'il se drap de couleurs de l'écologie ou de la tradition.

Le ministre-président sait qu'il peut compter pour cela sur cette nouvelle élite bavaroise, qui regarde Munich comme l'égal de Paris et de Londres, et ne s'intéresse que de fort loin à ce qui peut se passer en Oberpfalz. Qu'importe pour elle si la CSU souffre à l'extérieur d'une image conservatrice qui fait fuir les électeurs déçus au Bundestag. M. Fellner, n'hésite pas à jouer sur le registre de l'anticonformisme. Le conservatisme a aussi ses avantages. « La Bavière est le seul Land à avoir franchi la guerre sans rupture », constate le cinéaste et écrivain Alexander Kluge. « On y a greffé la démocratie directement sur le national-socialisme. Tout y marche sur la loyauté et c'est plus efficace qu'un programme ».

Gardant ce qui l'intéresse, la CSU a réussi de fait à assurer une rapide modernisation du pays sans casser la structure rurale traditionnelle garante de sa stabilité politique. Avec un taux de chômage largement inférieur à la moyenne nationale, une industrie de pointe qui fait des envieux ailleurs, la griffe n'a pas si mal réussi. « La Bavière a finalement été assez longtemps la dernière à la table de l'économie allemande, écrit le journaliste bavarois Hans-Joachim Burger dans les colonnes de l'hebdomadaire Die Zeit. (...) On s'est suffisamment moqué de nous comme les premiers en culottes de cuir, condamnés au rôle de gardien du folklore de la nation, parce que, dans une grande partie du pays, beaucoup vivaient encore jusqu'à ces dernières décennies dans la

situation où les agriculteurs venaient aujourd'hui vendre dans leurs sermons de pénitents. (...) Aujourd'hui le progrès est enfin là. La Bavière est pour tout ce qui, il y a vingt ans, apparaissait comme inaccessible, comme le fin du fin de l'économie ».

Cette fierté retrouvée, les Bavarois de tous poils en sont reconnaissants à Franz-Josef Strauss. « Plus on attaque Strauss à l'extérieur, plus on le renforce », constate le rédacteur en chef du journal de Beyrouth. Sans doute, cela ne veut pas dire que l'on reste insensible aux défaits politiques qui agitent la RFA. Mais ce n'est pas à lui seul la même ampleur. Si le cercle évangélique de la CSU locale s'est cru obligé à Bayreuth d'organiser, la semaine dernière, un podium pour défendre la politique agricole du gouvernement, pas plus le SPD que les Verts n'ont réussi à exploiter pour le moment la contestation anticléricaliste et antimilitariste.

Lorsque l'armée organisée dans la petite ville de Turman a pris d'armes pour la prestation de serment de ses nouveaux appelés, une bonne partie de la population est dans la rue pour profiter de la fanfare militaire. La patrice des villageois autour de Würzburg il y a deux semaines, pendant les manœuvres françaises, participait la 1<sup>re</sup> DB française, était surprenante. « Il faut bien qu'ils s'entraînent », disait en riant un agriculteur en train de ramasser son maïs à deux pas d'un engin lance-missiles français. Tout ce monde, M. Strauss se fait fort de le rallier à nouveau fois de plus à son drapeau à damier bleu et blanc. Dans l'isolement, les petits agriculteurs mécontents voteront pour lui en grignotant des dents, prévoit un journaliste local. « Voter contre la CSU, c'est comme quitter l'Eglise ».

HENRI DE BRESSON.

## A TRAVERS LE MONDE

## Portugal

L'ancien président Eanes  
témoigne en faveur  
d'Otelo de Carvalho

Lisbonne. — L'ancien président portugais, M. António Ramalho Eanes, qui démissionna le vendredi 3 octobre, au profit du héros de la révolution des colliers Otelo de Carvalho, a fait de lui le portrait d'un loyal compagnon d'armes, en estimant que sa coopération en justice pour actes de terrorisme présumés ne devait pas ternir l'image de la révolution de 1974.

Le général Eanes a évoqué devant le tribunal les liens d'amitié qui l'unissaient à Otelo depuis leur expérience commune dans l'armée coloniale portugaise de Guinée-Bissau, avant le soulèvement d'avril 1974 qui mit fin à la dictature salazariste.

Lieutenant-colonel et stratège de la révolution de 1974, Otelo — en détention depuis deux ans — est incriminé avec soixante et onze autres personnes d'appartenance au mouvement d'extrême gauche FP 25, (Forces populaires du 25 avril), dans le cadre du plus important procès consacré au terrorisme qu'a connu le Portugal.

Le général Eanes, qui a quitté la présidence en mars dernier après l'avoir exercée pendant dix ans, a dit qu'Otelo avait joué un rôle décisif

dans la révolution : « Otelo (...) est un nom que consacrera l'histoire... » (Reuters.)

## Burkina

Libération  
de M. Soumane Touré

Ouagadougou. — M. Soumane Touré, ancien secrétaire général de la Confédération syndicale burkinabè (CBS), a été libéré, le vendredi 3 octobre. Son frère, M. Adam Touré, autre dirigeant de la CBS et comme lui l'un des dirigeants de la LIPAD, organisation marxiste-léniniste dont plusieurs responsables avaient formé l'ossature du premier gouvernement Sankara, avait bénéficié d'une mesure analogue en février.

Les deux hommes, ainsi que M. Adama Touré (homonyme du président) et ancien ministre de l'Information) et Arba Diallo, ancien ministre des affaires étrangères, avaient été arrêtés en octobre 1984 pour campagne de dénigrement contre la révolution. La crise avait mis fin à la lune de miel entre les jeunes militaires de gauche qui avaient pris le pouvoir le 3 août 1983 et les formations politiques et syndicales d'extrême gauche. M. Arba Diallo avait été libéré en 1985 et occupe depuis les fonctions de conseiller à la présidence. — (Reuters.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75247 PARIS CEDEX 09  
Tél.: MONDIPAR 659572 F  
Télécopieur: (1) 45-23-96-81  
Tél.: (1) 42-47-97-97

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social:  
620 000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wouts.  
Rédacteur en chef:  
Daniel Vernet.  
Correspondant en chef:  
Claude Sales.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél.: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Télécopieur: MONDIPUB 286 136 F

Le Monde (USP) 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde  
c/o Speedpress, 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11106. Second class postage paid at  
New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress, L.I.C.,  
P.O. Box 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11106.

## ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changement d'adresse: délégués ou

provision: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Imprimé  
à la  
7, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037



# Diplomatie

## Les sanctions américaines contre Pretoria

### L'Afrique du Sud blanche ne comprend pas...

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'Afrique du Sud blanche ne comprend pas pourquoi on la punit. Elle se déclare tout à fait étonnée, déçue, surprise, même si la décision du Sénat américain paraissait prévisible. M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, parle du « mesure prise de manière émotionnelle », ajoutant : « Il est clair qu'il y a des idées fausses sur l'Afrique du Sud ».

Les mouvements de résistance noirs, de leur côté, applaudissent. Le Front démocratique uni (UDF) salue cette « percée » significative. D'autres organisations appellent la Communauté européenne à suivre cet exemple. L'archevêque du Cap, Mgr Desmond Tutu, a qualifié de « morale » cette décision. Enfin, les milieux libéraux s'inquiètent des conséquences de cette bombe à retardement et réclament au gouvernement une accélération du processus de réforme actuellement en place.

Certes, les conséquences ne seront pas dramatiques pour l'économie sud-africaine. La SAITTO (South African Trade Organisation) estime qu'il est probable que les sanctions n'affecteront pas plus de 5% du total des exportations. Environ 15% des échanges commerciaux entre Pretoria et Washington, qui se chiffrent à 2,2 milliards de dollars, seront affectés par les restrictions sévères. Ils avaient déjà diminué d'un peu plus de 15% en 1985 par rapport à 1984.

En ce qui concerne l'interdiction de tout nouvel investissement et de tout nouveau crédit, la mesure adoptée sera de peu d'effet. Ceux-ci sont depuis au moins plus d'un an, pratiquement inexistantes, et les sanctions américaines ne préconisent pas le désinvestissement.

De même pour le charbon. Le contrat de livraison annuelle de 800 000 tonnes vient à échéance au début de l'an prochain. Il ne représente qu'une faible partie des 40 millions de tonnes que Pretoria exporte. Plus encourageantes, en revanche, bien que représentant un pourcentage modeste des exportations, sont les mesures relatives à l'acier, les munitions, les véhicules militaires et les produits agricoles. Ce qui a fait dire à un dirigeant d'entreprise qu'il

s'agissait d'une « guerre économique ».

Certes, les sanctions adoptées par les Etats-Unis sont nettement plus sévères que celles prises par la Communauté européenne, mais les dirigeants d'associations industrielles et commerciales estiment, dans leur ensemble, qu'ils pourront s'adapter et qu'en fin de compte les sanctions donneront un coup de fouet à l'initiative.

L'Afrique du Sud ne sera pas ébranlée par le durcissement américain, mais l'impact psychologique est important. L'Allié d'outre-Atlantique a maintenant pris la tête des pays favorables aux sanctions.

Et il est évident que le mouvement ne pourra que s'amplifier si Pretoria persiste dans son intransigeance. Désormais, les Sud-Africains devront transiger par l'Europe. Ils furent près de cent mille l'an dernier. La PanAm a, depuis quelque temps, fermé sa ligne sur Johannesburg. La suppression des droits d'atterrissage de South African Airways aura une importante répercussion sur les mentalités en accroissant le sentiment d'isolement et de paria des nations. Mais, contrairement à ce que pensent les sénateurs américains, cela ne suffira pas à infléchir la politique d'un gouvernement qui se plaint d'être un éternel incompris.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### Une décision qui devrait relancer la controverse au sein de la CEE

Les sanctions américaines contre l'Afrique du Sud adoptées par le Congrès placent la Communauté européenne dans une situation délicate, car elles sont beaucoup plus sévères que celles décidées trois semaines plus tôt par la CEE. En tout cas, les premières réactions indiquent que la décision américaine risque de raviver la controverse, en Europe de l'Ouest, entre partisans d'une action « musclée » à l'encontre de Pretoria et adversaires de mesures punitives.

Dés vendredi, les ministres danois et néerlandais des affaires étrangères, tous deux favorables à des sanctions sévères, se sont félicités des votes du Congrès américain. Le second, M. Hans Van Den Broek, a aussitôt proposé que le plan de sanctions repoussé pour l'essentiel en juin soit remis à l'ordre du jour. Ce plan, présenté par la présidence, alors néerlandaise, de la CEE au sommet de La Haye, prévoyait un arrêt des importations de charbon.

Le ton est très différent dans les milieux officiels de Londres et de Bonn, hostiles aux sanctions. M. Thatcher a fait savoir que sa position demeure « inchangée ». Le chef de l'opposition travailliste britannique, M. Neil Kinnock, en a conclu, pour sa part, que le premier ministre est « complétement idiot », avant d'exprimer le vœu que M. Thatcher « suive, dans ce cas aussi, les Américains avec le même empressement que d'habitude ». Ce

qui ne semble pas entièrement exclu, un porte-parole officiel ayant déclaré que les sanctions américaines « allaient dans la bonne direction », en prenant soin d'ajouter que tous les pays ne pouvaient pas prendre des mesures identiques.

Même son de cloche à Bonn, où un porte-parole du gouvernement a fait savoir que « le chancelier Kohl a clairement exprimé notre opposition aux sanctions », tout en ajoutant qu'il n'appartenait pas aux Allemands de commenter ou de juger la décision américaine. L'opposition social-démocrate a aussitôt condamné la position du gouvernement en affirmant que « la réponse appropriée à la décision américaine est un train de sanctions européennes comparables à celles adoptées par les Etats-Unis ». Quant au gouvernement français, il s'est refusé à tout commentaire sur le vote du Sénat américain.

Aussitôt après ce vote, le président Reagan avait appelé Pretoria « à agir avec courage et bon sens pour éviter une crise ». M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a, de son côté, souligné que le débat sur les sanctions se devait pas « faire oublier le véritable problème : comment mettre fin à l'apartheid ». Quant au Canada, il continuera d'approvisionner l'Afrique du Sud en blé tout en ne cherchant pas à tirer profit de la situation. — (AFP, Reuters.)

## Au Conseil de sécurité des Nations unies

### La session sur la guerre du Golfe pourrait aboutir à l'isolement de l'Iran

Les amis de l'Irak sont-ils en passe de gagner à l'ONU ? Equilibrée jusqu'ici, la position du Conseil de sécurité pourrait basculer à l'issue de la session convoquée le vendredi 3 octobre à la demande du groupe arabe.

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Dans l'espoir qu'il a prononcé à l'ouverture du débat, le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a donné le ton : « Cette session revêt une importance particulière en raison de la recrudescence et de l'ampleur des attaques lancées [à cause de la guerre Iran-Irak] contre des navires commerciaux de pays tiers, menaçant d'étendre le conflit à toute la région. (...) L'Iran affirme avoir l'intention de lancer sous peu une nouvelle offensive militaire majeure, afin de parvenir à un règlement militaire du conflit ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi, est allé beaucoup plus loin : « L'agression continue de l'Iran contre l'Irak, son insistance à prolonger le conflit et son refus de répondre aux diverses initiatives diplomatiques destinées à mettre un terme à la guerre, constituent un défi à la communauté internationale et à l'ONU ». Le représentant jordanien a demandé à l'Irak d'accepter les recommandations du Conseil de sécurité. « Dans le cas contraire, nous serons obligés d'agir collectivement et individuellement afin de l'y contraindre », a-t-il précisé.

Moins tranchant, le vice-premier ministre égyptien, M. Ahmed El-Sadat, a demandé à l'Iran d'accepter les offres de paix avancées par l'Irak. Même tonalité prudemment prioritaire chez le représentant de l'OLP, M. Fawzi Kaddoumi. Le Sénégal, l'Argentine et le Rwanda ont préféré conserver une position neutre.

L'ensemble des orateurs a demandé l'application de la résolution 582 adoptée en février dernier. Estimant en des termes vagues que l'agresseur était l'Irak, le Conseil a adopté l'équilibre en position en accusant l'Iran de prolonger le conflit malgré les appels à la paix de la part de Bagdad. La résolution demandait un cessez-le-feu immé-

diat, le retrait des forces militaires sur les frontières internationalement reconnues et l'acceptation par les deux parties des offres de médiation, notamment celle du secrétaire général de l'ONU.

#### Une véritable guérilla anti-omnisciente

Quant aux belligérants eux-mêmes, le vice-premier ministre de l'Irak, M. Tarek Aziz, tout en déplorant que le Conseil ne prenne pas en considération la totalité des positions de son pays (notamment en ce qui concerne la thèse de Bagdad sur le début des hostilités), s'est déclaré prêt à appliquer toutes les dispositions de la résolution 582, insistant à plusieurs reprises sur le respect que son pays nourrissait à l'égard de l'ONU.

L'Iran, en revanche, s'est lancé dans une véritable guérilla anti-

omnisciente, affirmée lors du discours de son ministre des affaires étrangères, M. Velayati (le Monde du 3 octobre), qui a ostensiblement quitté New-York quelques heures avant le début de la séance du Conseil de sécurité. Non sans avoir répété que le régime irakien devrait être démantelé avant toute négociation de paix.

D'autre part, dans une lettre adressée au secrétaire général, le ministre iranien conseille à l'organisation de « faire un effort pour redresser les erreurs du passé plutôt que de se référer à des résolutions partielles, rendues inefficaces et inapplicables en raison de leur manque d'objectivité et de respect pour les principes ». M. Velayati rappelle en outre au secrétaire général que l'Irak n'a pas obéi à l'injonction du Conseil de sécurité de ne pas utiliser d'armes chimiques.

CHARLES LESCAUT.

## A L'UNESCO

### Le Japon est hostile à la réélection de M. M' Bow

A l'occasion de la session du conseil exécutif de l'UNESCO, tenue à Paris depuis le 10 septembre, le Japon a fait connaître son opposition à la réélection de M. Amadou Mathar M' Bow au poste de directeur général. C'est le 26 septembre dernier, au cours d'une séance à huis clos, que le délégué japonais, M. Kagawa, après avoir évoqué en termes généraux l'avenir de l'Organisation, a déclaré : « Le directeur général qui prendra ses fonctions à l'automne 1987, quel qu'il soit, devra jouer du soutien de la totalité des Etats membres, c'est-à-dire du consensus, au sens authentique du terme, de tous les groupes électoraux » entre lesquels sont répartis les pays qui appartiennent à l'Organisation.

Des précisions devaient ensuite être données par la délégation japonaise aux correspondants parisiens de la presse nipponne, laquelle s'est faite l'écho, dès le lendemain, en particulier le Yomiuri Shimbun et l'Asahi Shimbun — du refus de Tokyo de reconduire M. M' Bow

dans ses fonctions, son mandat venant normalement à expiration l'an prochain. L'attitude japonaise est prise d'autant plus au sérieux qu'avec 10,8% du budget — pourcentage calculé avant les retrais américains et britanniques, et donc très supérieur aujourd'hui — le Japon est le premier contributeur de l'UNESCO (l'URSS le dépasse toutefois légèrement si l'on comprend la Biélorussie et l'Ukraine).

Par ailleurs, en une autre « séance privée du conseil exécutif, lundi, M. M' Bow devait proposer la nomination de M. Michel de Bonnecombe au poste de directeur général adjoint, en remplacement de M. Jean Knapp, qui a atteint l'âge de la retraite. La démarche n'aurait rien que de banal s'il ne s'agissait du diplomate français en faveur duquel M. Chirac avait envoyé au printemps dernier une lettre au directeur général, lui demandant précisément une telle nomination de son ancien collaborateur (le Monde du 4 juin).

### Le Sénat approuve une aide supplémentaire de 200 millions de dollars aux Philippines

Washington. — Le Sénat américain a approuvé, vendredi 3 octobre, une loi de finances pour 1987 d'un montant de plus de 557 milliards de dollars comportant une aide supplémentaire pour les Philippines de 200 millions de dollars. Des négociations doivent être engagées la semaine prochaine avec le Chancelier des représentants, qui a approuvé récemment un projet de budget de 562 milliards de dollars, la différence portant essentiellement sur le montant des dépenses militaires.

Les sénateurs n'avaient pu, jusqu'à présent, parvenir à un accord sur les moyens de financer l'assistance supplémentaire aux Philippines, qui porte l'aide américaine pour l'année fiscale 1987 à 433 millions de dollars. Le vote du Sénat, acquis par 82 voix contre 14, prévoit que les 200 millions de dollars seront pris sur différents chapitres d'aide à l'étranger. Cet argent ne servira pas uniquement à aider une « fragile démocratie », mais « il représente aussi un investissement pour nous-mêmes, pour nos intérêts profonds dans le Pacifique », a déclaré le leader de la minorité démocrate, le sénateur Robert Byrd.

Des représentants des deux chambres du Congrès vont maintenant devoir tenter de trouver un compromis. L'année budgétaire 1987 ayant débuté le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement fédéral fonctionne depuis mercredi grâce à une autorisation de dépenses valable sept jours et qui a été votée en extrême urgence. — (AFP, Reuters.)

● COTE-D'IVOIRE : prochaine visite de M. Bush. — Le vice-président américain sera l'hôte officiel du gouvernement ivoirien, du 16 au 18 octobre, à l'occasion des Journées de la paix auxquelles participent également M. Porcino, ancien président italien, M. King, conseiller à la Maison Blanche pour les affaires africaines, et M. M' Bow, secrétaire général de l'UNESCO. — (AFP.)

## La visite de M. Chirac au Maroc

(Suite de la première page.)

Le visa, en revanche, nécessitera le renforcement des services consulaires français au Maroc; d'ores et déjà, M. Pandraud a annoncé, en ce qui concerne le Maroc, qu'un nouveau consulat allait être créé à Oujda.

Cette affaire est ici un sujet sensible. Affectant des dizaines de milliers de personnes, elle est largement évoquée dans la presse. « Des visas, pour quoi faire ? », titrait vendredi le quotidien l'Opinion. M. Pandraud a expliqué que le système tiendrait compte des relations particulières entre la France et le Maroc, et notamment que seraient délivrés assez largement des visas à durée indéterminée pour les personnes devant se rendre fréquemment en France. Quant aux Marocains qui y résident, ils devront, avant de quitter le territoire, par exemple à l'occasion de vacances, solliciter auprès des services préfectoraux un visa de rentrée.

#### Le refus de « l'annexion »

M. Chirac, dans la conférence de presse donnée à l'issue de ses entretiens, n'a évoqué cette décision qu'en termes généraux : « Le terrorisme, nous a conduits à prendre des mesures particulières et provisoires ; nous avons été touchés par la compréhension des pays du Maghreb dans ce domaine ». « Les modalités de l'application de ces mesures, a-t-il poursuivi, seront décidées en concertation avec les Etats concernés et dans le meilleur esprit ».

Le premier ministre a saisi l'occasion pour répondre à certaines préoccupations dont ont récemment fait état les ambassadeurs arabes à Paris. Pour M. Chirac, les choses doivent être claires : La France entend, certes, « prendre les mesures nécessaires à la lutte contre le terrorisme, mais elle refuse tout amalgame entre terrorisme et monde arabe », et le gouvernement expli-

quera aux Français qu'ils doivent se garder d'un « piège ». Autre avertissement : « La France, a poursuivi M. Chirac, qui était aussi accompagné de M. Jean Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, ne sera pas influencée par le ter-



#### Le refus de « l'annexion »

rorisme dans sa politique à l'égard du monde arabe ; celle-ci ne changera pas. » Au sujet de cette politique, M. Chirac s'est borné à deux remarques : « Nous souhaitons, a-t-il, dit, une moindre ingérence extérieure au Liban » ; quant à la suggestion (d'origine soviétique) de réunir un comité préparatoire à une conférence internationale sur le Proche Orient, elle a, a expliqué le premier ministre, l'assentiment de Paris, à condition que cela ne soit pas une manière détournée d'enterrer la dite conférence.

Au-delà de ces deux questions — Proche Orient et terrorisme — les entretiens ont porté sur la question du rééchelonnement de la dette extérieure de Rabat (près de 14 milliards de dollars), sur les difficultés que connaît l'agriculture du Maroc à la suite de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. « Il n'y a pas de contentieux de fond », dit-on à

Rabat. Des groupes d'experts devront se réunir pour approfondir ces dossiers.

Les conversations se sont déroulées dans un climat particulièrement détendu. Ce fut le cas par exemple, vendredi matin — au début d'une séance de travail

entre les deux délégations, — lorsque M. Chirac, s'installant à côté de M. Pandraud, aperçut dans le porte-document de celui-ci un roman policier, dont le premier ministre s'empara pour lancer à l'assistance : « Vous voyez comment il travaille ! ». L'ouvrage avait pour titre « Le bourgeois et son double ».

L'atmosphère était plus solennelle quand M. Chirac fut reçu un peu plus tard par le roi dans la salle du trône du palais — tapissée de tapisseries, dorées et plafonds sculptés — pour se voir décorer le grand cordon de l'ordre du Trône. Le premier ministre s'est dit profondément touché et ému par ce geste. Il a ajouté qu'il ne pouvait que reprendre à son compte les termes employés par M. Laraki pour caractériser les relations franco-marocaines : « Amitié, clarté et loyauté ».

Autant de sentiments qui ne seront sans doute pas inutiles pour faire passer l'amère pilule des visas.

ALAIN FRACHON.

## Océanie

### AUSTRALIE : le 75<sup>e</sup> anniversaire de la marine

#### Une armada de navires de guerre occidentaux

Sydney  
de notre correspondant

Jamais en temps de paix, le port de Sydney n'aura abrité une telle armada de navires de guerre : sept nations représentées (l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada, la France et la Papouasie-Nouvelle-Guinée), quarante et un bâtiments venus prendre part aux festivités, qui marquent la soixante-quinzième anniversaire de la marine royale australienne et qui devraient culminer samedi 4 octobre, avec le passage en revue de la flotte par le prince Philip, duc d'Edimbourg et amiral de la flotte australienne.

Conformément aux usages locaux, les autorités n'ont ni confirmé ni infirmé la présence d'armes nucléaires à bord des bâtiments, qui ont accosté au port de Sydney. Ce n'est cependant un secret pour personne que six de ces vaisseaux (trois bâtiments anglais et trois bâtiments américains) ont une capacité nucléaire.

Protestant contre la présence dans leurs ports de ces navires qui, à leurs yeux, font de Sydney « une cible nucléaire », et déplorant l'absence de tout plan gouvernemental en cas d'accident nucléaire lors de leur visite, les organisations pacifistes ont envoyé des flottilles de manifestants à la rencontre des bâtiments. Un surfer professionnel — et professionnel de la lutte antinucléaire — a feint de revêtir la vedette à l'Olandorf, un contre-torpilleur américain. Juché sur sa planche, il a réussi à s'accrocher à la proue du bâtiment et à se

laisser pousser quelques minutes. Aucun intrus de ce genre n'a accompagné la frégate française Commandant-Blaissac, lorsqu'elle s'est jointe, mercredi, aux bâtiments déjà à quai. Les manifestants les plus remarqués étaient à terre ce jour-là : deux membres de l'organisation Greenpeace qui s'étaient enchaînés à l'Opéra pour protester contre les essais nucléaires français à Mururoa.

D'ailleurs, l'entrée de la frégate française avait été éclipsée par l'arrivée dans la baie de Sydney du « clou » du spectacle : le Missouri, le plus puissant vaisseau de la VII<sup>e</sup> flotte américaine, qui patrouille l'océan Indien et le Pacifique occidental, le plus gros bâtiment de guerre au monde.

C'est sur le Missouri, un vaisseau de 55 000 tonnes, que le général Mac Arthur accepta officiellement la reddition des Japonais en 1945. Il est aujourd'hui équipé d'un système électronique extrêmement sophistiqué, de trente-deux missiles de croisière Tomahawk (dont huit seraient munis d'armes nucléaires) et de seize missiles Harpoon.

Pour les Américains, ce soixante-quinzième anniversaire de la marine australienne aura été l'occasion d'attirer encore l'attention des habitants de la région sur l'existence d'une menace soviétique. Lors d'une conférence de presse au consulat des Etats-Unis à Sydney, des agents américains des services de renseignement ont tenu à démontrer l'implication de la marine soviétique dans le Pacifique, de ses sous-marins notamment, dont la moitié seraient à propulsion nucléaire.

S. CROSSMAN.



## Politique

A l'Assemblée nationale

## Les socialistes seront privés de trois sièges au Sénat pour la représentation des Français à l'étranger

Le prochain renouvellement du Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE) aura lieu, en grande partie, au scrutin majoritaire. Les députés du RPR et de l'UDF ont approuvé, le vendredi 3 octobre, sans le modifier, le projet modifiant le système électoral de cette institution, qu'avait déjà approuvé le Sénat (le Monde du 7 août 1986). Ce texte, contre lequel se sont prononcés les élus du PS, du PC et du FN, est donc définitivement voté.

Les socialistes ont été particulièrement virulents contre ce projet, qui devrait avoir comme conséquence de les priver de trois sièges de sénateurs représentant les Français de l'étranger. M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), qui a défendu sans succès une question préalable, a d'ailleurs laissé prévoir un recours au Conseil constitutionnel. Ce texte prévoit d'instaurer le scrutin majoritaire dans les circonscriptions élisant moins de cinq

représentants, et de ne conserver la proportionnelle que dans les autres. La gauche, au contraire, quand elle avait supprimé un curieux système de désignation des membres du CSFE, avait prévu un scrutin à la proportionnelle sauf dans les circonscriptions élisant un seul député. Ainsi, sur les 137 membres élus de celui-ci, il n'y en avait que 6 élus au scrutin majoritaire. Désormais, il y en aura 179.

Ce changement pénalise la gauche, qui, lors des dernières élections au CSFE, a obtenu entre 25 et 40 % des suffrages exprimés. Or cette institution, en dehors de son rôle de conseil du gouvernement, est chargée depuis 1983 d'élire les sénateurs représentant les Français de l'étranger, dont le nombre n'est porté par la même occasion de 6 à 12. Ce doublement devant se faire progressivement, ils sont 6, contre 2 socialistes, depuis le 28 septembre.

Pour les socialistes, la ficelle est un peu grosse. « Vous voulez de nouveau faire des Français de l'étranger votre chasse gardée », proteste

M. Edith Cresson (PS, Vienne), M. Robert Montanari (PC, Val-d'Oise) dénonce « le refus quasi obsessionnel de la proportionnalité ».

M. Didier Barla, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, n'a pas l'impression d'être un « obsédé » du scrutin majoritaire, mais tout simplement de « vouloir mettre un terme à un système injuste, qui sur-représentait les minorités ». Il s'est par ailleurs défendu d'avoir agi dans la précipitation : « Le prochain renouvellement du CSFE ne doit intervenir qu'en 1988 ».

« C'est un mode de scrutin qui renforce les liens entre l'élu et l'électeur », se félicite pour sa part le président de la commission des lois, M. Jacques Toubon (RPR, Paris). « Vous parlez d'établir un lien direct entre les Français de l'étranger et leurs députés (...). Soyons sérieux, lâche M. Gérard Walker (app. PS, Vosges). Il aurait fallu nous proposer un véritable statut du représentant des Français de l'étranger. » Quant à M. Fortin de la Morassière (FN, Pas-de-

Calais), il regrette que l'on « exporte chez les Français de l'étranger nos clivages politiques qui défavorisent les minorités ».

Calculs en main, les députés de la majorité et du PS démontrent les vertus arithmétiques de leur mode de scrutin préféré. « Avec la proportionnelle, deux ou trois circonscriptions de deux sièges, une liste ayant recueilli un quart des suffrages plus une voix obtient un siège ; tandis que celle qui n'a obtenu les trois quarts moins une voix n'obtient également qu'un siège », s'indigne M. Olivier Maréchal (RPR, Nord). « Vous trouvez peut-être plus juste, s'exclame M. André Besson (PS, Alpes-de-Haute-Provence), un scrutin majoritaire qui permet d'une liste qui a eu 50 % des voix plus une d'emporter deux sièges, tandis que celle qui n'a eu 50 % des voix moins une n'en aura aucun... »

Ce dialogue de sourds confirme, si nécessaire, que les changements de mode de scrutin sont avant tout affaire d'opportunité politique.

PIERRE SERVANT.

Regain de tension en Nouvelle-Calédonie

## Les maires indépendantistes ne viendront pas à Paris

NOUMÉA  
de notre correspondant

Les quinze maires appartenant au FLNKS ont décidé, le vendredi 3 octobre, à Nouméa, de ne pas se joindre au déplacement des maires calédoniens prévu à Paris dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre à l'invitation du premier ministre : ils entendent ainsi exprimer leur « indignation » face au non-lieu ordonné dans l'affaire de la fusillade de Hienghène, ainsi que leur « opposition générale à la politique du gouvernement marquée par la recolonisation des terres et la loi des communes contre les régions ».

D'autre part, le mouvement déclenché par le FLNKS s'est amplifié sur l'ensemble du territoire. Les trois municipalités LKS (Libération kanake socialiste, mouvement indépendantiste modéré) se sont associées, en fermant leurs portes, au mot d'ordre lancé par les communes FLNKS.

Des attroupements rassemblant à chaque fois une centaine de manifestants se sont formés à Poinindimi, Thio, Yaté et Ouvéa, tandis que les grèves ne sont étendues à l'aéroport de La Tontouta, dans les hôpitaux de Nouméa et dans les centres

miniers de la côte est (Thio, Nakety, Kouaoua).

Réagissant aux incidents qui n'avaient éclaté jusqu'à présent (à l'exception de la fusillade de Hienghène, président du conseil de la région Centre et secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, a appelé « tous les militants à respecter strictement les décisions du bureau politique en ne cédant pas à la provocation organisée par le gouvernement français visant à discréditer le travail du FLNKS à l'ONU ».

En revanche, sur le front des conflits fonciers, la tension est retombée dans la région de Poiré-honore où le tribunal de Nouméa, après le jugement d'expulsion du tribunal des référés, a accepté d'évacuer la propriété de M. Claude Bouteiller qu'elle occupait. A Poiré-honore, cependant, la tribu d'Ouvéa occupe toujours une propriété attribuée par le territoire à un éleveur européen, M. Gérard Orcau. Le tribunal des référés n'a pas pu, à Mélanésie, ainsi qu'à Poiré-honore, empêcher M. Ali Ben Adj, un délégué d'une semaine pour quitter les lieux.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## La cohabitation est entrée dans un régime de croisière estime M. Toubon

« Le système de la cohabitation s'est affirmé : nous sommes peut-être entrés dans un régime de croisière », a déclaré M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, le vendredi 3 septembre, après le refus du président de la République de signer les ordonnances sur le découpage électoral. « Quels que soient les sujets et les péripéties, n'il ajouté, ou bien il y a accord entre le président de la République et le gouvernement, comme sur le terrorisme et la politique étrangère en général, ou bien il y a désaccord, et, sauf pour le président à se remettre en cause lui-même, le gouvernement peut s'appuyer sur sa majorité, mettre en œuvre les mesures qu'il souhaite, car, en définitive, c'est la majorité parlementaire qui a le dernier mot. » « Pour nous, c'est cela l'essentiel, a conclu M. Toubon. Il n'y a pas motif d'un tel sursis ».

En fait officiel à Pau, vendredi, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a indiqué qu'il n'avait pas été surpris par la décision de M. Mitterrand. « Ce sera au Parlement de trancher dans le délai d'une semaine », a-t-il déclaré. M. Pierre

Meessmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, lui non plus n'a « pas été surpris ». Interrogé sur France Inter, l'ancien premier ministre a déclaré que le recours à l'article 49-3 (engagement de la responsabilité du gouvernement) est « inévitable ». « Il s'agit d'un acte qui a cours de la discussion certains articles soient amendés, mais cela ne peut être que très limité », a-t-il confié. M. Alain Poirer, président du Sénat, a déclaré à RTL qu'il n'était « pas du tout » surpris par le refus présidentiel. « Je ne crois pas que cette décision va créer beaucoup de désordres », a-t-il déclaré.

Pour sa part, M. Charles Hernu, ancien ministre socialiste, de la défense, soulignerait que l'article 49-3 « ne soit pas appliqué parce que nous ne sommes pas pressés : il n'y a pas d'urgence électorale dans l'immédiat », a-t-il ajouté. Député et maire de Villenave (Rhône), il a estimé, vendredi sur Europe 1, que ce serait « un comble que les députés ne puissent pas dire leur mot sur le découpage électoral, qui va les faire réélire ou pas élire ».

## Un débat au PS

## La droite se « plante »-t-elle à l'automne ou au printemps ?

Les socialistes peuvent-ils affirmer légitimement, dès aujourd'hui, que la droite se « plante » ? Ce débat a occupé récemment une partie des dirigeants du PS.

L'affaire date du comité directeur du 13 septembre. Ce jour-là, M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du PS chargé de la communication, présente comme preuve de l'activité du parti la traditionnelle campagne de rentrée articulée en trois phases (le Monde du 16 septembre), et intitulée « La droite se plante ». Les 11 Ours critiques d'une « opposition » et « responsabilité » mais pas « d'urgence » comme le demandait le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, certains dirigeants s'émouvaient d'un tel slogan.

Leurs arguments sont ceux que M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études, et, à ce titre, économiste en chef du parti, a développés le mardi 30 septembre (le Monde du 2 octobre), lors

des journées parlementaires socialistes à Mâcon. M. Strauss-Kahn a expliqué aux députés qu'il ne lui semblait pas possible d'affirmer péremptoirement que « la droite se plante », car « à-t-elle en substance, sur le plan économique, l'environnement international est assez favorable pour éponger des erreurs de politique économique. Et sur le plan politique, la droite fait ce qu'on attend d'elle... »

Quoi qu'il en soit, la formule trépidante a été mise au placard devant rimer les journées parlementaires pour laisser la place à une phrase plus ambiguë : « Ça, c'est la droite ! »

Ce nouveau libellé, à coup sûr, ne peut encourir une quelconque reproche d'agressivité primaire. Les socialistes, à défaut de l'automne, devront peut-être attendre le printemps 1988 — à l'approche de l'élection présidentielle — pour essayer de « planter la droite ».

J.-L. A.

## Des avocats atterrés

## « Même à l'époque de Peyrefitte on n'avait jamais vu ça !... »

Le secrétaire de la Ligue des droits de l'homme en charge des DOM-TOM, M. Tabiana, n'a rien vu de tel : « Même à l'époque d'Alain Peyrefitte on n'avait jamais vu ça !... ». Comme les autres avocats qui défendent les familles des victimes de l'embuscade de décembre 1984 à Hienghène — un nombre desquelles deux des frères du président du FLNKS, M. Tibou, — il a exprimé son effarement, vendredi 3 octobre, au cours d'une conférence de presse, devant le non-lieu rendu en Nouvelle-Calédonie au bénéfice des huit inculpés (le Monde des 1<sup>er</sup>, 2, 3 octobre).

« Nous sommes atterrés, a ajouté M. Roux, du barreau de Montpeller. Voilà des personnes inculpées, au moment des faits, d'actes de violence volontaire avec préméditation, qui ont reconnu avoir mené une embuscade, tué dix personnes, achevé des blessés à bout portant, sous les yeux des témoins, et on leur accorde le bénéfice du non-lieu sans que le par-

quet de Nouméa ait fait appel ! Comment ne serait-on pas indigné ? » Deux autres de ses collègues, M. de Felice et Otan ont eux aussi affirmé leur « stupeur ».

Ces quatre avocats ont fait appel devant la chambre d'accusation pour obtenir l'annulation du non-lieu. Ils ont également demandé aux autorités judiciaires de Nouméa que le juge François Semur, qui a prononcé le non-lieu, soit « destitué de tous les dossiers concernant des Calédoniens ». Ils réclament, en outre, l'engagement de « tous les Calédoniens, actuellement détenus à Nouméa », et envisagent de solliciter le droit de grâce du président de la République en faveur des militants indépendantistes condamnés et actuellement emprisonnés.

MM. Tabiana, Roux, Otan et de Felice ont décidé, en outre, de faire appel à la commission des droits de l'homme de l'ONU ainsi qu'à la Cour européenne de justice.

## Les professions d'avenir

## Devenez « charcutier électoral »

La petite charcuterie électorale. Sous ce titre, Science et vie publie un programme en Basco, adaptable à tous les micro-ordinateurs, qui permet à chacun de jouer au ministre de l'Intérieur. Mais aucune hypocrisie n'est permise : l'objectif clairement énoncé du programme est de fabriquer la meilleure circonscription pour le candidat de votre choix.

Il faut d'abord fournir au programme quelques informations : une liste des cantons du département à découper, avec pour chacun leur population et le pourcentage attendu par la tendance politique que l'on veut favoriser. Ce pourcentage peut être estimé d'après les résultats par canton des élections précédentes, lesquelles sont, en principe, disponibles à la préfecture. Il faut aussi indiquer, pour chaque canton, la liste de ses voisins, ce qui permettra de construire des circonscriptions d'un seul tenant.

Ensuite, on donne au programme un canton de départ, le « fief » du candidat. Le programme bâtit alors une circonscription en adjoignant d'autres cantons de proche en proche. Quand la population totale est suffisante — le programme vérifie qu'elle est comprise dans une fourchette donnée par l'utilisateur, mais qu'il serait possible de déterminer à partir de la population du département et du nombre de circonscriptions — le programme calcule le score du

candidat à privilégier, et recommande la recherche en vue de fabriquer une nouvelle circonscription. Il affiche en permanence la composition de la « meilleure » circonscription trouvée.

Il y a quelques subtilités supplémentaires. La procédure suivie garantit que la circonscription est d'un seul tenant, mais il se pourrait que certains cantons y soient enclavés, ou que d'autres se trouvent isolés du reste du département, et qu'on ait ainsi constitué des îlots dont la population est insuffisante pour qu'ils constituent à eux seuls une circonscription. Une vérification est donc faite pour éliminer ces découpages invalides.

Le programme s'arrête quand il a étudié toutes les possibilités — ce qui peut être long si le « fief » et ses voisins immédiats sont peu peuplés. Mais rien n'empêche de le relancer en supprimant de la liste les cantons déjà utilisés, et de tester ainsi une deuxième circonscription, puis une troisième... Le risque est grand que la dernière circonscription soit totalement bisocrienne et inacceptable même par le plus partisan des charcutiers. Auquel cas, à faut recommencer, en modifiant les hypothèses. Cela montre qu'un minimum d'intelligence est requis pour fabriquer un découpage acceptable, et l'ordinateur en est totalement dépourvu.

M. A.

## Franche électorale

## Trois élus communistes condamnés

La 12<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Créteil a reconnu trois élus communistes coupables de fraude lors du premier tour des élections cantonales du 14 juin 1982 à Limeil-Brévannes.

Après deux semaines de délibéré, ils ont été condamnés à six mois de prison avec sursis, cinq ans de privation des droits civiques, 2 000 francs d'amende et 1 franc de dommages et intérêts au profit du plaignant M. Paul Redon, président du CNIP du Val-de-Marne.

Les trois élus ont été condamnés pour des incidents qui se sont déroulés dans le quatrième bureau de vote. M. Yves Drouin, premier adjoint au maire de Limeil-Brévannes au moment des faits, avait, selon le jugement du tribunal, favorisé le dépôt d'un paquet d'enveloppes dans l'urne, avant sa fermeture, le matin du vote. Ce paquet avait été déposé par M. Jean Hager dirigeant de l'union locale CGT et adjoint au maire d'Ivry, qui fut identifié par plusieurs témoins. M. Georges Jaffré, conseiller municipal de Limeil-Brévannes, a été condamné pour avoir laissé un inconnu introduire plusieurs enveloppes dans l'urne alors qu'il présidait le bureau de vote.

Lors du dépouillement, on retrouva 800 enveloppes pour 696 votants. Sur les 104 enveloppes excédentaires, 98 étaient d'une couleur différente. Celles-ci furent comptabilisées à part et on décombra alors 97 bulletins en faveur du candidat communiste contre un en faveur de son adversaire du CNIP.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde  
ÉCONOMIE

## La préparation du congrès des radicaux de gauche

## La ligne autonome de M. Doubin est contestée plus vigoureusement depuis l'échec en Haute-Garonne

Les députés et sénateurs radicaux de gauche, dont les quatre présidents d'honneur du Mouvement (MM. Maurice Faure, Michel Crépeau, Roger Garaudy et Jean-Michel Baylet), se sont réunis, le jeudi 2 octobre, pour évoquer le congrès extraordinaire de leur parti, prévu les 25 et 26 octobre à Avignon.

A l'exception de M. Jean Zuccarelli, député de la Haute-Garonne et vice-président du MRG, les participants à cette réunion ont contesté la ligne autonome mise en œuvre par M. François Doubin, président du parti. Les critiques, qui ne sont pas nouvelles, s'appuient sur le bilan, jugé catastrophique, du mandat de M. Doubin, élu au congrès de janvier 1985 à Marseille, notamment en matière électorale. Mais surtout, elles ont trouvé de quoi s'alimenter avec les résultats enregistrés le 28 septembre.

Le score réalisé par M. Henri de La Cour, sénateur de la Haute-Garonne, est considéré comme un échec « total », symbolique et exemplaire de la faillite d'une stratégie consistant à s'affirmer partie prenante de la majorité présidentielle mais à refuser d'y avoir des partenaires, pis même, de les combattre.

Pour le scrutin haut-garonnais, M. Doubin avait fixé comme objectif à la liste de M. de Lassus 2,5 % des suffrages exprimés. L'insuccès du 28 septembre lui fait dire que la détermination est claire : le « fief » radical n'est rien d'autre que la preuve que les radicaux ne s'étaient pas manifestés en tant que tels sur le terrain depuis des années. Autrement dit, à ses yeux, un tel résultat ne peut que conforter un peu plus une stratégie consistant à recréer à la base un réseau d'élus locaux... autonomes.

Pour les contestataires, le fait que les radicaux de gauche n'aient jamais réalisé une aussi médiocre performance dans des terres réputées favorables n'est rien d'autre que la preuve et la conséquence d'une « mauvaise » image de leur parti. Ils reprochent en outre aux autonomistes d'avoir permis, dans un département comme

la Haute-Garonne, l'élection de deux sénateurs de droite aux dépens du PS, qui pouvait espérer en conserver un. Le succès de M. Baylet dans le Tarn-et-Garonne reste un épiphénomène, selon eux, qui s'explique par la personnalité de l'ancien secrétaire d'Etat et président du conseil général dans son département.

À Avignon, les congressistes se verront proposer deux motions principales : l'une de M. Doubin, qui intitulé « A comme autonomie », l'autre dont le premier signataire est M. Crépeau. L'actuel président du MRG n'envisage guère la possibilité d'être placé en situation minoritaire. Toutefois,

si une telle hypothèse se présentait, cela ne voudrait pas dire, explique-t-il, « que la minorité ne se soumettrait pas à la majorité ».

Ainsi, M. Doubin, dont « la capacité politique personnelle à diriger un parti politique » est de manière à peine feutrée mise en doute, se maintiendrait à la tête du Mouvement. Reste qu'il se verrait, en quelque sorte, accorder une mise à l'épreuve, ce que d'aucuns appellent un « sursis », jusqu'au congrès de janvier, qui, statutairement, prévoit le renouvellement des instances dirigeantes du MRG.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## EN BREF

● Réélection de présidents de groupes du Sénat. — M. André Méric, sénateur de la Haute-Garonne, a été réélu, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, président du groupe socialiste du Sénat. La désignation successive de vingt-deux membres qui s'en sont suivies, a constitué son bureau, composé du sept vice-présidents : M. Charles Bonifay (Bouches-du-Rhône), chargé de la structure technique, assisté de M. Gérard Delfau (Hérault), chargé des relations avec l'Assemblée nationale ; MM. Jacques Biais (Nord) ; Jacques Carat (Val-de-Marne) ; Robert Schwint (Doubs) ; et Jean-Pierre Massenet (Meuse) ; Louis Perrin (Val-d'Oise), chargé de la presse et porte-parole du groupe assisté de M. Claude Eder (Paris) ; Tony Larus (Seine-Maritime), chargé de la trésorerie. Les fonctions de secrétaire général ont été confiées à M. René Naguiz (Bouches-du-Rhône).

D'autre part, le groupe de la Gauche démocratique, réuni vendredi 3 octobre, a réélu à la présidence M. Jacques Pélissier, sénateur UDF de l'Ain.

● Jeunesse communiste : cent manifestations pour Mandela. —

Au cours d'une conférence de presse, le jeudi 2 octobre, M. Joël Vovant, dirigeant du mouvement de la jeunesse communiste (MJCF), a annoncé l'organisation de cent manifestations et festivités anti-apartheid du 15 octobre au 15 novembre, dans « toutes les grandes villes de France » en signe de soutien aux noirs d'Afrique du sud. Le MJCF va par ailleurs amplifier, du 10 au 12 octobre, sa campagne de vote des jeunes « pour le boycott à 100 % » du régime de Pretoria en espérant atteindre un million de suffrages.

ERRATUM. — Dans nos dernières éditions du 4 octobre, plusieurs coquilles ont été signalées : nous nous excusons et nous présentons nos excuses à M. Mitterrand et M. Chirac. Il convenait de lire, notamment, ainsi que l'indiquait le contexte, que « c'est l'annonce de la décision présidentielle l'entourage du premier ministre s'est employé à dédramatiser (et non dramatiser) ce nouvel « accord » à la cohabitation ». De même, il fallait lire que certains parlementaires de l'UDF « veulent faire « payer » les élus socialistes pour la « duplicité » de M. Mitterrand ».



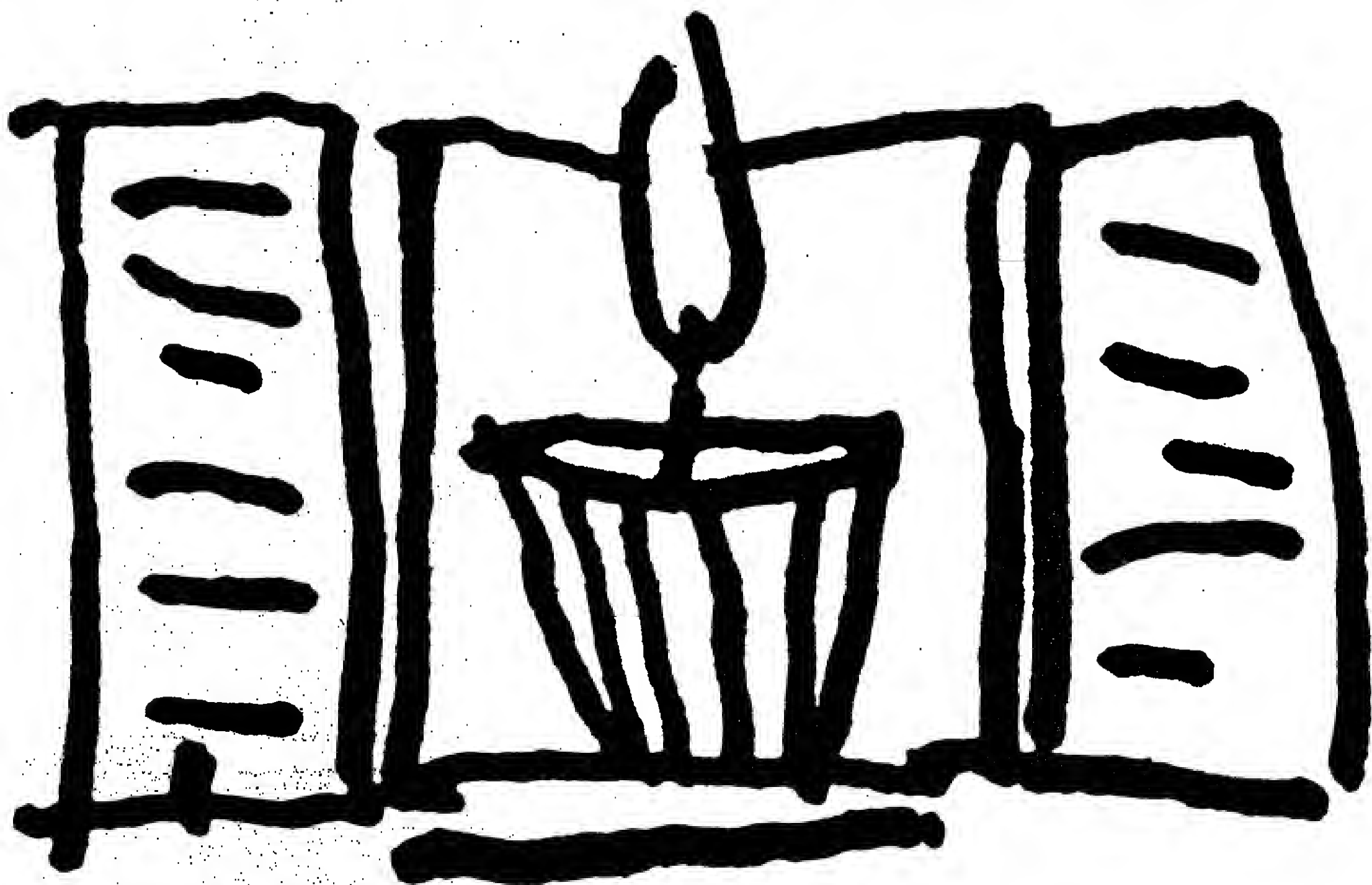
**DES JANVIER USA**  
ETUDIEZ AUX USA  
Dans une grande université de Californie ou de Floride, soit pour améliorer votre anglais, soit pour commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Cours, hébergement, repas, un semestre à partir de 4500 \$. Doc. contre 5 dollars.  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.**  
USA-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47-22-84-84

كتابان في السياسة

مكتبة من الأدب

Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 octobre 1986 5

## LE 28 OCTOBRE



Le 28 octobre, fêtons avec nous la Liberté en plaçant des bougies à vos fenêtres. Il y a cent ans exactement, le 28 octobre 1886, les Etats-Unis et la France fêtaient déjà les Droits de l'Homme lors de l'inauguration de la Statue de la Liberté.

Faites un geste pour retrouver ce symbole.

Faites-le pour vous : vous aimez la liberté, vous le dites !

Faites-le pour tous : les bougies "Flammes de la Liberté" sont vendues au profit d'enfants en manque de liberté.

L'association humanitaire Droits de l'Homme et Solidarité distribuera l'ensemble des bénéfices de l'opération à ces enfants aux quatre coins du monde.

Avez-vous la "Flamme de la Liberté" ? Vous trouverez cette bougie chez de nombreux détaillants et grandes surfaces qui participent à cette fête.

Illuminez votre fenêtre : multipliée par des millions de lueurs, la liberté sera fête.

Etes-vous libre le 28 octobre ? pour une fois... il est simple de déclarer votre flamme !



### FLAMMES DE LA LIBERTÉ

Droits de l'Homme et Solidarité - Comité Officiel Franco-Américain pour le centenaire de la Statue de la Liberté - Point à la Ligne.  
Pour tous renseignements, téléphoner au : 56.89.52.22.



## FAITS DIVERS

L'ouverture d'une information contre X... après l'assassinat de Glenn Souham

## Un enfant des beaux quartiers

Une information judiciaire contre X... pour assassinat a été ouverte, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, au parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine), après la mort de Glenn Souham, ancien dirigeant de la société Century (spécialisée dans le gardiennage et la protection de personnalités), qui a été tué mercredi 24 septembre devant son domicile. M. Jean-Claude Pometau, juge d'instruction, a été chargé du dossier.

Qui était Glenn Souham ? Une semaine après l'assassinat, à Neuilly, du fondateur de la société Century, spécialisée dans le gardiennage et la protection des personnalités (le Monde du 27 septembre), les policiers de la 10<sup>e</sup> division de police judiciaire qui enquêtent sur cette mort brutale ont eu guère de certitudes. Et pour seule piste les résultats du rapport d'autopsie : la victime, Glenn Souham, trente-quatre ans, a été touchée au thorax, au bras et à une main de six balles de revolver, calibre 9 mm, alors que, devant son domicile, 19, rue Saint-James, à Neuilly, il sortait de sa voiture. Transporté à l'hôpital Américain-Paris, à Boalingue-Billancourt, Glenn Souham n'a pu, avant de mourir, décrire son meurtrier comme un individu « basané ». Des témoins auraient, ensuite, vu l'assassin monter dans une Renault Supercia. Tels sont les faits. Depuis, les enquêteurs essaient de comprendre comment un fils de famille, enterré mortel en province dans l'intimité, a pu finir comme meurtreux ceux qui tombent victimes d'une vengeance ou d'un contrat.

Glenn Souham, grand, élégant, sportif, sobre et séduisant, était né coiffé. Son père, Gérard Souham, descendant d'un général d'Empire et membre de plusieurs clubs distingués, tient dans l'édition française du *Who's who* une fort honorable place : longtemps président-directeur général de l'agence de publicité américaine J. Walter Thompson SA, il est aujourd'hui à la tête d'un important groupe de relations publiques et déploie ses talents dans plusieurs associations et organisations, américaines notamment. C'est de son américanophilie militante que son fils tiendra son prénom anglo-saxon.

## L'âge d'or de la Century

Fils de famille donc, mais pas héritier pour autant. A l'âge où ses semblables commencent des études qui, pour la plupart, vont les conduire dans les fauteuils de leurs pères, Glenn abandonne les bancs des facultés et, preuve d'une indépendance affirmée, fonde une société de gardiennage et de sécurité, la Century. Il a alors à peine plus de vingt ans et a fait connaissance avec le métier lors de la campagne présidentielle de 1974, dans

les rangs des Jeunes Giscardiens, aux côtés de quelques rascapés de l'OAS et des groupes d'extrême droite. La carrière est certes peu digne d'un enfant des beaux quartiers, mais Glenn Souham, flanqué de son associé Marc Delachaux, dont le père, administrateur et PDG de plusieurs grosses sociétés en Europe et sur le continent américain, a longtemps été membre du conseil d'administration du CNPF, saura habilement mener sa barque.

Très vite, en effet, la Century met à profit le carnet d'adresses de ses deux fondateurs et propose son savoir-faire au CNPF et aux chefs d'entreprise qui en sont membres. Les grèves avec occupations sont, à l'époque, nombreuses. Sans barguigner sur les moyens, la Century se fait une spécialité de reprendre aux grévistes les établissements occupés. Des années plus tard, la société de Glenn Souham garde avec le CNPF des relations de confiance. Mardi dernier, contrat particulièrement recherché dans la profession, c'est encore la Century qui assurait, au Zénith, dans le parc de La Villette, la protection et la sécurité des assises du patronat.

L'année 1978 marque l'envol véritable de Glenn Souham. M. Giscard d'Estaing est président de la République et les élections législatives s'annoncent particulièrement difficiles pour la majorité au pouvoir. Recruté par M. Hubert Bassot, conseiller présidentiel affecté aux tâches délicates, Glenn Souham qui, l'année précédente, a accompagné M. Michel d'Ornano dans sa vaine bataille pour la mairie de Paris, mobilise plusieurs dizaines de « costauds » pour coller des affiches, décoller celles des adversaires (y compris celles du RPR) et protéger les meetings des candidats giscardiens.

Les trois années suivantes seront pour la Century l'équivalent de l'âge d'or. Grâce à ses relations et aux services rendus, Glenn Souham décroche le contrat que tous ses concurrents lui enviaient : la protection rapprochée du président de la République, qu'il suit dans les meetings qu'à l'époque Giscard tient à travers toute la France. Situation paradoxale : une société privée, dont une bonne moitié des effectifs est composée de policiers travaillant au noir, protège le chef de l'Etat en citoyen, non sans bousculade parfois, les policiers du service des voyages officiels, qui ne goffent pas tous cette concurrence sauvage. Quelquefois, l'affaire tourne au vinaigre, comme à Carpentras, en 1981, où les hommes de Glenn Souham venus protéger un meeting présidentiel s'affrontent violemment aux CRS qui, sur leur mine, les ont pris pour des perturbateurs. Mais le patron de la Century sait arranger rapidement les choses. En visite à l'Élysée plus souvent qu'à son tour, il roule dans une puissante voiture équipée d'un gyrophare et d'une radio branchée sur les fréquences de la police, bardé de cartes tricolores et entouré d'hommes armés qui passent allègrement du gardiennage au

braquage. Grâce à ses relations, il sait faire écarter de quelques gros contrats rémunérateurs toutes les autres sociétés de sécurité qui, comme la sienne, aimeraient profiter du dynamisme d'un secteur où les transactions se concluent souvent en argent liquide et sans facture. Des années plus tard, se souvenant de ces peu confraternelles manœuvres, certains n'auront pas un mot de regret, bien au contraire, en apprenant la mort de Glenn Souham.

## PDG et stars du rock

Depuis 1981, celui que les mauvaises langues du métier avaient nommé « le choucou de Bassot » avait pris du champ. Installé aux États-Unis six mois par an, domicilié fiscalement à Asunción, Paraguay, à l'adresse du joueur de tennis Victor Pecci dont il était devenu le conseiller financier après avoir été le témoin de son mariage, il laissait son associé diriger une maison dont les activités s'étaient réorientées vers le gardiennage (Europe 1, la « 5 », Canal Plus, FO, Monoprix, etc.) et la protection des personnalités du show-biz, des médias, du gotha (la princesse Stéphanie de Monaco est une cliente assidue) ou, plus rarement, de la politique et de la diplomatie.

Que faisait, de son côté, Glenn Souham ? C'est ce qu'ignorait

avoir les policiers, mais ses proches semblent l'ignorer eux-mêmes. S'il organisait toujours la protection de personnalités américaines en déplacement à Paris, notamment des PDG et des stars du rock, ses activités ne semblaient pas se cantonner à ce seul domaine. Selon certains, il dirigeait en Amérique une société immobilière, Walsh International et produisait à des proches de l'administration Reagan des conseils en matière d'investissements immobiliers ; selon d'autres, il se proposait de mettre sur pied une nouvelle société de dimension internationale plus spécialement destinée à la protection des « VIPS » pouvant constituer des cibles pour des terroristes ; d'autres, encore, assurent qu'il entretenait d'étroits contacts avec des membres importants de l'ambassade américaine à Paris, ou avec des Libanais qu'il se proposait de faire embarquer parmi le personnel de sa société.

L'homme se montrait volontiers mystérieux. On l'avait vu dans des boîtes de nuit entouré d'inconnus à l'accent étranger, qu'il ne présentait pas mais dont il soulignait l'importance d'un clin d'œil de complicité. « Glenn, c'était un « bidon », il en faisait trop », dit aujourd'hui, sans méchanceté particulière, quelqu'un qui l'a bien connu.

GEORGES MARION.

## TERRORISME

L'enquête sur les attentats de Paris

## M. Alain Marsaud à Larnaca

M. Alain Marsaud, juge d'instruction au tribunal de Paris chargé des dossiers des récents attentats, a commencé ses investigations à Larnaca (Chypre). Arrivé dans l'île, jeudi 2 octobre, le magistrat, accompagné de deux fonctionnaires de la police judiciaire, entend vérifier si Emile Ibrahim Abdallah, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat meurtrier, le 17 septembre, devant le magasin Tati, à Paris, a pu, quelques heures à peine après l'explosion, rentrer au Liban via l'aéroport de Larnaca. Une employée de l'aéroport de Paris affirme en effet l'avoir reconnu alors qu'il s'embarquait, le soir même de l'attentat, à destination de Vienne (Autriche), ville de transit possible pour gagner Larnaca.

Rien n'a transpiré des recherches menées par le juge d'instruction parisien qui devrait rencontrer rapidement les responsables des douanes et de la police chypriote. Par ailleurs, si M. Alain Marsaud a rendu visite à M. John Papadopoulos, président du tribunal du district de Larnaca, les milieux judiciaires chypriotes ont qualifié cette rencontre de visite de « courtoisie » et assurent que les attentats parisiens n'ont pas été évoqués.

De son côté, Joseph Ibrahim Abdallah, frère aîné du « clan » de Kobayat, a encore affirmé, vendredi 3 octobre, qu'il continuera ses démarches en vue de poursuivre devant les tribunaux le gouvernement français qui accuse sa famille

d'avoir trompé dans les derniers attentats. En tout état de cause, il s'agit d'un procès difficile à mettre au point. Le futur plaignant n'a d'ailleurs précisé ni la procédure qu'il comptait employer, ni le nom du ou des responsables français qu'il envisageait de poursuivre. A Paris, les milieux autorisés français ne semblent pas se préoccuper outre mesure des menaces de poursuites exprimées par la famille Abdallah.

## SCIENCES

La navette revelera le 18 février 1988. — Les navettes spatiales de la NASA reprendront leurs vols le 18 février 1988, soit un peu plus de deux ans après la catastrophe qui, en janvier de cette année, a entraîné la mort de l'équipage de Challenger. Au total, dix-neuf satellites sur les quarante-quatre prévus avant l'accident seront déployés dans l'espace par les navettes. De 1988 à 1991, la priorité sera donnée aux missions militaires notamment à celles qui entrent dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS). C'est ainsi que la moitié des vols programmés pour 1989 seront réservés aux militaires. D'ici à 1994, le Pentagone devrait attribuer 41 % des vols de la navette, la NASA 47 % et les clients étrangers les 12 % restants.

LE 1<sup>er</sup> VOL PARIS-SAN FRANCISCO-TAHITI.

Paris-Tahiti : 2 fois par semaine.

A partir du 1<sup>er</sup> Octobre 1986 Tahiti et le Sud Pacifique seront reliés à la France par 2 vols hebdomadaires aller et retour UTA.A partir du 1<sup>er</sup> Octobre 1986, vous quitterez Paris pour San Francisco d'où, après une brève escale, vous repartirez pour Tahiti, sans avoir à changer

## DÉFENSE

## M. Giraud renonce à augmenter les effectifs de Polytechnique

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a décidé de suspendre l'exécution d'un projet de son prédécesseur, M. Paul Quilès, d'augmenter les effectifs de l'Ecole polytechnique. Du même coup, il a annulé des travaux d'agrandissement prévus à Palaiseau.

M. Quilès avait, en effet, conçu le projet d'augmenter d'une vingtaine de places, par an, pendant quatre années consécutives, le nombre des admissions au concours d'entrée à Polytechnique, dont les effectifs, par promotion, auraient pu atteindre, dans cette éventualité, environ quatre cents élèves. A l'époque, le ministre de la défense, qui est lui-même polytechnicien, avait estimé que l'explosion des sciences et des technologies imposait de réexaminer la vocation de l'Ecole dans le sens d'une plus grande ouverture de Polytechnique vers l'extérieur et, notamment, un nombre accru des élèves sans attacher à la qualité des cours.

Polytechnicien, lui aussi, M. Giraud vient de décider l'annulation des travaux d'agrandissement de l'Ecole, qui avaient été conçus pour répondre à un plus grand nombre d'élèves à Palaiseau. Il a, d'autre part, lancé une étude complémentaire destinée à évaluer, explique-t-il dans une lettre à la Société amicale des anciens élèves de Polytechnique, « l'intérêt d'une augmentation des effectifs en regardant notamment

les conséquences au niveau de l'enseignement et des coûts ». Ce qui, dans la pratique, revient à suspendre l'exécution de la Société amicale, M. Henri Martre, qui est aussi le président-directeur général de la Société aérospatiale, estime, dans l'éditorial qu'il consacre à cette décision dans la revue *la Jaune et la Rouge*, que « la position ainsi prise par le ministre est particulièrement importante, quand on sait l'intérêt personnel qu'il porte à notre Ecole et la connaissance qu'il en a à travers les quatre années où il a pris en charge ses destinées à la tête de son conseil d'administration. L'écrasante majorité des anciens X ne pourra que s'en réjouir ».

Des lance-roquettes antichars français pour la Jordanie et l'Italie. — L'Italie et la Jordanie viennent de commander des roquettes antichars Apalis à la société Matra. Opérationnel dans l'armée de terre française, ce système antichar a été commandé « à plusieurs centaines d'exemplaires » par l'Italie et « à plusieurs milliers d'exemplaires » par les forces armées jordaniennes. La Finlande a déjà commandé cette arme. Apalis est le seul armement léger actuellement disponible permettant de détruire à plus de 300 mètres tous les chars en service.

Société

MÉDECINE

Les examens biologiques et radiologiques à l'hôpital

Mères porteuses du Zhejiang

PÉKIN  
de notre correspondant

Le Journal du droit révèle que la pratique des mères porteuses n'avait nullement disparu dans la Chine socialiste. On vient, en effet, de découvrir dans la région de Ningbo (province du Zhejiang) que des femmes hypothéquées avaient cédé leur enfant pour de l'argent à des couples stériles afin de perpétuer la lignée. Ce sont en général les cadres locaux du parti qui servent d'entremetteurs. Sans doute aux aussi contre dédommagement.

Le Journal du droit s'empresse d'ajouter que ce phénomène désolant [qui a] porté gravement atteinte aux relations interpersonnelles et à la moralité socialiste a été enrayer par des mesures fermes. Il ajoute que ces pratiques sont différentes de celles de l'ancienne société. En effet, ces mères porteuses à la chinoise sont

volontaires, bien que considérées comme « machines à procréer ». Elles séjournent chez le couple stérile, où elles ont toutes les prérogatives de maîtresse de maison — comme l'épouse légitime — tout en restant libres de poursuivre leurs relations sexuelles avec leur vrai mari. Cette polyandrie déguisée et cet adultère institutionnalisés ne se pratiquent pas toujours discrètement. Souvent des disputes éclatent dans le triangle familial. Il y a un peu plus d'un an, le même journal avait révélé l'existence d'une « traite des Jeunes ». Des jeunes filles avaient été vendues à des paysans qui les faisaient travailler, abusant d'elles ou les épousaient contre leur gré. Le plus souvent, les autorités locales fermaient les yeux. En dépit du contrôle exercé par le parti et la police, les habitudes de la Chine millénaire ont la vie dure.

PATRICE DE BEER.

● Création d'un syndicat des centres privés de fécondation in vitro. — L'Union hospitalière privée vient d'annoncer la création d'un syndicat groupant les centres privés pratiquant la fécondation in vitro. Ce syndicat groupe quatorze centres de province qui ont permis, depuis

1982, la naissance d'environ cent cinquante enfants. Ce syndicat a pour but de défendre les centres privés de fécondation artificielle auprès des pouvoirs publics, qui réglementeront prochainement cette activité. (Le Monde du 25 septembre).

Huit examens biologiques sur dix et quatre examens radiologiques sur dix, pratiqués à l'hôpital, n'ont aucune utilité. Un tel gaspillage des fonds précieux de l'assurance-maladie est-il acceptable ?

LYON  
de notre correspondant régional

Réaliser des économies en matière de santé : le sujet est commun. Les réponses, les expériences, les stratégies concrètes à définir à tous les stades médicaux l'étaient beaucoup moins à Lyon, les 19 et 20 septembre dernier, où elles ont été étudiées à l'occasion d'un colloque qui a réuni deux cents personnes — dont cent cinquante praticiens de haut niveau — sur le thème « Pour une stratégie du diagnostic ». Le constat des gaspillages a été établi sous l'autorité du professeur René Mornex, doyen de la faculté Alexis-Carrel de Lyon, « sans exhibitionnisme et sans masochisme ». Il n'empêche : une surveillance hospitalière, M<sup>me</sup> Elisabeth Gaydon, a décrit ainsi les maux de tous les jours d'un service hospitalier : « Des radios pulmonaires demandées deux fois, des examens répétés à cause du changement des services, le danger des écritures peu lisibles ou

La chasse au « gaspi »

des abréviations douteuses qui prêtent à confusion » ; autant de sources de frais supplémentaires et de temps perdu. Elle a proposé quelques solutions : « Faire connaître au médecin traitant les examens négatifs, sinon on risque de les recommencer. » Mais elle s'est surtout interrogée sur les aberrations les plus dommageables pour les patients — « Une ponction lombaire qui se perd, c'est tout de même dur... » — avant de poser une question : « Forme-t-on des prescripteurs d'examen ou des cliniciens qui se servent de leur stéthoscope, de leurs mains, de leurs yeux ? »

Des examens inutiles et coûteux

En termes tout aussi directs, le professeur Claude Béraud, gastro-entérologue de la faculté de Bordeaux, a donné des indications surprenantes : « 80 % des examens de biologie et 40 % des clichés en radiologie pratiqués en milieu hospitalier n'ont pas d'utilité particulière. » Un état de fait dit, selon lui, à des problèmes d'« incompétence » de certains prescripteurs, à une mauvaise maîtrise des relations interpersonnelles tout autant qu'à une maîtrise scientifique défaillante qui permet au prescripteur de se

« rassurer » en réclamant des « examens complémentaires ».

D'autres causes de « gaspi » ont été relevées : les examens « néo-bélates » (comme l'examen du taux d'urée dans le sang, qui devrait être depuis cinq ans relayé définitivement par celui de la créatinine) qui ne sont pas retirés de la nomenclature des actes remboursés (professeur Guy Nicolas, cardiologue, Nantes) ; la tendance à vouloir documenter les choses que l'on constate cliniquement, comme dans le cas des métastases osseuses en phase terminale où l'on « embête des malades condamnés » (M<sup>me</sup> Delallaye, médecin nucléaire, Lausanne). Des comparaisons (professeur Maurice Laval-Jeantot, radiologie, Paris-VII) font apparaître des décalages régionaux importants dans le nombre des examens. Plus éclairant encore : on réalise en France quatre fois plus d'urographies intraveineuses et... dix fois plus d'hystérogaphies qu'en Grande-Bretagne.

Un scanner pour la migraine

Le professeur Mornex a tenté d'expliquer les examens en cascade par la « réduction du temps de séjour hospitalier », mais aussi par la « pression » des malades eux-mêmes. Une découverte à peine énoncée dans la presse et voilà le patient « demandeur » des examens les plus sophistiqués. « Une céphalée de vingt minutes et on nous réclame le scanner... ». Le « message » en direction du grand public est simple dans son

principe sinon dans sa réalisation : faire comprendre au grand public qu'il n'y a pas d'examen « sans inconvénients ».

M<sup>me</sup> Annie Pinet, professeur de radiologie, doyen de la faculté de Lyon-Nord, insiste sur l'utilité d'un « raisonnement » des moyens de diagnostic. En « ciblant » mieux les examens de dépistage sur les populations à risque, en tentant d'élaborer, à partir de l'épidémiologie, un « ordre logique de décision » ou « arbre de décision ». Dans ce cadre, les examens préopératoires systématiques (radiopulmonaires notamment) apparaissent comme les principaux accusés ; ils sont, ont assuré plusieurs orateurs, « scientifiquement inutiles ».

Enfin, une donnée curieuse semble révéler une « intuition » intéressante chez les examinés eux-mêmes. Il a été en effet démontré, statistiques à l'appui, qu'il y avait moins de cancers du sein détectés chez les femmes qui refusaient le dépistage que chez celles qui l'acceptaient... Une preuve supplémentaire de l'importance de l'« écoute » des patients, c'est-à-dire de la médecine clinique traditionnelle. La chasse au « gaspi » médical passe par le retour du dialogue entre médecins et malades. Et par une « concertation de grande ampleur entre médecins, cliniciens, paramédicaux et administration hospitalière », a conclu M. Christian Dutreil, directeur général des hospices civils de Lyon, co-organisateur — avec l'université Claude-Bernard — du colloque lyonnais.

CLAUDE RÉGENT.

En Belgique

Un centre de l'association Le Patriarche fermé pour cause de SIDA

Un centre de réhabilitation de toxicomanes appartenant à l'association « Le Patriarche » en Belgique vient de faire l'objet d'une ordonnance de fermeture : cinquante pour cent de ses pensionnaires y seraient porteurs du virus du SIDA.

Le bourgmestre de la commune d'Andenne (sud-est de Bruxelles), où se trouve l'institution, estime qu'elle représente un « danger pour la santé et l'hygiène publiques » et a demandé que toutes les personnes contaminées restent dans le centre

jusqu'à l'organisation de leur expulsion. Cette affaire arrive au moment où de son côté le gouvernement français s'apprête à favoriser les centres du Patriarche pour l'accueil des toxicomanes. Le ministre français de la justice avait déclaré, le 23 septembre, que, « sur les 2 000 places de soins aux drogués en milieu associatif, un grand nombre d'entre elles traitent à l'association Le Patriarche, qui est une des seules à avoir les capacités d'accueil nécessaires, avec un prix de journée extrêmement bas ».

Échecs

Vingt-deuxième partie

Encore l'incertitude



CHAMPIONNAT DU MONDE  
LONDRES-LENNINGRAD  
1986

« Kasparov peut jouer pour le gain, mais je suis incapable de dire quelles sont ses chances réelles d'y parvenir. » La déclaration de Talmanov faite le vendredi 3 octobre, après l'ajournement de la vingt-deuxième partie, indique clairement que les analystes sont dans le brouillard le plus complet sur la tournure que pourrait prendre cette partie, à la reprise ce samedi.

Si Kasparov est un pion de plus, et passé de surcroît, il doit d'abord défendre son pion d'attaque (par 41... Td4 ?). Ensuite, Karpov a la possibilité de harceler le pion a. Bref, comme le note Bronstein, il a du contre-jou, obtenu principalement par les quatre derniers coups de sa Tour. Mais Kasparov a une autre arme : son Cavalier remarquablement placé et qui domine le Fou de Karpov. En fait, tout cela pourrait bien finalement amener une nulle. Nullité indispensable pour Karpov, car s'il perdait cette partie, Kasparov n'aurait plus qu'un demi-point (une nulle) à faire pour conserver son titre.

D'ailleurs, Karpov mériterait normalement de partager le point dans cette partie, répétition jusqu'en quinzième enup, de la vingt-troisième partie du match précédent. Dominé légèrement par Kasparov, il a tout de même sacrifié un pion, car, à moins d'une soudaine cécité de sa part, on n' imagine pas qu'il ne se soit aperçu que, après

avoir joué 34... e4, il n'y avait pas de défense contre 35 : Ta8 et surtout pas : 35... Tb3 sinon : 36 Tb8 + ! R x h8 ; 37 C x g6 +, f x g6 et 38. D x d6.

B. de C.

Blancs : KASPAROV  
Noirs : KARPOV  
Vingt-deuxième partie  
Gambit de la Dame

1. d4	Cb6	22. Td1 (11)	K5
2. e4	e6	23. Cc3	Dd8
3. Cc3	d5	24. Dd3	b4
4. Cc3	Fc7	25. Cc4	bxc3
5. Fg5	b6	26. Cxh6+	Cxh6
6. Fxf6	Fxf6	27. bxa3	Cd5
7. f3	e-e	28. Fxd5	exd5
8. Te1	c6	29. Cb5	Dd8
9. Rd3	Cd7	30. Dd3	Td6 (13)
10. e-e	31. Te1	32. Dd3	Rd7 (12)
11. Fc4	e5	33. Dd3 (13)	Tb6
12. b3	34. Dd3	35. Td3	Dd6
13. exd4	Cd6	36. Dd3	a4
14. Rd3	Ff5	37. Ta7	Dd6
15. Te1	a5	38. Txa4	Dd5
16. a3	Td8	39. Ta7	Td1+
17. Txe8+	Dxh8	40. Rd2	Tc1
18. Dd2	Cd7	41. Td7	Tc2
19. Dd4	Fg6	42. D3	Td2
20. b4 (19)	Dd8 (30)	43. Ajour.	
21. Cc4	K5 (10)		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

Position à l'ajournement  
BLANCS : Rh2, Dg3, Tb7, Cc5, Pa3, d4, f3, g2 et h4.  
NOIRS : Rh7, Df5, Td2, Fg6, Pd5, f7, g7 et h3.

L'AUTRE BOUT DE LA FRANCE N'EST PLUS LE BOUT DU MONDE.

d'avion. Avec une économie de temps, une économie de fatigue évidentes. Et avec un service qui vous montrera qu'en classe économique, Galaxy ou 1<sup>er</sup> de Luxe, un passager UTA est avant tout un hôte, un hôte de marque.  
Le 1<sup>er</sup> Octobre 1986 : A partir de ce jour-là, ce ne sera plus le bout du monde d'aller à l'autre bout de la France.

UTA  
NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.



## Religion

Le premier discours de Jean-Paul II

### « Que faites-vous de l'héritage de vos glorieux martyrs ? »

Jean-Paul II se rend lundi à Ars pour rendre hommage à Jean-Marie Vianney, « modèle des prêtres du monde entier ».

LYON  
de nos envoyés spéciaux

« Chrétiens de Lyon et de France, que faites-vous de l'héritage de vos glorieux martyrs ? ». Sur les lieux mêmes, où en 177 les premiers chrétiens ont été persécutés, Jean-Paul II a repris comme en écho son interrogatoire du Bourget en 1980 : « France, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? »

Son diagnostic de la situation morale et religieuse de la France est encore plus accablant qu'il y a six ans lors de sa visite à Paris. « Des courants de pensée, des styles de vie et parfois même des lois opposés au vrai sens de l'homme et de Dieu », dit-il, « sont à l'œuvre dans la vie des personnes, des familles et de la société ». L'allusion en particulier à la législation sur l'avortement est ici transparente.

Certes, à la différence des premiers martyrs, les chrétiens sont libres aujourd'hui d'exprimer leur foi, ajoute en substance Jean-Paul II. « Mais, demande-t-il encore, le risque n'est-il pas réel de voir leur foi comme emprisonnée par un environnement qui tend à la reléguer dans le domaine de la seule vie privée de l'individu ? Une indifférence massive à l'égard de l'Évangile et du comportement moral qu'il exige n'est-elle pas une manière de sacrifier aujourd'hui à ces idoles que sont l'égoïsme, le luxe, la jouissance et le plaisir recherché à tout prix et sans limite ? »

Sans cette forme interrogative — et provocatrice — qu'il apprécie, le pape lance encore cet appel aux Français : « Que faites-vous pour contribuer à démasquer les idoles d'aujourd'hui et à vous en affranchir ? »

Ainsi, d'entrée, dans cet amphithéâtre des Trois Gaules où est lieu le baptême sanglant de l'Église de France, le pape a donné le ton de son voyage de quatre jours dans la région Rhône-Alpes. À une France qui l'interroge, il propose de retrouver dans la tradition ancienne ou plus récente des grandes figures chrétiennes une nouvelle ferveur. C'est pour lui le fondement de cette « deuxième évangélisation » qu'il propose aux pays d'Europe occidentale marqués par l'incrédulité et l'indifférence religieuses.

Cette prière œcuménique s'est déroulée en présence de toutes les autorités religieuses lyonnaises des Églises catholique, réformée, luthérienne, orthodoxe, arménienne, etc. Le pape a loué la vocation de Lyon dans le rapprochement entre les chrétiens mais s'en est tenu à l'évocation d'un « œcuménisme spirituel de la prière et de la conversion du cœur qui, dit-il, est la voie réelle, le chemin obligé, la base de tout œcuménisme ».

À son arrivée à l'aéroport de Satolas vers 9 h 30, Jean-Paul II avait tout de suite souligné la place particulière que prend pour lui la France dans l'exercice de sa béatification. En dehors du cas particulier de l'Italie, elle est le seul pays à avoir accueilli une troisième fois le pape actuel. Celui-ci a loué la grande tradition culturelle de la France et le rôle qu'elle joue dans le monde. Il n'en est pas moins conscient par la vague d'attentats qui vient de toucher le pays : « Dans le monde, on compte, dit Jean-Paul II, sur les vus généreuses et réalistes de la France pour contribuer à apaiser les tensions, promouvoir la justice, affermir la paix, développer avec les pays du tiers monde une coopération particulièrement utile. Nous sommes d'autant plus heureux de voir les attentats à la paix que la France subit en ce moment sur son territoire ou ailleurs ».

La montée du terrorisme et la situation internationale ont été au centre de l'entretien d'une demi-heure qui a eu lieu entre le président de la République et le pape à l'aéroport de Satolas.

En fin de matinée, le programme du pape prévoyait une réception protocolaire à la préfecture du Rhône, où devaient lui être présentées 400 personnalités religieuses et politiques des quatre départements qu'il doit visiter au cours de son périple français de quatre jours : le Rhône, l'Ain, la Saône-et-Loire et la Haute-Saône.

Dès vendredi, l'agglomération lyonnaise a vécu à l'heure vaticane. Avec des forces de l'ordre — 8 000 policiers et gendarmes — qui avaient déjà tissé leur toile protectrice aux points « sensibles » de la ville : avec la noria des hélicoptères pour une bruyante répétition en grandeur réelle des déplacements de Jean-Paul II ; avec les accords « synthétisés » des musiciens de Jean-Michel Jarre rebondissant sur les quais de la Saône, théâtre, dimanche soir d'un spectacle « à la Houston ».

La cohabitation politique a posé de rudes questions de préséance. Le consensus s'est finalement réalisé autour d'idées simples : accueil par le président de la République à l'aéroport puis réception à la préfecture du Rhône par le représentant du gouvernement, le ministre d'État M. Edouard Balladur et accompagnement final, mardi, par le premier ministre, M. Jacques Chirac. Les polémiques locales, par voie de presse (le Journal Rhône-Alpes), sur la priorité accordée à M. Balladur sur l'ancien premier ministre député du Rhône, M. Raymond Barre se sont apaisées. M. Barre, comme d'ailleurs l'ancien président du conseil M. Antoine Pinay, devait bénéficier « de qualité » d'une place privilégiée.

Pour la petite histoire, indiquons qu'un rassemblement — sur le thème souligné par une banderole « Non à l'État de Saint-Siège » — a réuni, vendredi en fin d'après-midi, une cinquantaine de manifestants d'inspiration libérale au centre de Lyon. Après une heure de défilé et quelques échanges de coups durs à la provocation d'une poignée de militants d'extrême droite, les manifestants ont replié leurs drapeaux et rangé leurs dégoûts religieux.

Juste avant l'arrivée du pape, l'archevêque de Lyon, le cardinal Albert Decourtray, a confié aux journalistes l'émotion du pape à son arrivée pour une troisième visite. « Jean-Paul II souffre, a-t-il précisé, devant l'épreuve que traverse la France avec le terrorisme. C'est un message d'espérance et une invitation au courage qu'il vient nous adresser ».

L'hôte du pape aurait préféré — Jean-Paul II aussi — un voyage « plus simple » et annoncé qu'il était exclu que le pape revienne prochainement en France dans de telles conditions. Il donnera la préférence à un style de déplacement « en sens de puce ».

« Nous n'avons pas exagéré », dit cependant le cardinal Decourtray. Le coût de 10 millions de francs de ce voyage sera couvert par la générosité des fidèles des quatre diocèses visités. « Un tel voyage n'a cependant pas de prix », a conclu l'archevêque de Lyon : « Il s'agit d'abord d'un événement spirituel ; le pape vient, de manière précise et précise, nous confirmer dans notre foi ».

HENRI TINCQ  
ET CLAUDE RÉGENT.

## Sports

Les nouveaux règlements du sport automobile

### Révolution d'octobre

Économies et sécurité ont été à l'ordre du jour de la conférence plénière de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), qui a défini et voté, vendredi 3 octobre à Paris, les nouvelles règles qui bouleverseront les championnats du monde de formule 1 et des rallyes dès la saison prochaine. Cette révolution d'octobre, qui vise à réduire la puissance des moteurs et leur coût de construction, se traduit par un retour aux sources, avec la suppression à terme (fin 1988) du moteur turbo en formule 1 et le retour à des voitures de tourisme de grandes séries pour les compétitions sur pistes ou sur routes.

Après avoir vécu une année noire, endeuillée par la mort de huit pilotes et spectateurs en rallye, mais aussi par le décès de l'italien Elio de Angelis en essais privés au Castellet, et celui de l'autrichien Jo Gartner aux 24 Heures du Mans, nul ne contestait la nécessité de réduire la puissance des nouveaux bolides. L'adoption en formule 1 du moteur turbo par Renault, puis par tous les autres constructeurs, avait entraîné un doublement de puissance en quelques saisons pour atteindre les 900 CV en course et les 1300 CV aux essais en 1986.

Cette course à la puissance, qui limitait la durée de vie des moteurs et faisait appel à des techniques de plus en plus sophistiquées au niveau des compresseurs et des ordinateurs de bord, était devenue l'apanage des géants de l'automobile comme Honda, Renault, BMW, Ford, Porsche ou Ferrari-Fiat. Le public se passionnait pour cette grande compétition internationale, mais l'escalade financière qu'elle impliquait condamnait à terme la plupart des écuries et la formule 1 elle-même.

Le retour à une puissance limitée — 600 CV en course comme aux essais — et aux moteurs atmosphériques ne devrait pas seulement accroître la sécurité mais encore redonner leurs chances aux petits constructeurs dans une compétition qui devrait remettre à l'honneur les qualités d'ingénierie et de pilotage. Gérard Larrousse, directeur sportif de Ligier, a d'ailleurs profité de ce changement de réglementation pour annoncer dès vendredi soir qu'il créait l'an prochain sa propre écurie en utilisant un moteur atmosphérique Ford Cosworth.

La nouvelle réglementation du championnat du monde des rallyes, où la puissance des moteurs — qui dépassait les 450 CV en 1986 — sera

ramenée à 300 CV, procède de la même philosophie mais néglige un élément essentiel : il ne sera jamais possible d'assurer sur des routes ou des pistes les mêmes conditions de sécurité que sur les circuits aménagés pour la compétition. La réduction de la puissance ne supprimera jamais les risques d'accident.

La Fédération internationale du sport automobile avait initialement prévu pour 1988 le remplacement de l'actuel groupe B (voitures construites à deux cents exemplaires, modèle évoluant chaque année avec la construction d'un minimum de vingt exemplaires) par un groupe S (voitures construites à dix exemplaires avec limitation de puissance à 300 CV). Cette petite série pouvait permettre aux

constructeurs d'opter pour des solutions onéreuses mais sans doute plus efficaces pour protéger le pilote en cas d'accident (espace de survie, réservoirs de formule 1, etc.). En sera-t-il de même avec les voitures de grande série à quatre places, produites à cinq mille exemplaires au minimum ?

Cette nouvelle réglementation qui condamne Peugeot, champion du monde des constructeurs en 1985 et 1986, va entraîner une totale redistribution des cartes au niveau des rallyes, mais le public de l'automobile qui se déplaçait pour voir des bolides sortant de l'ordinaire se passionnera-t-il autant pour une compétition entre voitures de Monsieur-tout-le-monde ?

GERARD ALBOUY.

### Les « turbos » vont cesser de rugir

#### ● FORMULE 1

Voitures à moteurs suralimentés. — Poids minimum : 540 kilos. Puissance du moteur limitée à 650 ch avec valve FISA obligatoire pour contrôler la pression réglée à 4 bars pour les essais et la course en 1987, puis 2,5 bars en 1988. Interdiction des turbos à plusieurs degrés. Capacité des réservoirs limitée à 195 litres en 1987, puis à 160 litres en 1988. Suppression des moteurs turbos en 1989.

Voitures à moteur atmosphérique. — Poids minimum : 600 kilos. Cylindrée : 3,5 litres. Moteurs autorisés jusqu'à 12 cylindres. Capacité des réservoirs : 195 litres en 1987, puis libre à partir de 1988. A cette date, de nouvelles mesures de sécurité interviendront : le pédalet devra être placé à l'arrière de l'axe des roues avant et la capote de survie du pilote, renforcée, devra subir un crash-test frontal ainsi qu'un crash-test latéral.

En 1987, un classement des pilotes et des constructeurs dotés de moteurs atmosphériques sera établi.

#### ● RALLYES

Le championnat du monde sera réservé aux voitures de

tourisme (groupe A), construites au minimum à 5 000 exemplaires, sans possibilité d'évolution et dont la puissance moteur est limitée à 300 ch, ainsi qu'aux voitures de production également construites à 5 000 exemplaires.

Le kilométrage total des parcours homologués est limité à 600 kilomètres avec un arrêt minimal de neuf heures entre deux étapes. Dans certains rallyes (Monte-Carlo, Portugal, Acropolis, Suède et Finlande), des épreuves « super spéciales » télévisées, de 3 à 5 kilomètres, seront créées à proximité des grandes agglomérations pour que le public puisse les suivre en sécurité sur des gradins.

#### ● TOURISME

Un nouveau championnat du monde de tourisme (groupe A) en circuit sera créé en 1987. Il comportera 11 épreuves, dont 7 en Europe.

Ces compétitions seront disputées sur 500 kilomètres (durée maximale 4 heures), à l'exception de celles de Bathurst, en Australie (1 000 kilomètres ou 8 heures), et de Spa-Francorchamps (24 heures).

## CYCLISME

### Moser cumule les records

Pour la seconde fois en l'espace d'une semaine, l'italien Francesco Moser a battu le record du monde de l'heure à basse altitude (moins de 600 mètres) sur la piste du Vigorelli de Milan. Après avoir détenu le Dapice Henk Oersted en parcourant 48,543 kilomètres en cinquante et une minutes, il a amélioré sa propre performance vendredi 3 octobre et, surtout, il a atteint son véritable objectif qui consistait à franchir le cap des 49 kilomètres puisqu'il a couvert 49,801 kilomètres, soit 1 258 mètres de plus que le 26 septembre.

Ancien champion du monde sur route et de poursuite, plusieurs fois vainqueur de Paris-Roubaix, Moser vient d'accomplir, à trente-cinq ans, l'un des plus beaux exploits de sa carrière. Déjà détenteur du record du monde de l'heure en altitude (51,151 kilomètres en 1984 à Mexico), il s'est imposé comme le

recordman absolu de cette discipline combienn exigeante, dont il est, depuis deux ans, le grand spécialiste.

Détail remarquable : Moser a fait mieux au niveau de la mer que Merckx en altitude. Le Belge qui avait effectué 49,431 kilomètres en 1972 à Mexico utilisait, il est vrai, un vélo classique au cours d'une tentative pour le moins improvisée.

Grâce à un matériel très élaboré (cadre plongeant, roues lenticulaires) et à une méthode de préparation spécifique, le champion italien a fait progresser à pas de géant un record longtemps dévalé et ouvert de nouveaux horizons. Les 50 kilomètres dans l'heure au Vigorelli sont pour demain. Il s'agit d'un chiffre désormais conforme à l'évolution des techniques.

JACQUES AUGENDRE.

## COUPE DAVIS

### La France éclaircit son horizon

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

L'équipe de France peut gagner la Coupe Davis. Sur le papier, du moins, ce n'est pas impossible. Elle compte en effet trois joueurs en simple et deux en double parmi les tout meilleurs du monde. Mais, avant de reconquérir le vieux saladier à punch perdu en 1933, il faut encore disputer ses chances dans le groupe mondial. Après en avoir été évincé brutalement par les Yougoslaves, l'an dernier, c'est la tâche à laquelle la formation dirigée par Jean-Paul Loth s'est attelée à Montpellier.

Ce sont Henri Leconte et Thierry Tulasne qui ont en la charge de ramener, vendredi 3 octobre, les deux premiers points indispensables. En dépit des inquiétudes qui pèsent sur sa condition physique, Leconte, très concentré face au jeune Horst Skoff, a fait en une heure quinze minutes une véritable démonstration (6-1, 6-2, 6-2).

Bref, la locomotive Leconte est bien partie. Encore fallait-il que le wagon Tulasne suive. La tâche, a priori, ne devrait pas être insurmontable pour le dix-neuvième mondial confronté au quarante-neuvième, Thomas Muster. Mais ce gaucher autrichien a tout ce qu'il faut dans son jeu pour embarrasser le Français, qu'il avait d'ailleurs battu au dernier tournoi d'Edimbourg. Et, avec son énorme coup droit et son service qui dévrait complètement Tulasne sur la diagonale d'avantage, il a paru en mesure de réduire cette performance : au quatrième set, il a servi deux fois à deux points du match.

Fanatiquement encouragé par le public, Tulasne, qui avait accusé une évidente baisse de régime depuis le début de la troisième manche, a alors entrepris une formidable remontée : il a aligné sept jeux pour égaliser deux sets partout. Puis il a gagné les cinq suivants, ne laissant que deux points à son adversaire. Et il a conclu la dernière manche en prenant une ultime fois le service de l'Autrichien (4-6, 6-3, 3-6, 7-5, 6-2).

ALAIN GIRAUD.

# Le Minitel a trouvé à qui parler.



**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE

Le Monde

# L'ÉDUCATION

## LES VICTIMES DES MATHS

L'explication des blocages.  
Les remèdes possibles.  
Test : êtes-vous bloqué ?

NUMÉRO D'OCTOBRE 1986  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة المثلث



THÉÂTRE

« Jours tranquilles en Champagne »  
à la Cartoucherie de Vincennes

Un amour immense



BRIGITTE ENGELAND

Abélard n'a conservé de sa déroute de théologien qu'une sorte de manteau noir qui pourrait être aussi celui d'un anarchiste du tournant du siècle. Héloïse se résume à la voix off d'une jeune femme dont la présence se signale par un mouchoir blanc. Seul en scène, Jean-Pol Dubois est Abélard, perdu dans une cave, s'essayant à élever au plus haut son idéal philosophique et pleurant son amour impossible pour Héloïse. Didier Bezace, directeur du Théâtre de l'Aquarium, loin de nous proposer une nouvelle lecture ennuyeuse d'un grand classique, a superbement adapté la correspondance de ces deux personnages pour un beau, sensuel, intelligent moment de théâtre.

O. S.

\* Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes, du mardi au samedi, 20 h 30 ; matinée dimanche, 16 heures. Tél. : 43-74-99-61.

Le Nouveau Théâtre de Sartrouville

Inauguré !

Une nouvelle salle  
au sud-ouest de Paris  
pour le théâtre,  
la musique et les enfants.  
A Sartrouville,  
il y a vingt ans,  
Chéreau débutait...

abonnés depuis des années du vieux Théâtre Gérard-Philipp, enfin ramplacé, hommes et femmes de théâtre, surtout, de ce théâtre décentralisé dans la ceinture parisienne qui, comme toute action culturelle en terrain défavorisé, a ses soldats et ses martyrs. D'obscurs combats partagés naît vraisemblablement, un tel climat de solidarité.

Financé à part égale par Sartrouville et la culture (un budget de 30 millions de francs pour une salle de huit cents places, un atelier de décors, une salle de répétitions : l'addition n'est pas exagérée), ce bâtiment d'esthétique très « banlieue rouge » s'ouvre le 15 octobre sur les ballets Alvin Nikolais, auxquels succéderont pour le Théâtre du Lierre, les Voisins, de Vinaver, création du Théâtre écarlat d'Annoey et en coproduction avec Genevilliers, l'Esprit des bois, un Tchékhov jamais donné. De la musique : Othello, Allison, L'Amant, les ténors de Kodo et les chœurs de l'Opéra. De la chanson. Du théâtre pour enfants... « Quinze mille places viennent d'être réservées dans les quinze jours écoulés. Le score est considérable, incomparable avec celui des autres années. Nous n'en sommes qu'à la moitié : le phénomène nous a dépassés. Depuis le temps que nous travaillions, que le projet couvait, le désir s'est accumulé, c'est l'explosion. »

André Miquel  
et Robert Mallet  
candidats  
à l'Académie française

L'Académie française vient d'enregistrer deux candidatures au fauteuil de Marcel Aymé, décédé en janvier dernier : celle d'André Miquel, spécialiste de l'islam, professeur au Collège de France, administrateur général de la Bibliothèque nationale depuis 1984, et celle de Robert Mallet, ancien recteur de l'Académie de Paris, conseiller littéraire chez Gallimard, poète, romancier et critique littéraire.

L'élection aura lieu le 4 décembre.

La marionnette  
entre à l'Université

Dès la prochaine rentrée scolaire en 1987, les étudiants de la région Charleville-Mézières pourront préparer une maîtrise de « marionnette » dans une Ecole nationale supérieure des arts de la marionnette. Le cycle des études durera trois ans. Le budget annuel de l'établissement sera d'environ 1,5 million de francs, réparti entre le ministère de la culture et de la communication, et divers partenaires locaux. L'école sera animée par Margareta Niculescu et Jacques Falck, fondateur de la compagnie Les petites comédiennes de chiffons. L'aide de l'État à l'art de la marionnette se renforce. Elle était de 1,6 million en 1981. Elle atteignait 7,2 millions en 1986.

« L'Amuse-gueule », de Gérard Lauzier,  
au Palais-Royal

Auteuil ramasse la mise

Deux heures  
de divertissement  
charmant :  
Lauzier et Auteuil  
sont efficaces et drôles.

On peut, aujourd'hui, écrire moderne et « boulevard » sans pour autant que cela rime avec ringard. Gérard Lauzier en fait la preuve chaque soir dans le plus vieux théâtre privé parisien, le Palais-Royal, où est jouée sa deuxième pièce, l'Amuse-gueule.

En un peu moins de deux heures, unité de temps, de lieu et d'action, il nous décrit (détruit ?) le cinq à sept d'un jeune peintre hyper-réaliste, Van Duondray (Daniel Auteuil), hyper-amoureux d'une femme du monde, Florence Arnaud (Yolande Folliot) dont le rendez-vous dans l'atelier du premier est perturbé par deux voisins démonstratifs, Eva Dulac et Boris Mikoloff (Véronique Genest et Philippe Khorsand).

Situation vaudevillesque en diable mais débarrassée pour l'essentiel des artifices du genre : intérieurs bourgeois, pantalonnades olé-olé et bon gros bon sens réactionnaire. Pour l'essentiel, car, production oblige, les promoteurs se sont saisis de la présence dans la pièce d'une femme riche pour passer un quelconque accord avec la maison Chanel, dont une jeune femme, juste avant que le rideau tombe, s'en vient imprudemment porter les couleurs et, à l'aide d'un sac posé sur le devant de la scène, nous rappeler que la divine Coco s'installa un beau jour au 31 de la rue Cambon à Paris.

OLIVIER SCHMITT.  
\* Palais-Royal, 20 h 45. Tél. : 42-91-59-81.

DANSE

Dominique Bagouet à Montpellier et à Créteil

« Mon inspiration  
vient de la musique »

Dominique Bagouet  
présente son ballet Assai  
ce week-end à Montpellier,  
avant de revenir à Créteil  
pour le Festival d'automne.

Créé à la Biennale de Lyon, joué ce week-end à Montpellier avant d'être présenté à Créteil, Assai est une coproduction de la Biennale de Lyon, de Musica et du Festival d'automne (le Monde du 23 septembre) — est une chorégraphie nouvelle de Dominique Bagouet sur une musique originale de Pascal Dusapin accompagnée en direct par un orchestre symphonique.

« C'est un linceul inouï, reconnaît Dominique Bagouet, le fruit d'une conjonction exceptionnelle. On parle beaucoup de danse contemporaine, des nouvelles compagnies françaises. On met le plein feu sur nous, très bien. Mais, matériellement, nous demeurons les parents pauvres, nous n'avons pas les moyens de répondre à ce qu'on attend de nous. »

« Il ne faut pas se leurrer, les pouvoirs publics ont seulement posé les bases de ce qui pourrait exister. Jean-Claude Gallota a été nommé à la direction de la Maison de la culture de Grenoble, et c'est très bien. J'en suis sincèrement heureux, il faut que ça continue à bouger. Il ne faut pas que ça se gèle. Il ne faut pas d'autosatisfaction, ni de la part des pouvoirs publics ni de la nôtre. Nous devons regarder ce qui se fait ailleurs, au théâtre en particulier — le théâtre me fascine, et reste toujours pour moi un mystère. Je vois des metteurs en scène qui sont de grands chorégraphes, comme Claude Régy, Jean-Pierre Vincent. Je vois aussi des établissements où des gens très différents peuvent travailler, comme le TNP ou le TNS, où il y a l'argent et l'esprit pour ça. Dans la danse aussi, on doit aider les jeunes chorégraphes à se révéler, à s'affirmer. »

21<sup>e</sup> SALON DU  
VIEUX PAPIER  
ET DES COLLECTIONS  
Cartes postales, livres, affiches, photos,  
gravures, autographes, journaux,  
... tous anciens, etc., également !  
EXPOSITION  
SUR LA COMMUNE DE PARIS

27 Septembre - 5 Octobre  
GRANDE HALLE  
DU PARC DE LA VILLETTE  
Tél. 11 h 19 h - Sam. 10 h 20 h

ANNE REY.

\* Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel, 78500 Sartrouville. Tél. : 39-14-23-77.

MUSIQUES

Une maison de thé à Chaillot

La fascinante polyphonie des Dong

Huit jeunes filles  
chantent en chœur  
une musique  
d'un grand raffinement.  
Puis soudain  
l'une d'elles se détache...  
On dirait presque  
un opéra italien.

Jusqu'au 26 octobre, une maison de thé est installée dans le grand foyer du Théâtre national de Chaillot : tables en bois verni et fantaisies en bambou spécialement importées de Chine accueillent le visiteur ; un bol en porcelaine l'attend, avec ses feuilles au fond, sur lesquelles un serveur vient aussitôt verser de l'eau bouillante. Tous les sièges cependant sont tournés du même côté, vers une petite estrade où des artistes viennent dire des ballades ou jouer de la musique chinoise traditionnelle, donner un spectacle de marionnettes à la mode de Pékin ou chanter en chœur des poèmes d'amour un peu mélancoliques.

Invitées par le Festival d'automne, les huit jeunes filles qui forment le chœur de la minorité des Dong ont quitté pour la première fois les montagnes de la province de Guizhou ; on peut penser qu'elles éprouvent un peu d'appréhension à l'idée de se produire devant un auditoire aussi étranger à leur culture. L'inverse est aussi vrai, cependant cette musique offre des particularités plus propres à séduire immédiatement l'auditeur occidental que celle qui ohéit aux règles plus sophistiquées de la pure tradition chinoise.

Car, si les Dong ont été officiellement cités depuis le dix-septième siècle, la musique, qui occupe chez eux une place essentielle jusque dans la vie quotidienne, a conservé son indépendance ou, ce qui est paradoxal en apparence seulement, ses attaches avec celle du reste du monde.

Certains musicologues chinois pensent qu'elle est à l'origine de la musique byzantine mais, sans soulever la question des influences improbables, il est certain que ces chansons nous transportent, mieux que toutes les tentatives des musiciens spécialisés, aux premières heures de la polyphonie occidentale il y a huit ou neuf siècles. En outre, on se sent

un peu en pays de connaissance car l'échelle mélodique est plus proche de notre mode mineur que des gammes chinoises à cinq tons, et que les femmes n'utilisent pas la voix de fausset si déroutante pour notre sensibilité.

Il faut un peu d'acclimatation cependant pour distinguer les particularités de chacune des quinze chansons qui se succèdent en une heure de temps. On remarque d'abord le parfait ensemble des huit voix puis la brusque survenance de la polyphonie lorsque l'une d'elles se détache inopinément pour chanter la tierce ou la quarte supérieure. Souvent, c'est pour reprendre à sa façon ce qui vient d'être dit, alors une de ses camarades lui répond, tandis que les autres tiennent la note tonique jusqu'à la fin de ce dialogue improvisé. Parfois, c'est un solo, une espèce de couplet tournant autour de la quinte, soutenu par un bourdon sur la note la plus grave.

Dans tous les cas, une petite formule conclusive — un retour à la tonique en prenant appui sur le degré inférieur — marque la fin de la cadence et la pulsation rythmique reprend alors régulièrement. On dirait presque un opéra italien. Très frappant, également, l'effet produit lorsqu'une chanteuse hausse la tierce d'un demi ton. On n'a pas le sentiment de passer du mineur au majeur mais celui d'une dissonnance très expressive. Il est très difficile de savoir si c'est un simple jeu ou s'il y a une intention dramatique, car on ne saurait saisir le rapport intime entre les paroles et la musique, en dehors de l'imitation du chant des cigales ou des petits cris d'oiseaux.

Qu'importe au fond, car cette musique est d'un grand raffinement dans sa relative simplicité, les poèmes aussi qui parlent d'amour avec les mots de la campagne ; les costumes traditionnels, enfin, qui évoquent plutôt l'Inde ou la Birmanie, ajoutent un caractère insolite et si proche à la fois de ce qu'on entend. C'est là, sans conteste, une des grandes révélations de la saison chinoise du festival d'automne.

GERARD CONDÉ.

\* Ce programme est répété les 4, 7 et 9 octobre, à 21 heures, et les 8 et 10 octobre, à 19 heures. Radio-France doit l'enregistrer et le diffuser en novembre.

Barenboïm et Siegfried

Objectif Bayreuth

(Suite de la première page.)

Siegfried Jérusalem a trouvé le caractère exact de ce jeune homme intelligent, impatient et joyeux, bien plus vrai que les tableaux boursés poussant des hurlements avantageux qui nous font souvent détester le personnage.

Sans atteindre à la dimension homérique d'un Heinz Zednik, Helmut Pampuch persifle et siffle en main mielleux et perfide, avec une justesse à grincer des dents ; ses mines, sa voix pointue, son phrasé, laissent les mots de Mime comme un poison dont il s'empoisonne lui-même avec son esprit avisé et obtus.

Plus extraordinaire encore, Franz Mazura remplace Dietrich Fischer-Dieskau, et dès son entrée la scène prend la dimension du monde. Tête déprimée, gros favoris blancs et lunettes, comme un personnage de dessin animé, c'est du rétrograde de son être qu'émane sa voix d'une prégnance

exceptionnelle : elle adhère comme physiquement à ce personnage du Voyageur, de Wotan, oracle lassé, dieu dont la majesté vacille, hêtreur encore d'une ironie cinglante au moment où il va disparaître, écarté par Siegfried. Tout cela dans une voix...

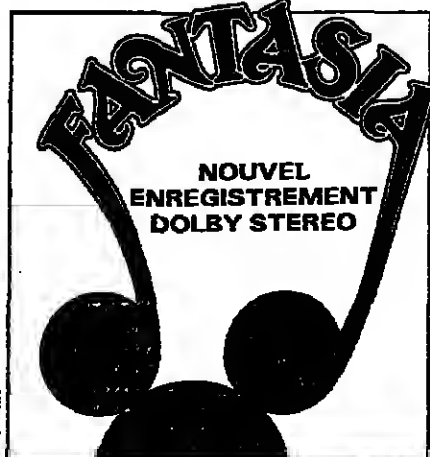
Il restera à entendre Barenboïm au troisième acte de Siegfried, une des épreuves suprêmes de la direction wagnérienne.

JACQUES LONCHAMPT.

● Concert beur. — Pour son cinquième anniversaire, Radio-Beur organise, ce samedi 4 octobre, à 14 h 30, un concert exceptionnel avec Ali Mengué, grand de la chanson kabyle algérienne ; le chanteur Mounsi ; la one-man-show de Smain ; le chanteur de raï Ben Larbi ; la chanteuse Zohra, Palais des sports, boulevard Maréchal-Paul, 93000 L'Île-Saint-Denis (pont de Saint-Ouen).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Walt Disney  
présente  
SA SYMPHONIE POUR IMAGES ET SONS



NOUVEL  
ENREGISTREMENT  
DOLBY STEREO

D'après la bande sonore originale de LEOPOLD STOKOWSKI  
nouvel enregistrement Digital Stereo Long sur FMW KOSL

DOLBY STEREO

TECHNICOLOGY, INC. The Walt Disney Company

COLETTE GODARD.  
\* Une partie du répertoire de Dominique Bagouet sera présentée à Créteil, du 8 au 15 octobre, dans le cadre du Festival d'automne.



## Spectacles

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**ELVIRE/NOUVEAU** (47-42-57-20), 20 h 30.  
**LES CHIENS DE PLUIE**, Théâtre de la Ville (47-42-57-20), 21 h 30.  
**ADAM ET ÈVE**, Cité, Ressort (45-89-38-69), 20 h 30.  
**PIERROTIN-LAURENCE**, Cité, Ressort (45-89-38-69), 22 h.  
**VOLTAIRE**, Cité, Galerie (45-89-38-69), 20 h 30.  
**PIERRE DESPROGES**, Théâtre Grévis (42-46-84-47), 20 h 30.  
**LE VESTIAIRE**, Théâtre des 50 (45-53-88), 20 h 30.  
**TURLEUR SANS CAGES**, Noctily, Athlétique (42-58-37-63), 20 h.  
**ON NE MEURT PAS AU 34**, Hadozine (43-26-38-69), 21 h 30.  
**BABY SITTING**, Décalogues (43-26-00-22), 20 h.  
**LE NÈGRE**, Bouttes Parisiennes (42-96-60-24), 21 h.  
**CHAT EN POCHÉ**, Potinière (42-61-41-6), 21 h.  
**VAUTRIN/BALZAC**, Châteauneuf, Campagnon (46-61-14-27), 20 h 30.

## Les salles subventionnées

**OPÉRA (Palais Garnier)** (47-42-57-30), dim. 18 h 30 : Don Carlos ; sam. 20 h : Don Carlos ; 21 h : Les Huguenots ; 22 h : Les Huguenots.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), sam. 20 h 30 : Le Bourgeois gentilhomme ; dim. 14 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; 20 h 30 : Bérénice.  
**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (45-31-26-34), sam. 20 h 30 : Le Tour de la Tour de Nécé, d'Alexandre Dumas.  
**CHAILLOT** (47-42-57-20), 20 h 30, dim. 14 h : La Cité d'Engelbein Lachiche et Alfred Dard.

## Les autres salles

**AMATEURS DE PARIS** (43-66-42-17), sam. 20 h 30 : Les Huguenots.  
**ANTOINE** (42-08-77-71), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.  
**ARCANE-THÉÂTRE** (43-38-19-70), sam. 18 h 30, dim. 15 h : Myriade.  
**ATELIER** (46-06-49-24), sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Adriane Mouché.  
**ATHÉNÉE** (47-42-67-27), sam. 20 h 30 : Elvire Jouvet 40.  
**BOUFFES DU NORD** : voir Festival d'automne.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Le Nègre.  
**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (42-77-20-97), sam. + dim. 20 h 30 : La Tour de Nécé.  
**CARTOUCHE**, Aqueduct (43-74-73-74), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Héloïse et Abbaud - Jours tranquilles en Champagne.  
**CENTRE CULTUREL SUISSE** (43-71-44-50), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Buddy et Fladda brisent les planches.  
**CENTRE MANDAPA** (43-89-01-60), sam. + dim. 20 h 30 : La Parapente - Souvenirs - L'histoire du tigre.  
**CHATEAUBOURG** (42-52-44-94), sam. + dim. 20 h : Vibrations posthumes.  
**CITEA** (43-57-99-26), sam. 20 h 30 : Savez-vous faire cuire un œuf ? - Syphilis.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24), sam. 17 h 30, 20 h 45, dim. 15 h 30 : Clémentine.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-41-11), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Revues d'été à l'Élysée.

## COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-23), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Orkade Parisienne.

## COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Poil de carotte.

## CRISTE SAINT-AGNÈS (47-00-19-31), sam. + dim. 20 h 30 : Phidre.

## DAUNOU (42-61-69-14), sam. 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?

## DEUX PORTES (43-61-33-32), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Torilla Fiat.

## ESCALIER D'OR (45-23-15-10), sam. 21 h, dim. 15 h : Scapin ; sam. 18 h 30, dim. 17 h 30 : Le Harp.

## ESPACE CARDIN (42-66-27-81), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : La Villa bleue.

## ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam. 20 h, dim. 17 h : Théâtre de feu.

## ESSAÏON (42-78-46-42), sam. 17 h, 20 h 30, dim. 17 h : Aux armes citoyens.

## FONTAINE (48-74-74-00), sam. 17 h : Vingt ans de piano forcé.

## GAITE-MONTFARNASSE (42-22-16-10), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Solon contre l'humanité.

## GALERIE 55 (42-26-63-51), sam. 19 h : Duels for one ; 21 h : Happy Days.

## GRAND HALL MONTROUGE (42-56-04-06), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Solon contre l'humanité.

## GUICHET MONTFARNASSE (43-27-88-61), sam. 21 h : Loup entouré de chiens à la tombée de la nuit.

## GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : La Drague ; 22 h : La Mariée mise à nu par ses odieuses parents.

## HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Loge.

## LA BRUYÈRE (45-74-76-99), sam. 18 h, 21 h : Le Syndrome d'Alzheimer.

## LUCERNAIRE (45-44-37-34), 19 h 30 : 19 h 30 : Embarquement pour l'île de la Liberté ; 21 h 30 : Faut-il se battre ? ; 22 h 15 : Les Petits Choux.

## MADELINE (42-45-07-09), sam. 21 h, dim. 15 h : Les Petits Choux.

## MARIGNY (42-66-20-75), sam. 21 h, dim. 14 h 30, 18 h 30 : Les Brumes de Manchester.

## PETITE SALLE (42-25-20-74), sam. 20 h, dim. 15 h : Théâtre de la Ville.

## MARIE-STUART (45-06-13-80), sam. 18 h 30 : Dard ; 20 h 30 : La Bête dans la jungle ; 22 h : Le Lieutenant Grotel.

## MATHURINS (42-45-90-00), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Les Petits Choux.

## MICHEL (42-45-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyramide pour six.

## MODERNE (48-74-10-75), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 16 h : L'Entretien de M. Descartes avec M. Pascal le jeune.

## MONTFARNASSE (43-22-77-74), Grande salle sam. 17 h 30 et 20 h 45.

## Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 4 - Dimanche 5 octobre

## cinéma

SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.

## POTINIÈRE (42-61-41-16), sam. 21 h : Chat en poche.

## SAINT-GEORGES (48-78-43-47), sam. 18 h 30 : Les Mystères de Paris ; 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rêve.

## TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), 11 h : Les Mystères de Paris ; 15 h : Faisons un rêve ; 17 h : Faisons un rêve ; 21 h : Faisons un rêve.

## RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 21 h : La Maison des Femmes et de la culture.

## PORT-SAINT-MARTIN (46-07-37-33), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : B. 28.&lt;/



# Communication

## Une étude du Quai d'Orsay propose une extension de la chaîne francophone TV5

Dans la conquête du marché mondial des images, la France a pris du retard. Pour le combler, une étude du ministère des affaires étrangères recommande la transformation et le renforcement de la seule chaîne francophone diffusée par satellite, TV 5, rebaptisée pour l'occasion Canal Club.

Sur les dix-sept chaînes actuellement retransmises en Europe par satellite, huit sont déjà en langue anglaise, deux autres devant le rejoindre dans les prochains mois : Super Channel financée par la télévision privée britannique ITV, et World News Network préparée par l'agence internationale d'images Visnews. Pour relever le défi, la France n'a trop souvent que des... projets : une chaîne culturelle dont la SEPT (Société d'édition de programmes de télévision) doit fixer les premiers contours, la reprise, sur le satellite TDF 1, de chaînes françaises existantes.

Il apparaît donc judicieux dans un premier temps d'exploiter au maximum l'existence et le succès croissant de la seule chaîne française et francophone satellisée en Europe, conclut une étude réalisée par la direction de la communication au sein de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères. Une chaîne que, paradoxalement, les Français connaissent peu : TV 5. Lancée en 1984 et diffusée par le satellite ECS à destination des réseaux câblés et de quelques hôtels, elle est aujourd'hui reçue dans une vingtaine de pays par 3,8 millions de foyers (plus de 10 millions de personnes). Un impact qui la place parmi les premières télévisions européennes par satellite.

Pour les auteurs de l'étude, « la réussite de TV 5 reste malgré tout fragile », et le renforcement de la concurrence « militie pour

son amélioration qualitative et quantitative ». La transformation s'opérerait en trois temps : la refonte des structures juridiques, le renforcement de la grille de programmes, l'extension progressive de la zone de diffusion au Canada d'abord, aux Etats-Unis et en Afrique ensuite, puis au reste du monde. Une métamorphose pour la chaîne rebaptisée « Canal Club ».

Le montage juridique de TV 5 est aujourd'hui très souple. En France, un groupement d'intérêt économique (GIE) réunit TF 1, Antenne 2 et FR 3. Baptisé Satellimages, ce GIE a créé une « association de fait » avec la SSR suisse, la RTBF belge et le consortium canado-québécois CTQC, pour la réalisation d'un programme de télévision. Une solution légère (8 permanents) qui donne à chaque partenaire, au sein des instances dirigeantes, un poids équivalent... bien que les organismes français assurent les trois quarts du budget. C'est pourquoi, en s'appuyant sur l'article 45 de la loi sur la communication votée en août dernier, l'étude suggère la création d'une Société nationale de programmes par satellite (SNPS) qui chapeauterait à la fois le projet culturel et Canal Club, laquelle pourrait ainsi accueillir dans son capital des entreprises privées et les partenaires étrangers de TV 5.

Quant à la programmation, elle serait renforcée grâce aux dispositions de la nouvelle loi sur l'audiovisuel qui permettent l'accès au stock de programmes des chaînes privées pour des rediffusions par satellite. La grille, actuellement de six heures et demi, serait portée à neuf heures minimum et enrichie d'émissions propres, notamment éducatives (enseignement de la langue et de la civilisation française). Le ministère des affaires étrangères se propose même de participer à des coproductions, à hauteur de 5 millions de francs. Le financement de Canal Club serait assuré par des fonds publics, la publicité ou le parrainage n'intervenant, dans un premier temps, qu'en complément.

P.-A. G.

## M. d'Aubert souhaite un débat sur les concentrations

M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne et proche de M. Raymond Barre, estime, dans une interview publiée samedi 4 octobre par le *Matin*, que l'Assemblée nationale doit pouvoir débattre du projet de loi qui limite les concentrations dans les médias. Ce projet de loi, qui complète la loi Léotard sur l'audiovisuel, a été adopté mercredi 1<sup>er</sup> octobre en conseil des ministres et doit être soumis au Parlement mercredi 8 octobre (et non le 6 octobre, comme il a été indiqué par erreur dans le *Monde* du 4 octobre).

M. d'Aubert se déclare « très réservé sur l'utilisation du 49-3, pour ne pas dire plus. L'Assemblée n'avait déjà pratiquement pas discuté l'été dernier ce texte de loi. Nous voilà aujourd'hui face à un nouveau texte qui n'est pas un simple complément de la loi Léotard, mais bel et bien un texte en lui-même sur la concentration dans l'audiovisuel (...). »

M. François d'Aubert indique enfin qu'il comptait déposer « une huitaine, peut-être plus », d'amendements, portant notamment sur le renforcement des pouvoirs de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

La « 5 » et TV6 étendent leur zone de diffusion. - De nouveaux émetteurs permettent à la « 5 » et à TV6, conformément à l'accord les liant à la diffusion de France, d'accroître leur potentiel d'audience. Ainsi la « 5 » sera-t-elle reçue désormais dans les régions de Rouen, Limoges, Angoulême, La Baulde, Bourges, Vannes et Valenciennes. La puissance de l'émetteur de Toulouse a également été augmentée. En revanche, l'ouverture des émetteurs de Pau, Belfort, Niort et Dunkerque est retardée. De son côté, TV6, la chaîne musicale, touche depuis quelques jours un demi-million de spectateurs potentiels de plus. Trois émetteurs nouveaux ont été mis en marche : Rouen, Angoulême et Angers. D'ici la fin de l'année, les régions de Lille, Rennes et Saint-Etienne devraient à leur tour être desservies, ce qui porterait alors à 18 millions l'audience potentielle de la chaîne, celle de la « 5 » se chiffrant à la fin de l'année à environ 30 millions.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4327

HORIZONTALEMENT

I. Atténue les effets de l'ivresse. Prend part à la parade. - II. Endroit où une certaine chute ne ferait pas de mal ! Entraves à la liberté d'action. - III. Repose sur les eaux dormantes. Ce ne sont pas les pissenlits qu'ils mangent par les racines. - IV. Ses tuyaux ne constituent pas ce qu'il a de plus intéressant. N'est pas en mesure de retourner sa veste. Est en place mais ne tient pas forcément sa place. Conjonction. - V. Traverse des terres. Passe du temps à passer. Entre les bras d'une bergère. - VI. On peut y prendre « l'express » à des heures très différentes. Trouve quelqu'un avec qui jouer. Adverbe. - VII. Donne à entendre. Peut être amenée par le berger. Donna lieu à d'innombrables emplois. - VIII. Bien entré et à même bien sorti. A des allumettes qui n'ont rien pour enflammer. - IX. A un fil à la patte. Morceau de ficelle. - X. Pour distribuer le pain et les tartes. Début de la fin. - XI. Préposition. Faciliter le développement des « os ». Fit prendre de la hauteur. - XII. Fait plaisir à voir. Article. Subit une brusque augmentation de poids. Tombe sans se faire le moindre mal. - XIII. Sujet à sujets. Comblai une « lacune ». - XIV. A quelque chose à repasser. En général, il est bien connu. - XV. A l'habitude de vider son sac. A fait l'effort de sortir de sa coquille.

VERTICALEMENT

1. Reentrée après une sortie. - 2. N'est pas toujours d'un abord facile. A de bonnes raisons d'être mécontent. Fournit de bonnes raisons d'être mécontent. Démontre. - 3. Ne sert pas, en principe, à jeter de l'huile sur le feu. Caractère étranger. Fait donner pour recevoir. - 4. Ne s'adresse pas à l'importance qui. Va de la tête aux pieds. Dû à un mauvais coup. - 5. Envoie dans les cordes. Ne concerne que les bons sujets. - 6. A classer parmi les victimes. Robe de cérémonie. Pas favorisé par le sort. - 7. Variété de « cactus ». Ne facilite pas la tâche de celui qui fait tout pour remonter la pente. Deux paillettes. - 8. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a su tomber à pic ! On prend plaisir à tirer sur lui. - 9. Intervient lorsqu'il ferait mieux de s'abstenir. « Signes » de respect. - 10. N'est pas de chez nous. Prouve qu'on a obtenu une augmentation. - 11. C'est le toupet ! On l'on peut nous en faire voir de toutes les couleurs. Bénéficie de la chaleur nécessaire pour s'épanouir. - 12. Faisons

perdre gros. Article. Dans un état qu'on peut qualifier de mauvais. - 13. Sente sur les pieds. Certaines sont appelées à recevoir des « pavés ». - 14. N'a pas toujours fait le poids. Etait souvent au bout du rouleau. On l'on ne prend jamais de bibes. - 15. C'est avec les matras qu'on y met des pieds. Manière d'accommoder les restes.

Solution du problème n° 4326

Horizontalement  
I. Latude. Ou. - II. Ile. Anses. - III. Total. Anc. - IV. Teuf-teuf. - V. Es. Fort. - VI. Ciné. Cl. - VII. Ah ! Ciel. - VIII. Tâche (tache). Mes. - IX. Ut. Enfilé. - X. Rio. Orin. - XI. Effroi. Et.

Verticalement  
1. Littérature. - 2. Aloès. Hâtif. - 3. Tête. Of. - 4. Affiche. - 5. Daltonien. - 6. En. Eres. Fol. - 7. Saut. Enir. - 8. Eau. Cille. - 9. Usé. Désent.

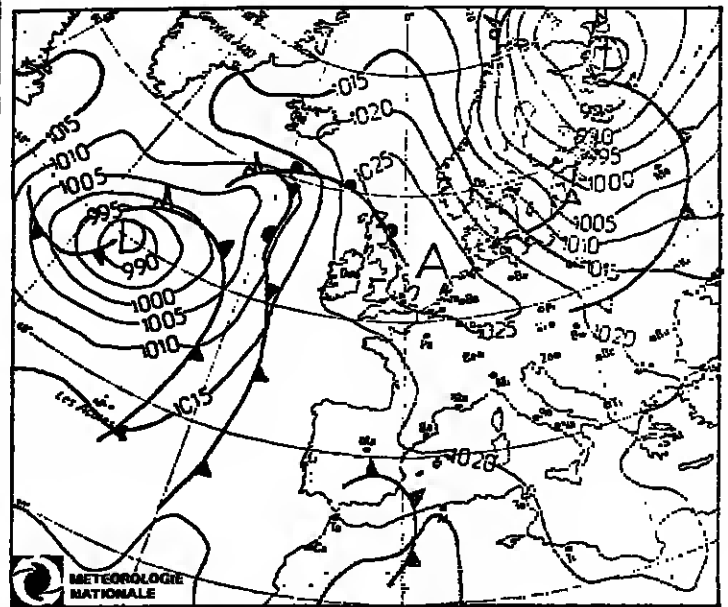
GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

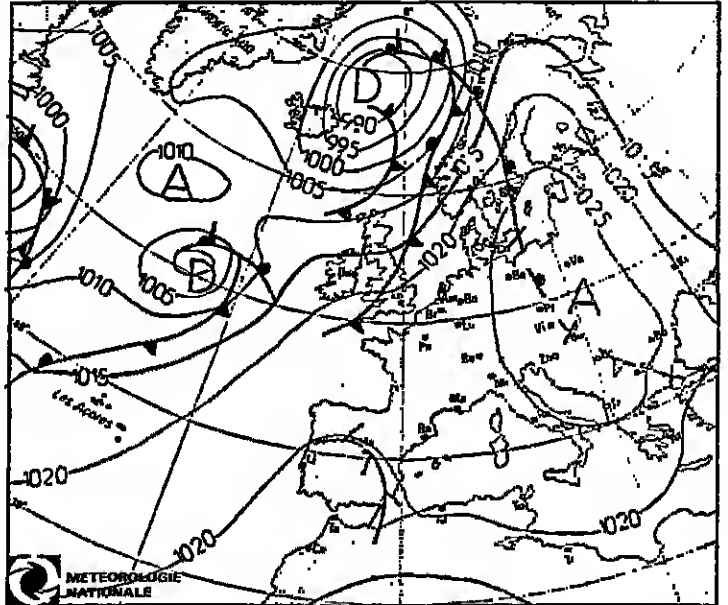
Sont publiés au Journal officiel du samedi 4 octobre 1986 :  
UN DÉCRET  
N° 86-1079 du 3 octobre 1986 modifiant le décret n° 75-1209 du 22 décembre 1975 portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie.  
UN ARRÊTÉ  
N° 25 septembre 1986 fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale pour les employés de maison.  
UNE CIRCULAIRE  
N° 19 septembre 1986 relative à la commission départementale de lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre.

## MÉTÉOROLOGIE

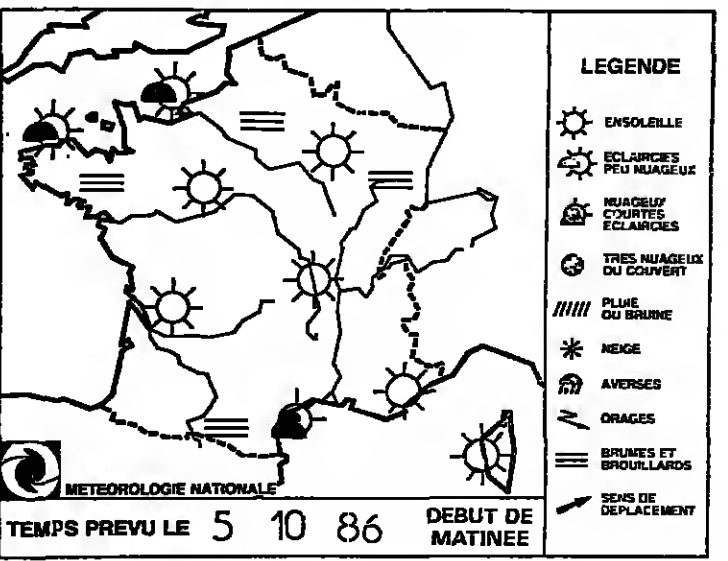
SITUATION LE 4 OCTOBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 octobre à 0 heure et le dimanche 5 octobre à 24 heures.  
La situation ne va guère évoluer. Le champ de pression restera élevé et les perturbations atlantiques circuleront au nord de la France. De plus, les remontées d'air chaud, humide et instable s'effectueront que la péninsule ibérique et ne débordent que faiblement sur les Pyrénées.  
Dimanche : en début de matinée, des brumes ou des bancs de brouillard locaux pourront affecter les régions de la Bretagne et des pays de Loire au Bassin parisien, au Nord et à l'Est ainsi que le Sud-Ouest. Mais, rapidement, le soleil prédominera sur l'ensemble de la France. Il y aura quand même quelques passages nuageux, du Cotentin au Nord ; et des nuages élevés près des Pyrénées. Le vent sera modéré près des côtes de la Manche en prenant une composante ouest.  
Les températures restent très agréables pour la saison. Les minima varieront de 7 à 13 degrés sur la moitié nord et de 10 à 16 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales seront comprises entre 18 et 27 degrés du nord au sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-10-1986 à 6 h TU et le 4-10-1986 à 6 h TU				le 4-10-1986 à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	25	14	S	ALGER	31	26	S
BARCELONE	26	16	N	BARCELONE	26	19	C
BORDAUX	26	15	S	BORDAUX	26	14	C
BOURGES	27	13	S	BOURGES	26	13	C
BRUXELLES	23	15	N	BRUXELLES	26	12	S
CHERBOURG	22	12	B	CHERBOURG	26	14	C
CLEMONTE-FERRAND	26	12	S	CLEMONTE-FERRAND	26	15	C
DUNKERQUE	23	11	S	DUNKERQUE	26	17	P
GRENOBLE	26	11	S	GRENOBLE	26	10	S
LILLE	18	8	S	LILLE	26	10	S
LIMOGES	25	14	S	LIMOGES	26	14	S
LYON	24	13	S	LYON	26	14	S
MARSEILLE	27	17	S	MARSEILLE	26	14	S
NANCY	20	9	B	NANCY	26	14	S
NANTES	26	13	S	NANTES	26	14	S
NICE	25	16	S	NICE	26	14	S
PARIS	24	13	B	PARIS	26	14	S
PERPIGNAN	26	19	P	PERPIGNAN	26	14	S
RENNES	25	12	B	RENNES	26	14	S
ST-ETIENNE	26	12	S	ST-ETIENNE	26	14	S
STRASBOURG	21	10	S	STRASBOURG	26	14	S
TOULOUSE	26	13	S	TOULOUSE	26	14	S
VALD'AUZ	26	13	S	VALD'AUZ	26	14	S
VIENNE	26	13	S	VIENNE	26	14	S
ZAGREB	26	13	S	ZAGREB	26	14	S

## Le Carnet du Monde

### Décès

M. et M<sup>me</sup> Pierre Canel, son épouse, L'Amiral et M<sup>me</sup> André Deloigne, M. et M<sup>me</sup> Pierre-François Canel, M. et M<sup>me</sup> Michel Quenot, M. et M<sup>me</sup> Pierre-Marie Valentin, M. et M<sup>me</sup> Patrick Canel, M. et M<sup>me</sup> Jean Canel, M. et M<sup>me</sup> Louis-Frédéric Canel, M. et M<sup>me</sup> Paul-André Canel, M. Pierre Canel, ses sept enfants, Ses vingt-huit petits-enfants, Le général et M<sup>me</sup> Bernard d'Arbaumont, M. et M<sup>me</sup> Françoise Varlet, M. et M<sup>me</sup> Jean Ruysser, sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs, Les familles Canel, Parrot et Chavey, ont la douleur de faire part du décès de

L'ingénieur général du génie maritime (CR) Pierre CANEL, officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, rue Henri-Simon, 78000 Versailles.

L'inspecteur général Jean Fravalo, son épouse, Anne et Catherine, ses filles, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. FRAVALO, né Suzanne Nard, survenu à Paris le 30 septembre 1986. Selon la volonté de la défunte, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 11, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris. Saint-Yvi (29). Dahlin.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Goudineau, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Christian Goudineau, M. et M<sup>me</sup> Georges Maupin, M. Daniel Goudineau, M. Yves Goudineau, ses enfants, Olivier, Fabrice, Claire, Thierry et Alexandre, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Jacques GOUDINEAU. La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, et l'inhumation dans l'intimité, à Saint-Malo.

31, rue Boissière, 75116 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Philippe Roussel-Sauvage, M. et M<sup>me</sup> Sylvain Crespel et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Bruno Roussel et leur enfant, M. et M<sup>me</sup> Fabrice de Villeneuve et leur enfant, M<sup>me</sup> Nathalie Roussel, M<sup>me</sup> Charles Roussel-Tessé, sa mère, sa famille et ses amis, ont le regret de faire part du décès de

Philippe ROUSSEL, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part. 7, avenue de la République, 59130 Lambézar.

M. et M<sup>me</sup> Gérard Souham, M. Yvan Souham, M. et M<sup>me</sup> Philip Souham, M<sup>me</sup> Dayle Haddon, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Gleam SOUHAM, dans sa trente-cinquième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 29 septembre 1986.

Une messe sera célébrée le mardi 7 octobre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 1, rue de l'Amorce, à Paris-16<sup>e</sup>, et simultanément à la Holy Trinity Church, 3514 - O Street (at 36th Street), Washington, DC 20007 USA.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Ambazac (87). Limoges.

M<sup>me</sup> Blanche Vaxiviere, M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Vaxiviere, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Rampé, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques VAXIVIERE, survenu accidentellement, à l'âge de vingt-cinq ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées en l'église d'Ambazac, ce samedi 4 octobre, à 14 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Louyst, à Limoges, vers 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE Tarif H.T. Toutes rubriques .... 60 F Abonnés ..... 50 F Communiqué diverses 65 F Renseignements 42-47-95-03



## Régions

LES POLES DE CONVERSION TRENTA MOIS APRÈS

## Un bilan de la France malade

EN février 1984, des nuages d'encre s'amoncelaient à l'horizon de la sidérurgie, de la construction navale, des mines de charbon. L'heure n'était pas lointaine où il faudrait décider, enfin, une douloureuse opération de modernisation industrielle. Ce que Laurent Fabius qualifie plus tard de « sale boulot qu'il fallait bien faire ».

Pierre Mauroy, à l'époque premier ministre, comprit que ces mutations industrielles déchaîneraient des incendies si elles n'étaient pas accompagnées, voire précédées, par des mesures sociales et par des programmes de redéveloppement. Si l'aménagement du territoire avait encore une signification, l'occasion était belle, pour l'Etat, de le démontrer.

Ainsi naquirent les quinze pôles de conversion qui depuis une dizaine d'années ont été adressés par le premier ministre aux commissaires de la République concernés. Chacun priait dans son département de monter sur le front et s'engager sans retard pour livrer la bataille de l'emploi et de la conversion industrielle. Auprès de Matignon le Datar était naturellement tout à la fois comme le pivot, le coordinateur et le moteur de toutes les initiatives, qu'elles concernent les créations d'emplois nouveaux, le traitement social du chômage ou les mesures destinées à redonner vie à des tissus industriels anémiés.

Deux ans et demi après le lancement de cette politique, tandis que le gouvernement sort des urnes de mars 1986 cherche à affiner et à prolonger le dispositif plutôt qu'à le remettre en cause, le bilan qu'on peut en tirer est nuancé, mais il serait injuste de prétendre que le Datar et les équipes sur place n'ont pas bien travaillé. Sans doute apparaissent les limites d'une politique volontariste de redynamisation, à l'initiative de l'Etat, compte tenu de l'ampleur des difficultés, du caractère naturellement peu attractif de certains pôles (Decazeville, Longwy) et de la simple logique économique qui veut que toutes les plus grosses subventions du monde ne suffisent jamais à convaincre un industriel de créer une usine là où il n'en escompte que des déboires.

Malgré, dans la plupart des cas, les explosions sociales furent évitées, les services de l'Etat se sont adaptés avec souplesse à leurs tâches et les mesures sociales

longées de conversion, préretraites, stages de jeunes et de chômeurs de longue durée ont été en général appréciés. En revanche, les élus locaux ou les responsables économiques (chambre de commerce, comité d'expansion) n'ont été qu'imparfaitement associés à une politique conçue et appliquée par l'Etat.

En outre, la rentrée sociale relativement calme laus sur le front des chantiers navals, les quinze pôles de conversion peuvent être classés en quatre catégories :

— Ceux où, en raison de la fragilité des ramifications industrielles locales, les résultats des efforts pour créer de nouveaux emplois restent encore décevants (Albi-Carmaux, Decazeville).

— Les régions où la situation s'améliore sans conteste (Caen, le Creusot, Saint-Etienne et Fos, Montluçon et Roanne).

— Les pôles liés aux chantiers navals (Dunkerque, La Ciotat et la Seyne) pour lesquels les difficultés à venir risquent d'être plus considérables encore que celles du passé, en dépit des mesures, notamment fiscales, que s'apprêtent à prendre MM. Balladur et Mitterrand.

— Enfin les régions de l'arc Nord-Est où la conversion est une tâche de longue haleine et où la situation est contrastée, la Lorraine

sortant semble-t-il plus vite de l'ornière que le Nord.

A observer le taux de chômage, la Vallée de la Sambre (14,4 %), le bassin minier du Nord (14,9 %), Calais-Dunkerque (14,7 %) sont en beaucoup plus mauvaise position que le sud de la Lorraine, Roanne, ou encore Caen. En moyenne le taux de chômage dans les quinze pôles de conversion a baissé — comme la moyenne nationale, du reste — depuis le début de 1985, mais il restait encore à 12,21 % en juillet dernier (taux national : 9,6 %).

Depuis le début de 1984 et jusqu'à la mi 1986, quelque cinq cents dossiers d'entreprises ont reçu une prime d'aménagement du territoire, d'un montant moyen de 47 000 F par emploi pour créer, sur trois ans, 27 500 emplois dans les pôles et réaliser 7,65 milliards de F d'investissements (1). La question reste évidemment de savoir si tous ces engagements sont jusqu'à leur terme. Mais si les industriels faisaient marche arrière ou s'ils étaient trop leurs programmes dans le temps, il leur serait alors demandé de restituer à l'Etat les sommes versées.

Autres financements publics, qui ont pu se cumuler avec les primes précédentes : près de 2 milliards de francs du Fonds industriel de modernisation (FIM), 1,5 milliard

du Fonds spécial des grands travaux (FSGT), 480 millions du Fonds d'intervention d'aménagement du territoire (FIAT), notamment pour remettre en état les friches et bâtiments industriels abandonnés, et 840 millions de francs du Fonds Européen (FEDER) (2). A cela, il faut ajouter des mesures spécifiques pour le Nord et la Lorraine, où les chefs d'entreprises créateurs d'emplois sont dispensés du paiement des charges sociales et, pour toutes les communes situées dans les pôles de conversion, la possibilité de bénéficier du fonds de péréquation de la taxe professionnelle pendant cinq ans.

## « En attendant Guichard »

Avec les « zones d'entreprises » que le gouvernement de M. Chirac s'est engagé à créer sur les sites des chantiers navals de la NORMED, une nouvelle « carotte » va être offerte aux entreprises. Une de plus, et de taille... sous forme d'exemption, pendant dix ans, de l'impôt sur les bénéfices. « A situation exceptionnelle, remède exceptionnel », dit M. Chirac, même si l'on reconnaît le caractère injuste vis-à-vis d'autres régions qui ont elles aussi leurs difficultés.

Il est grand temps de mettre de l'ordre non seulement dans les objectifs et les priorités de l'aménagement du territoire mais aussi dans le labyrinthe des aides directes, des subventions indirectes, des allègements fiscaux, des primes en charges diverses que l'Etat, les régions et les villes offrent — dans une concurrence effrénée — au moindre chef d'entreprise, dévoué pour lui ou non, démissionnaire le soir rouge. Le gouvernement a chargé Olivier Guichard, placé à la tête d'une commission des sages, d'établir un diagnostic. Le grand ouvrage ne rédigera son ordonnance qu'en octobre. Trop tard ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) La moyenne nationale est de 35 000 F par emploi et le nombre de dossiers primés pour l'ensemble de la France dépasse 540 pour 48 100 emplois escomptés.

(2) 210 millions ont été demandés pour 1986, notamment pour Calais-Dunkerque qui, curieusement, n'a rien touché : à sa tête en 1984 et en 1985, alors que par exemple Montluçon a reçu 86 millions de francs du FEDER.



## CENTRE

## Ponts sous surveillance

Inaugurant le nouveau pont de Sully-sur-Loire, le ministre des transports, Jacques Douffia-gues, a indiqué qu'un groupe d'experts était en train de procéder au recensement des ponts suspendus avec comme objectif de mettre au point de nouveaux moyens de surveillance. Le froid intense — il faisait — 20 degrés ce matin-là — avait été rendu un peu vite sans responsabilité de l'effondrement, le 16 janvier 1983, du pont de Sully, dont les suspentes métalliques avaient cédé. Des expertises ont démontré que la qualité de l'acier usiné durant la période 1940-1955, ce qui était le cas à Sully, était aussi à mettre en cause. Selon les spécialistes, un « bon » acier ne se fragilise qu'autour de — 50°. C'est pourquoi les systèmes de câblage des ponts suspendus édifiés ou reconstruits durant cette période sur l'ensemble du territoire ont été mis sous surveillance par les Ponts et chaussées.

Orléans. — La direction régionale de l'INSEE à Orléans vient de publier une étude sur « la filière électronique dans la région Centre » (27 F, 43, avenue de Paris 45000 Orléans).

## ILE-DE-FRANCE

## Hôpital de jour

Un hôpital de jour vient d'ouvrir ses portes au centre hospitalier intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges (CHIV), dans le Val-de-Marne. Quotidiennement, de 7 h 30 à 18 heures, il peut accueillir six à huit patients qui trouvent là un système de prestations médicales — à la carte — compatible avec leur vie privée. En effet, soignés pendant la journée, ils rentrent le soir chez eux. Cette initiative s'adresse à des malades dont l'état exige des soins prolongés, mais qui peuvent se mouvoir. C'est le cas pour ceux qui suivent des traitements comme les chimiothérapies, par exemple.

L'hôpital de jour concourt dans un temps relativement court des actes médicaux plus ou moins complexes. C'est le résultat du progrès et de la nécessité. Du progrès parce qu'il correspond à une évolution technologique qui a permis de décentraliser le plateau technique (bioclinique, service de radiologie, laboratoire d'analyses) vers les services cliniques. De la nécessité parce que, de plus en plus souvent, les patients souhaitent rentrer chez eux, alors que, dans le passé, l'hôpital jouait constamment un rôle d'hébergement social. Et puis, argument choc : cette concentration de soins restreint le coût global par malade, donc pour la collectivité.

Créteil. — L'Office des migrants de Créteil vient d'édition un numéro spécial de *Migrants à Créteil*, appelé « Parole immigrée ». Il s'agit d'un recueil de textes (poèmes, témoignages, etc.) parvenus à l'Office depuis un an et envoyés par des Portugais, des Maghrébins, des Africains, des Latins-Américains, des Orientaux... et des Français. A part quelques petites mais indispensables modifications de forme, les textes sont publiés tels que reçus. (42 p., 20 F, l'Office des migrants de Créteil, 5 bis, rue Félix-Maître, 94000 Créteil. Tél. : 48-99-18-42).

## MIDI-PYRÉNÉES

## Trop d'hôtels à Lourdes

L'évêque de Lourdes, Mgr Henri Douze, va avoir à arbitrer, comme il l'a fait il y a quelques années, un différend opposant des hôteliers du haut de la cité mariale, donc éloignés des bords sacrés, à des communautés religieuses, l'une espagnole, les sœurs de l'Amor de Dieu, et l'autre italienne, les Filles de la charité carmélites. L'évêque de Lourdes vient de recevoir une protestation forte d'une soixantaine de représentants de la petite hôtellerie de Lourdes. Ces derniers s'estiment lésés par les deux communautés, qui accueillent des pèlerins. De son côté, la cité Saint-Pierre, fondée par le Secours catholique et

Mgr Rodhain, souligne qu'elle « lit » avec la plus grande vigilance les pèlerins eux-mêmes pour que modestes qui s'adressent à elle pour de courts séjours.

L'hôtellerie de Lourdes subit les contrecoups de la crise économique, mais surtout de la surcapacité hôtelière, qui s'est aggravée avec la mise en service de nouveaux établissements de plusieurs centaines de chambres.

## PAYS DE LA LOIRE

## Trois projets pour les touristes

Un parc d'attractions du style Disneyland ou Jules-Verno-Land, un aquaparc et des promenades fluviales sur la Loire sont les trois projets touristiques de la Loire-Atlantique que vient de présenter le président du comité départemental du tourisme, Edouard Landrin.

Le conseil général va charger une société spécialisée d'étudier les possibilités de construire un parc d'attractions de 20 à 30 hectares et dont le coût varierait entre 50 et 100 millions de francs. Un aquaparc pourrait être installé dans la presqu'île Guérandaise au nord de la Loire, ou à Saint-Brevin, au sud du fleuve. Enfin sur la Loire, entre Nantes et Angers, la Compagnie ligérienne de transports, une filiale de SONARA, mettra en service dès 1987 des bateaux pouvant transpor-

ter deux cent cinquante à trois cents touristes. L'expérience devrait durer trois ans.

## Une région en fiches

Un dossier « unique en France », disent ses inventeurs, rassemblant l'ensemble des aspects économiques et sociaux d'une région, en occurrence celle des Pays de la Loire, a été présenté, à Nantes, par l'Observatoire économique de l'Ouest, la direction régionale de l'INSEE.

Ce *Panorama économique et social des Pays de la Loire*, publié en collaboration avec le Centre économique régional d'études, de formation et d'information (CEREF), d'Angers (une jeune association créée sur l'initiative de la CFDT), est destiné aux organismes et personnes amenés à présenter la région lors de congrès, conférences ou stages de formation.

Il est composé de cent onze fiches indépendantes, classées en dix grands domaines (démographie, emploi, formation, comptes économiques régionaux, agriculture, industrie, bâtiment et travaux publics, tertiaire, tourisme, énergie, transport, télécommunication) avec des tableaux statistiques, graphiques, cartes et commentaires, situant les Pays de la Loire par rapport aux autres régions de France.

Parmi la masse d'informations, qui rompent parfois avec les idées reçues, on apprend, par exemple, que le TGV Atlantique mis en service en 1989, mettra Nantes et Paris à deux heures de distance, alors qu'il faudra toujours une heure trente pour rallier les deux métropoles de l'Ouest, Nantes et Rennes.

Télématique régionale. — ETRE ou ESTER sera le sigle de l'association Espace télématique régionale (pays de la Loire), qui proposera prochainement, grâce au minitel, des informations fournies par les organismes régionaux qui le souhaitent. La région parraine cette association et fournira dans ce réseau ses propres informations : la présentation générale de la région, disponible sur minitel depuis deux ans déjà. La synthèse des actions de la région depuis deux ans, et une partie « informations services », qui comprend le guide des subventions régionales, l'annuaire régional, le calendrier de la région, les communiqués officiels de la région.

## PROVENCE-ALPES-CÔTES D'AZUR

## Modèles provençaux

Sous le titre « Haute Provence habitée », le service départemental de l'architecture des Alpes-de-Haute-Provence vient de publier, avec le concours du conseil général et de la préfecture de ce département, un ouvrage abondamment illustré contenant cent trente relevés d'architecture locale.

Ces relevés, exécutés par Claude Perron, architecte spécialisé dans le patrimoine historique, et commentés par Yves Belmont, architecte des Bâtiments de France, chef du service départemental de l'architecture, doivent constituer, dans l'esprit des concepteurs de cet album, un outil de travail, et un outil de connaissance pour tous ceux, amateurs, « maçons du dimanche », ou professionnels, qui ont à faire face à des problèmes de restauration, de réhabilitation, voire de construction.

Edimé, 172 pages, 130 planches ; 145 F.

Port-Saint-Louis du Rhône. — Sur l'initiative d'ouvriers dockers et soutenus par le syndicat CGT des dockers du golfe de Fos, le port autonome de Marseille, les villes de Port-Saint-Louis, Martigues, Port-de-Bouc, Fos, le conseil régional et le conseil général des Bouches-du-Rhône, ainsi que par plusieurs organismes professionnels et sociétés privées, vient d'être créé le centre culturel éducatif scientifique et technique de la maintenance portuaire, qui a son siège à Port-Saint-Louis du Rhône.

L'ambition de ce centre est d'informer les préoccupations de ce secteur industriel en difficulté dans un débat général sur la culture scientifique et technique et d'y intéresser le plus large public « extérieur » aux professions portuaires.

## AQUITAINE

## Le triple bus de Bordeaux

La communauté urbaine de Bordeaux vient d'accueillir en exclusivité un nouveau modèle d'autobus articulé. Composé de trois voitures, il a été mis au point par Renault-Véhicules industriels et Heuliez-Bia.

Baptisé Mégabus, il sera expérimenté pendant deux mois sur les lignes à grande affluence. A l'issue de cette période, une étude technique examinera les répercussions sur l'ensemble de la circulation. Il sera ensuite mis à l'essai à Dijon, Orléans, Nancy, Rouen, Reims et Nice. Ce prototype long de 24 mètres a une capacité de 215 passagers, dont 65 assis. Son coût est estimé à 6 millions de francs.

A priori, ses avantages sont multiples : il peut « éponger » un flux horaire de 2 500 voyageurs, permet un gain financier d'exploitation de 10 % par rapport à un bus articulé classique, de 20 % par rapport à un bus standard.

Son étude et sa réalisation ont été financées pour partie (2,5 millions de francs) par le ministère des transports. Il semble en effet correspondre à un besoin important sur quelques grands réseaux métropolitains. Le constructeur espère une commande d'une soixantaine de véhicules à brève échéance.

## AUVERGNE

## Ascenseur pour saumon

La circulation du saumon dans l'Allier ressemble à une course d'obstacles, de barrage en barrage. Les aménageurs ne rendent pas la vie facile au roi de la rivière, auquel s'ajoute le mystère de sa remontée vers son lieu de naissance après un séjour en mer parfois lointain, qui dure généralement deux ou trois étés. Les pêcheurs s'insurgent régulièrement. La régression des prises est spectaculaire : 100 000 en 1900, 2 000 en 1980, une année pourtant qualifiée d'exceptionnelle ! L'association protectrice du saumon craint anéantissement de la vaste projet d'aménagement de la Loire et de ses affluents se traduit par une multiplication des barrages.

Celui de Poutès existe depuis longtemps, mais il n'empêche plus la progression du poisson. Situé en Haute-Loire, près de Monistrol, il est désormais équipé d'un ascenseur à saumons qui coûte 1,1 million de francs. EDF a financé 80 % de cette somme, le reste ayant été pris en charge par le ministère de l'environnement.

Une dizaine d'équipements du même type sont en service dans le monde : aux Etats-Unis, au Canada et en Union soviétique. A Poutès, les saumons effectuent une ascension de 17 mètres avant d'être déversés dans la retenue à partir de laquelle ils vont pouvoir rejoindre les importantes frayères du haut Allier. Un recensement précis des passages va pouvoir être réalisé grâce à une caméra vidéo couplée à l'ascenseur. Ce dispositif s'ajoute à celui qui consiste à évaluer à l'œil nu les individus de grosse taille. Les gardes-pêche les capturent momentanément près de Brioude pour leur faire avaler sans danger un appareil qui permet de les suivre au mètre carré près.

Une fois parvenu au pied du barrage de Poutès, le saumon n'a pas à faire appel au lifter. L'ascension est automatique. Après sa remontée de la Loire et de l'Allier depuis l'Atlantique, il est attiré d'instinct par le bouillonnement des passes d'accès à une cage dont la grille mobile se referme avant la manœuvre de montée.

## BOURGOGNE

## Ligier à Magny

Le conseil général de la Nièvre a voté le rachat du circuit automobile de Magny-Court.

Créé il y a vingt-cinq ans par un éleveur local, ce circuit avait surtout abrité une école de pilotage par laquelle sont passés tous les grands noms français de la course, de Jean-Pierre Beltoise à Alain Prost. Mais d'importants travaux d'infrastructure étaient à réaliser pour qu'il puisse garder son niveau international. M. Bernigaud, la veuve du fondateur du circuit, ne pouvant assumer seule cette charge, cherchait un acquéreur.

Elle l'a trouvé, auprès du département de la Nièvre et pour la somme de 5 millions de francs dont 3 millions de subventions de l'Etat. Le département s'est aussi porté acquéreur de 28 ha jouxtant les 40 ha du circuit. Il compte en proposer à des industries liées à ce qu'il y a de plus pointu dans la recherche automobile. Guy Ligier et son atelier de préparation des formules 1 va d'ailleurs quitter Vichy pour venir s'installer à Magny-Court.

Pour répondre aux exigences de la formule 1 moderne, le circuit sera porté de 3 850 à 4 000 mètres, la chaussée sera élargie et les courbes seront toutes refaites.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

ALBIN CHALANDON

animé par Olivier MAZEROLLE

André PASSERON et Bertrand LE GENDRE (Le Monde) Gilles LECLERC et Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL



## REPÈRES

### Chômage

#### Augmentation aux Etats-Unis...

Pour la première fois depuis mai dernier, le chômage a légèrement augmenté aux Etats-Unis, passant de 6,8 % à 7 % de la population active en septembre, annonce le département du travail. Au total, 107 000 emplois ont été créés, mais 284 000 emplois ont été perdus. 6 000 l'ont été dans le secteur pétrolier et gazier, portant à 135 000 le nombre de postes supprimés dans cette profession depuis le début de l'année, soit 25 % de l'effectif total. Les jeunes de vingt à vingt-quatre ans ont été les plus affectés par cette dégradation du marché de l'emploi, le taux de chô-

mage atteignant pour cette tranche d'âge 12 % en septembre, contre 10,3 % en août.

#### ...et fléchissement en RFA

Le chômage a atteint son plus bas niveau depuis quatre ans en Allemagne fédérale, revenant de 8,8 % en juillet et 8,5 % en août à 8,2 % en septembre (7,8 % en octobre 1985), annonce le bureau fédéral du travail. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des chômeurs a régressé de 0,5 % le mois dernier pour toucher 2,19 millions de personnes. Sur douze mois, cette baisse atteint 4,5 %, reflétant, selon le bureau fédéral, une nette progression des nouveaux emplois.

### Visant d'autres applications que la hifi

#### Le disque compact devient numérique

L'ère des banques de données à domicile est officiellement ouverte. La firme néerlandaise Philips vient de donner le top en présentant sa nouvelle gamme 1986-1987 de lecteurs de disque à laser. Celle-ci est composée de dix appareils de la troisième génération, dont huit sont dotés d'une sortie numérique. Grâce à cette modification, l'utilisateur peut relier son installation, d'un côté à un micro-ordinateur pour rechercher l'information, de l'autre à un téléviseur pour la visualiser. Il pourra accéder à cette facilité dès la sortie - prévue dans deux à trois ans - des premiers CD-ROM (« Read only memory »), c'est-à-dire des disques compacts chargés d'informations écrites de toute sorte et des premiers CD-graphies (images enregistrées).

Philips y travaille activement avec son partenaire Du Pont en sein de PDO (Philips-Du Pont Optical), société commune chargée de fabriquer les disques compacts. Des standards ont été établis avec Sony. A titre expérimental, la firme d'Eindhoven a déjà enregistré sur un disque ses vingt-deux volumes de l'Encyclopédie universelle. La capacité de stockage est impressionnante. Les deux tiers seulement sont gravés. En échantillonant ses nouveaux lecteurs des moyens adéquats pour accéder bientôt aux banques de données, Philips entend maintenir sa suprématie dans l'industrie du disque compact ou CD (lecteur + disque), en croissance vertigineuse.

Naissante en 1983, cette industrie a déjà pris un poids appréciable et compte pour 1 à 2 % sur le marché mondial de l'électronique grand public (environ 520 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985). D'après les estimations faites par les experts de Philips, la part du CD se situera entre 10 et 15 % de ce marché, évalué à 725 milliards de francs à cet horizon.

Talonné par les Japonais (75 % du marché mondial, tous producteurs nippons confondus, dont 22 % pour Sony), Philips réaffirme sa volonté de conserver intacte sa part de 25 %, voire de l'améliorer. Le groupe va développer les possibilités de son usine de Hasselt (Limbourg), en Belgique (320 millions de francs d'investissement par an), en partie reconstruite à la fabrication de lecteurs et de modules à laser (Hasselt a une capacité de 20 000 modules à laser par jour - 16 000 actuellement) et vient récemment de mobiliser 250 millions de francs

avec Du Pont pour transformer l'ancienne unité de Polygram à Louvain-la-Neuve, voulant en faire une des plus grandes fabriques de disques compacts du monde (30 millions de disques par an). La perspective pour la firme d'Eindhoven de réaliser dans deux ans près de 20 milliards de francs de chiffre d'affaires sur le seul marché du CD explique ses importants efforts financiers.

A. D.

## La déréglementation aérienne américaine est-elle un modèle ?

SAN FRANCISCO  
de notre envoyé spécial

Un Boeing-747 d'Air France s'est posé pour la première fois, le 28 septembre, sur l'aéroport de San Francisco, suivi, deux jours plus tard, par un DC-10 de la compagnie privée UTA. Ce début de concurrence franco-française, qui se prolonge sur la ligne de Tahiti, a déjà produit des effets bénéfiques pour le consommateur. Les vols vont se multiplier vers San Francisco et l'absence de changement d'avion raccourcira de deux heures et quart le vol vers Papéete.

Pour que consommateurs et journalistes ne se réjouissent pas trop vite d'un tel bouleversement des règles du jeu aérien, Air France a organisé, à San Francisco et à New York, un débat entre partisans et adversaires de la déréglementation aérienne totale, qui, depuis 1978, permet à l'importation quelle que soit l'origine d'assurer les vols vers l'importation quel destination et à l'importation quel prix. Histoire de démontrer que la concurrence à tout crin n'a pas que des effets heureux.

Directeur du cabinet d'Alfred E. Kahn, le père de la déréglementation, Michael E. Levine ne voit que des avantages dans le chambardement qu'il a contribué à déclencher dans le ciel d'outre-Atlantique. Il écarte les critiques de ceux « qui se disent que ce n'est pas bien parce que ce n'est pas parfait. Son credo est séduisant : les transporteurs ont été obligés, sous la pression de la concurrence, d'améliorer leur pro-

ductivité et de réduire leurs coûts. Ainsi, les pilotes, qui gagnaient il y a dix ans 150 000 dollars par an pour un rythme de travail de quarante heures par semaine, perçoivent-ils aujourd'hui de 50 000 dollars à 100 000 dollars pour soixante-dix heures.

Les compagnies ont multiplié les plates-formes aéroportuaires qui permettent de prendre un peu partout aux Etats-Unis un avion pour l'importation quelle ville, voire pour un autre pays, au point que la boutade suivante a fait florès : « Vous venez de mourir et vous vous rendez en enfer ? Changez à Atlanta. »

Selon M. Levine, 85 % des usagers obtiennent des tarifs réduits. « Il est anormal, chez nous, d'acquiescer le tarif normal », a-t-il déclaré, avant d'estimer à 6 milliards de dollars (40 milliards de francs) par an les économies réalisées par les consommateurs et à 2,5 milliards de dollars (17 milliards de francs) les bénéfices annuels supplémentaires engrangés par les compagnies aériennes par rapport à la période de la réglementation.

Même son de cloche auprès de M. Edward Rastatter, chef de la division de la réglementation du département des transports. « Le marché en expansion a permis d'accueillir de nouveaux partenaires et de leur assurer une croissance soutenue », a-t-il affirmé. Le nombre de compagnies a quadruplé en sept ans et il est passé de 41 à 183. Les vols directs ont multiplié. Les passagers aussi puisqu'en un décombre 205 millions en 1976 et que l'exercice en cours devrait permettre d'atteindre les 400 millions. L'emploi n'a pas souffert de l'augmentation de la productivité

du personnel navigant : en 1985, les grands transporteurs employaient 2 600 pilotes de plus qu'un an plus tôt et on estime à 30 000 le nombre de pilotes à recruter pendant la prochaine décennie.

S'il est quelqu'un, en revanche, qui ne croit pas à ce conte de fées de la libre entreprise, c'est M. Melvin A. Brenner, consultant en matière aéronautique. Ayant pris la précaution linéaire de rendre aux vœux du marché l'hommage qui lui revient aux Etats-Unis, il ne s'en est pas moins livré à une démolition en règle de « la grave erreur » qu'a représentée la déréglementation totale des transports aériens. Tout le mal est venu, selon lui, du réflexe des compagnies qui ont bradé leurs sièges pour remplir les trop nombreux vols qu'elles organisaient afin de l'emporter sur leurs concurrents.

### Trente-cinq dépôts de bilan

Oo ne décombre plus les dégâts de ces guerres des tarifs à répétition. Trente-cinq compagnies ont déposé leur bilan. Une centaine d'exploitants régionaux ont connu le même sort. « Certes, des consommateurs ont profité ici ou là d'offres exceptionnelles », a-t-il dit. Mais les consommateurs ne sont pas tous dans la situation de l'heureux passager qui paie 99 dollars (660 F) le billet New-York-Los Angeles. Il est fréquent, aujourd'hui, de payer plus cher pour un petit voyage de 130 miles que pour un vol de 2 600 miles. Capitol Airways a calculé qu'avec ses tarifs bas, il lui faudrait transporter 39 % de passagers de plus que ne peuvent en contenir ses avions pour retrouver

ses recettes d'autrefois. Dans un marché aérien totalement libre, il est impossible de limiter l'offre des sièges vides que, par définition, on ne peut stocker. Comment voulez-vous, dans ces conditions, que les exploitants ne fassent pas faillite ?

### Quatre géants nationaux

Tous les observateurs américains s'accordent à dire que la cascade des faillites et de fusions que l'on constate aux Etats-Unis réduira à trois ou quatre - Texas Air, United, American, Northwest ? - le nombre des compagnies de taille nationale. A chacun de tirer la leçon de ce mouvement inexorable. M. Claude Postel, directeur général adjoint d'Air France, chargé du programme et du développement, estime que l'exemple américain « nous place devant le véritable défi, celui que représentent les géants en train de naître ».

Le passager européen notera, pour sa part, que deux des plus importantes compagnies d'outre-Atlantique, United et American, ont annoncé, le 1<sup>er</sup> octobre, des augmentations de tarif sur quatre-vingt destinations, allant jusqu'à 30 dollars (210 F). TWA pourrait se joindre à ce mouvement de hausse, rendu possible par la disparition ou le rachat des casseurs de prix les plus audacieux comme People Express, Republic, Frontier.

A l'évidence, les consommateurs américains profitent des bas tarifs suscités par la déréglementation aérienne. La question est de savoir jusqu'à quand.

ALAIN FAUJAS.

## MM. Bergeron et Maire renvoient la CGT à son isolement

La CFDT et FO ont entendu pas tomber dans le « piège » de la CGT visant à « récupérer » la grève du 21 octobre dans la fonction publique. La commission exécutive de la CFDT a accusé la CGT de vouloir « dénaturer l'initiative prise » en tentant de lui « donner le sens d'une opposition politique globale au détriment de l'efficacité concrète pour les salariés de la fonction publique ». Lors de la conférence de presse du 3 octobre, M. Pierre Hérédier, secrétaire national de la CFDT, a insisté sur une CGT obligée de « sauter dans un train déjà bien lancé pour détourner ceux qui s'y trouvent et récupérer certains de ses adhérents ».

Prenant la déclaration commune CFDT - FO - FEN - CFTC - CGC contre le terrorisme comme exemple d'une démarche unitaire efficace, M. Edmond Maire juge « regrettable » l'abandon de la CGT sur ce terrain. Dans son discours prononcé le samedi 4 octobre en début d'après-midi, à la polémique de Reuilly, à l'occasion de la fête annuelle de FO, M. André Bergeron devait traiter la participation de la CGT le 21 octobre par le silence. La CGT est renvoyée à son isolement.

Les deux organisations ont ainsi affirmé leurs critiques et leurs positions. M. Bergeron a lancé une mise en garde au gouvernement « contre les risques de déferlement de la déréglementation ». Au lendemain d'une commission exécutive qui a donné lieu à de nouveaux - et vifs - débats sur la signature de l'accord sur le temps de travail dans la métallurgie, il a affirmé : « Si nous devons savoir être fermes et résistants, il nous faudra aussi pouvoir faire le tri entre ce qui est nécessaire et, par

conséquent, parfois acceptable, et ce qu'il nous faut empêcher. »

Une position qui paradoxalement n'est pas très éloignée de celle de la CFDT, que M. Hérédier a résumé, par la formule : « Fermeté et ouverture ».

M. Bergeron a renouvelé ses critiques sur l'emploi - après avoir renoncé M. Séguin le 3 octobre - et surtout à afficher son scepticisme : « Jusqu'à maintenant, les mesures prises - sociales et fiscales - n'ont pas déteint le mouvement d'embauche expérimenté. Hostile aux TUC dans le privé, conculcava de l'incontournable nécessité » de la réduction du temps de travail, M. Bergeron a fait le tri dans les projets de M. Séguin. Il s'est déclaré d'accord pour des emplois « dématérialisés » (aide familiale, garde des enfants, etc.) si leur rémunération est prévue par une convention collective ou, à défaut, correspond au SMIC. Mais il s'est opposé à tout « bricolage » pour des petits boulots comme porteurs de journaux avec un statut de « mandataire » et une rémunération « fixée de gré à gré ».

De son côté, M. Hérédier a affirmé que la CFDT était prête à négocier tout avec le ministère qu'avec l'UNEDIC. Mais, a-t-il souligné, « les nouvelles mesures doivent faire concurrence au chômage et non à l'emploi existant ». Ainsi, la CFDT est favorable à l'objectif des

programmes d'insertion locale (PIL, pour les chômeurs de longue durée) mais juge « inadmissible » l'exclusion des chômeurs non indemnisés de ces dispositifs.

FO et la CFDT ont aussi confirmé leur proximité de positions dans la négociation sur les procédures de licenciements, en insistant l'une et l'autre sur le maintien d'un « contrôle extérieur » par l'inspection du travail afin d'éviter tout « arbitraire » dans les procédures. Les deux organisations cherchent cependant à s'inscrire dans la recherche d'un accord. « Nous ferons le maximum pour que la négociation aboutisse », a déclaré M. Bergeron. « Le patronat », a estimé M. Hérédier, « doit comprendre l'importance d'un accord correct », apportant un « plus » dans la protection des salariés des petites entreprises. Pour éviter les mésaventures de la négociation sur la flexibilité de l'emploi, en décembre 1984, M. Maire a même précisé que la délégation de la CFDT serait « mandatée » pour « conclure » dès le 20 octobre. Et il a répliqué de la ce au tuc à M. Krasucki, qui avait souhaité « bien du plaisir » aux syndicats qui signaient le 20 et manifesteraient - dans le secteur public - le 21 : « S'il y a un bon accord le 20, je souhaite bien du plaisir à la CGT pour garder ses adhérents dans les petites entreprises. » Qui parle encore d'unité ?

MICHEL NOBLECOURT.

## M. Séguin a installé le groupe d'études de la compensation entre régimes de Sécurité sociale

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a installé, le 2 octobre, le groupe de travail chargé d'étudier les mécanismes de compensation entre les régimes de Sécurité sociale, souvent critiqués par les syndicats de salariés. Composés de représentants des caisses d'assurance-maladie des salariés et des cot-salariés, des caisses d'assurance-vieillesse des salariés, des professions libérales, des agents des collectivités locales (qui versent à la compensation) et des mineurs (qui en reçoivent), et de la mutualité sociale agricole, ce groupe devra examiner si la compensation généralisée instituée en 1974 a atteint ses objectifs, si les méthodes utilisées doivent être révisées et les textes précisés. Le rapport devrait être prêt pour la prochaine réunion de la commission des comptes de la Sécurité

sociale, dans la seconde quinzaine de novembre.

M. Séguin a souligné l'importance des transferts : 24,5 milliards de francs d'acomptes cette année pour la compensation « généralisée », le régime général versant 11,9 milliards (essentiellement pour les retraités), tandis que le BAPSA (budget annexe des prestations sociales agricoles) a reçu 17 milliards de francs, soit 28 % de ses recettes. Le ministre des affaires sociales doit installer, mardi, la « commission de sauvegarde de l'assurance-vieillesse », qui comprend des représentants des partenaires sociaux, des régimes de retraite de base (salariés et non-salariés) et complémentaires, des associations de retraités et préretraités, de l'administration et deux « experts ».

● Les charges sociales des employés de maison. - Un arrêté publié au Journal officiel du 4 octobre rétablit un forfait (un SMIC) pour le calcul des cotisations de sécurité sociale forfait qui avait été supprimé en 1985 au grand dam des employeurs. Mais il laisse la possibilité de cotiser sur le salaire réel pour ceux qui le souhaitent. Ces dispositions devraient, selon le ministère des affaires sociales, favoriser l'emploi dans ce secteur.

● L'affaire Clevaud. - C'est le 20 octobre que se réunira avec le magistrat « départemental » le conseil de prudhommes de Montpoupon (Alier) chargé de trancher sur la demande de réintégration de M. Alain Clevaud, un ouvrier de Dunlop-Sumitomo licencié pour avoir évoqué ses conditions de travail dans une interview à l'Humanité.

### Le plan pour la marine marchande

#### M. Le Pensec (PS) dénonce des « mesures pour financer le déclin »

Après la publication par le gouvernement d'un plan pour la marine marchande, M. Louis Le Pensec, député (PS) du Finistère, ancien ministre de la mer, nous a fait la déclaration suivante : « L'enjeu d'une flotte sous pavillon français est triple : équilibre de notre balance de services, équilibre de la balance du commerce extérieur, indépendance nationale compte tenu de nos approvisionnements pétroliers. Face à ces défis, on assiste depuis six mois à une accentuation de l'hémorragie dans la flotte française après le période de stabilisation obtenue en 1982-1983 à travers le plan de consolidation : fuite vers la complaisance internationale et la complaisance nationale. »

« Le plan proposé par MM. Chirac et Guellec n'est pas à la hauteur des enjeux, poursuit-il. Il comporte quelques dispositions positives, notamment la reprise du

projet ancien de réservation des trafics sur les DOM-TOM sous réserve qu'elle soit possible au regard de nos engagements européens et internationaux. Mais ce plan fait peser une menace grave sur le statut et le régime social du marin, sans pour autant assurer la compétitivité de notre flotte. Car le sort d'une flotte dépend de sa place dans la chaîne du transport dont le navire n'est qu'un maillon. A ce titre, on peut faire au plan le grief d'être partial. »

« Certes, toute issue doit emprunter le voie de l'effort, mais elle passe par la concertation, la négociation et non la remise en cause brutale de dispositifs acceptés en leur temps par les armateurs. On peut donc d'un bon droit craindre que ce plan ne tienne dans les mémoires que comme un étalage de mesures de financement du déclin de la flotte française », conclut M. Le Pensec.

### A Nantes

#### Le chantier Dubigeon lance son dernier navire

NANTES  
de notre correspondant

La vieille cité de la duchesse Anne a vécu, vendredi 3 octobre, un événement « de portée historique » avec le lancement du Bougainville, un bâtiment de transport et de soutien de 113 mètres pour la marine nationale. Le dernier des chantiers Dubigeon, en effet, n'aura sans doute pas de petit frère.

Pour la première fois de son histoire, Dubigeon a un carnet de commandes vierge et, depuis que le chantier nantais (cinq cent quatre-vingt-dix personnes prévues à la fin de 1986) est devenu d'abord filiale d'Alstom, puis simple atelier de l'établissement nantais, sa marge de manœuvre est nulle.

Certes, il peut encore compter sur deux dragues commandées par le Mexique - actuellement en préfabrication à Saint-Nazaire - qui pourraient être montées à Nantes. Officiellement, cette promesse n'est ni démentie ni confirmée, mais le conseil d'administration d'Alstom, prévu le 9 octobre, devrait annoncer des « décisions importantes ».

Des décisions dont les Nantais d'ont pas grand-chose de bon à attendre si l'on se juge par les propos de M. Jean-Noël d'Acremont, directeur général des Chantiers de l'Atlantique. « Tout concourt, a-t-il déclaré jeudi, à l'idée que le périmètre du site de Nantes est incertaine. »

En fait, le destin du chantier était scellé dès l'automne 1985, quand la CFDT et la CGT mirent un terme à leur action après un vote des salariés qui échouait trois mois de mouvement social. Dubigeon, dont la vocation militaire était connue, ne pouvait vivre que par des commandes de sous-marins pour l'exportation. Or, non seulement celles-ci ne sont pas venues, mais un élément important du plan de charges - le phare d'Ouessant - a coulé corps et biens en mai 1986, lorsque M. Guellec a décidé d'arrêter les travaux. Un an après un beau baroud d'honneur, l'intersyndicale CFDT-CGT a été incapable de renaitre. Aussi, vendredi soir, c'est ce ordre dispersé que les deux syndicats ont timidement manifesté, dans l'indifférence générale.

YVES ROCHCONGAR.

## ENTREPRISES

### Hutchinson souhaite acheter Le Joint français

Hutchinson, la filiale caoutchouc industriel du groupe Total, a bon espoir de prendre 100 % du capital de la société Le Joint français, une filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), avant la fin de l'année, a indiqué le président d'Hutchinson, M. Yves-René Nanot, le vendredi 3 octobre. Selon lui, cette opération devrait être réalisée dès que les conditions de vente d'une filiale d'entreprises nationalisées auront été précisées par les décrets d'application de la loi du 6 août 1986 sur les privatisations. Le groupe Hutchinson (3,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985) considère que ses activités sont en grande partie complémentaires de celles du Joint français (au chiffre d'affaires de 450 millions de francs), qui fabrique des joints, mastics et diverses pièces en caoutchouc. La situation du Joint français, qui avait connu divers conflits sociaux dans les années 70, est désormais rétablie. La compagnie a dégagé 8 millions de francs de bénéfices en 1985.

### Philip Morris a trouvé un acquéreur pour Seven Up

Le fabricant américain de cigarettes Philip Morris va vendre sa filiale de boissons non alcoolisées Seven Up à un groupe d'investisseurs conduit par la firme texane Hick and Haas pour 240 millions de dollars. En janvier dernier, Philip

Morris avait décidé de céder l'ensemble des actifs de Seven Up à Pepsi Co, mais la transaction a été bloquée en vertu des lois anti-trust. Le groupe a ensuite vendu différentes filiales ou franchises à l'étranger et ses activités dans les produits alimentaires. Restait l'essentiel. Hick and Haas avait déjà racheté dans ce secteur Dr Pepper et A and W Brands Inc.

## L'immobilier déménage ?

Moi aussi

L'immobilier sur Minitel : 20 000 annonces Paris-banlieue réactualisées chaque jour.

**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

La Bourse de Paris a une nouvelle fois, cette semaine, fléchi en dents de scie, à la recherche d'un point d'équilibre qu'elle parvient de plus en plus difficilement à trouver ou à conserver. Évoluant un jour dans le sillage de Wall Street pour s'en désolidariser le lendemain, le marché a surtout analysé avec anxiété les nombreux résultats semestriels de sociétés qui ont scanné la vie de la corbeille ces jours derniers.

D'une façon générale, les espoirs des boursiers ont rarement été déçus. En annonçant une progression de 227 % de son bénéfice net au 30 juin 1986 (576 millions de francs), Lafarge-Coppée (+ 4,3 %) a confirmé le réveil du bâtiment. L'annonce par Bouygues qu'il détient déjà 10,4 % du capital de Spie-Batignolles a, de surcroît, laissé filtrer l'idée que les grandes manœuvres ne sont pas terminées dans ce secteur. Les résultats du « BTM » depuis qu'il a mis la main sur la Scieg, Bouygues procèdent dans un mois à un renforcement de ses fonds propres pour un montant de 1 milliard de francs. D'aucuns supposent que cette rentrée d'argent frais pourrait très bien financer une prise de participation plus nette du groupe dans Spie. Si Bouygues (chargé entre autres de la construction du pont de l'île de Re) a le vent en poupe, GTM Estreperes (+ 14,3 %), Dumez (+ 3,9 %) et Maisons-Pleux (+ 1,3 %) ne sont pas en reste, le sentiment d'une reprise prochaine des travaux publics, sinon du bâtiment, donne quelque vigueur à ce compartiment au moment défilé.

Dans la série des « bonnes nouvelles », les boursiers ont aussi apprécié la hausse de 50 % des résultats semestriels de la Lyonnaise des eaux, et de 20,4 % du bénéfice du groupe Docks de France. Et la fête n'est, semble-t-il, pas finie. Un spécialiste de la place confie le 3 octobre que les compagnies pétrolières (en particulier Total) pourraient afficher bientôt d'excellents résultats, hors effets de stocks, de même que Thomson-CSF. La signature par Airbus de « contrat du siècle » avec l'américain Northrop a aussi contribué au bon climat du marché, le titre Croiset (lié par ses activités à l'aérospatiale) gagnant pour sa part 7,8 %.

Occupés à étudier au cas par cas l'état de santé des sociétés cotées, les opérateurs ont ainsi peu réagi au refus de M. Mitterrand de signer les ordonnances sur le décon-

## En quête d'équilibre

page électoral. Le 14 juillet, lorsque le président de la République avait planté une première banderille dans la coléoptère, en ne signant pas les ordonnances sur la privatisation, le marché avait perdu 2,18 %. Le 2 octobre, il gagnait au contraire 0,63 %, après avoir, il est vrai, repris initialement 1,1 %.

Quant au score final à l'issue des cinq séances hebdomadaires, il s'avère légèrement négatif (- 0,1 %), les deux hausses du milieu de semaine n'ayant pu entièrement compenser les deux replis sensibles de lundi et mardi (- 1 % et - 1,38 %), ajoutés à l'effritement de vendredi (- 0,3 %).

En début de période, beaucoup de regards étaient tournés vers Washington la Communauté financière venait valablement l'annonce d'une baisse possible des taux d'intérêt par le Japon ou la RFA, en marge des réunions du FMI. Si les espoirs ont sur ce point été une nouvelle fois déçus, la publication simultanée d'indicateurs économiques médiocres pour les États-Unis a fait s'élargir la crainte d'un redémarrage de l'inflation. Wall Street s'en est mieux porté, tandis que Paris pouvait revenir à ses montons.

## Quel juste prix pour ELF ?

C'est donc l'esprit plus léger que les boursiers ont abordé les « affaires » qui donnent au marché un regain d'optimisme. Sous les lambris, on parait avec entrain de l'offre publique d'échange (OPE) lancée par M. de Benedetti — via la Carus et Pêcheur — sur les Presses de la Cité. Une contre-offensive pourrait se dessiner le 6 octobre, lorsque le titre sera de nouveau coté. Les « chalengeurs » de l'économie d'affaires italiens ont, semble-t-il, pour nom Jimmy Goldschmidt, Hachette ou Havas (via la CEP). Autant de suggestions susceptibles de donner aux opérateurs de nouvelles idées. Une bataille houleuse autour des Presses de la Cité risquerait, en effet,

d'entraîner des achats massifs de titres; ne serait-ce que pour déconcréter — par une hausse des cours — les candidats à la contre-OPE.

Autre dossier brûlant, le retour à la cotation de l'action ELF-Aquitaine a été diversement commenté. Le 1<sup>er</sup> octobre, le cours s'établissait à 320 F, soit 15 F au-dessus du prix offert par l'État. Si ce dernier, par l'intermédiaire de la charge spécialisée de la valeur ELF, n'avait pas versé (500 000 titres mercredi notamment), le cours aurait probablement été plus ferme. Dès le lendemain, alors que l'action grimpeait à 327 F, M. Pierre Joxe demandait l'annulation de la vente des actions ELF par l'État, estimant que le principe du « juste prix » n'était pas respecté. Comme c'était prévu, les boursiers n'ont pas hésité pour leur part à souscrire d'inconstitutionnalité dans le choix des pouvoirs publics (305 F par titre). « Si l'État veut intéresser les petits investisseurs à son affaire, il est normal qu'il laisse une marge de progression au capital cédé », entendaient-ils à ce moment. Pour les particuliers, cette opération prenait fin le 3 octobre. Selon quelques professionnels, la demande aurait été « particulièrement forte ».

En fin de semaine, le marché apprenait que la filiale de la banque d'affaires londonienne Morgan Grenfell, MGSI (Morgan Grenfell Securities International) venait de placer en vingt-quatre heures un portefeuille d'une trentaine de titres de sociétés françaises, pour un montant supérieur à 100 millions de dollars. Ces valeurs lui avaient été confiées par un gros fonds d'investissement international (sans doute américain). Une bonne nouvelle pour la Bourse de Paris ? Oui, et non. Cette transaction a montré que des investisseurs étrangers continuent de faire confiance aux valeurs de l'Hexagone. Mais la seule possibilité de voir s'effectuer de tels mouvements sans que les professionnels parisiens y soient associés donne à réfléchir. A quelques semaines de la grande dépréciation des marchés financiers anglais (« Big Bang »), la place française risque d'être court-circuitée par des concurrents à fort accent anglo-saxon. Au moment où la Bourse de Paris atteint une phase de maturité, il serait dommage qu'elle n'en tire pas tous les avantages.

ERIC FORTINNO.

Semaine du 29 septembre au 3 octobre

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Légère hausse

Les incertitudes relatives à l'évolution de l'économie, des taux d'intérêt et du dollar ont contenu un regain d'optimisme cette semaine à Wall Street, dans un marché modérément actif. L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des gains de 4,50 points par rapport à la clôture de vendredi dernier à 1 174,18. Celui des transports a fortement progressé en raison de la perspective d'un accroissement du trafic et des tarifs aériens. Le taux de chômage a progressé de 0,2 % en septembre, mais la réaction positive a été de courte durée vendredi à Wall Street. Les analystes ont alors attribué les prises de bénéfices à une remontée des taux d'intérêt sur le marché du crédit, basée sur la crainte que les bénéfices des entreprises américaines ne soient affectés par le marasme des affaires.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Alcoa .....	36 3/4	36 5/8
AT&T .....	23	22 1/2
Boeing .....	53 1/2	53 1/2
Chase Manhattan Bank .....	36 5/8	36 5/8
De Beers .....	79 1/2	79
Eastman Kodak .....	54 1/8	55
Exxon .....	65 3/4	67 1/2
Ford .....	32 1/2	32 7/8
General Electric .....	72 5/8	71 1/4
General Motors .....	68 1/2	68 3/4
Goodyear .....	32 1/2	33 3/4
IBM .....	135 1/2	135 1/2
ITT .....	48	49 1/8
Mobil Oil .....	36 5/8	37 5/8
Pfizer .....	58 1/4	57 3/4
Schlumberger .....	33 1/8	34 7/8
Tesoro .....	53 7/8	54 1/8
UAI Inc. .....	56 3/4	58 1/4
Union Carbide .....	28 7/8	28 7/8
US Corp. .....	25 5/8	26 1/4
Wendel .....	52 1/2	53 1/2
Xerox Corp. .....	52 3/8	51 5/8

## LONDRES

Fléchissement

La fragilité continue de la devise britannique et la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt alors que le Japon et la RFA ne prennent aucune décision, dans le sens d'un abaissement, à l'issue de la réunion annuelle du FMI à Washington, ont pesé sur les cours au London Stock Exchange. Le marché obligataire a fléchi, notamment sur les fonds d'État tandis que le secteur boursier perdait aussi un peu de terrain. Les investisseurs sont surtout axés sur la prochaine privatisation de British Gas, prévue pour le mois de décembre.

Indices « F.T. » : Industriels : 1 234,0 (contre 1 238,4) ; mines d'or : 328,6 (contre 328,3) ; fonds d'État : 82,75 (contre 83,39).

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Booth .....	390	406
Bovest .....	313	318
Brit. Petroleum .....	658	681
Chubb .....	266	266
Contrast .....	285	277
De Beers .....	740	715
Free St. Geo. (*) .....	12 3/16	143
Glan .....	945	945
Gl. Union Stores .....	14 1/8	13 7/8
Imp. Chemical .....	10 13/16	10 7/2
Shell .....	898	911
Unilever .....	17 51/64	18 19/64
Vickers .....	393	406
War Loan .....	34 7/8	34 7/8

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Bourse tendue

La Bourse de Francfort a fait bon figure cette semaine, déjouant assez bien les résultats décevants de l'assemblée annuelle du FMI. L'indice de la Commerzbank a clôturé à 2 009,9 points, soit 24,8 % de plus que la semaine dernière. L'événement de la semaine a été l'annonce, vendredi, de l'augmentation de capital de Nicolard (ordinateurs), qui propose aux actionnaires des conditions très favorables (une action au prix de 400 DM, pour six déjà détenus). Le titre a fait un bond de 12,50 DM à 736 DM, gagnant ainsi sur l'ensemble de la semaine 30 DM.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
AEG .....	309	315,08
BASF .....	274,18	275
Bayer .....	29	29,00
Commerzbank .....	315,50	319
Deutschebank .....	787	789
Hoechst .....	260	264,58
Karstadt .....	435	453
Mannesmann .....	167,50	169
Siemens .....	679,50	699,98
Volkswagen .....	477,50	486

## TOKYO

En baisse

Les cours ont plongé pendant quatre séances consécutives cette semaine à la Bourse de Tokyo, fléchissant pendant plus de 1 600 yens avant de se reprendre vendredi et samedi pour terminer à 17 606,45 yens contre 18 181,21 la semaine précédente. De son côté, l'indice général a baissé à 1 454,67 contre 1 529,81.

Les pertes ont surpris les analystes, qui s'attendaient à une reprise des achats des maisons de titres avec le début de leur nouvel exercice le 1<sup>er</sup> octobre.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Akai .....	363	348
Bridgegate .....	628	675
Canon .....	945	970
Fuji Bank .....	1 700	1 680
Honda Motor .....	1 000	1 000
Mitsubishi Electric .....	1 670	1 700
Mitsubishi Heavy .....	1 590	1 590
Sony Corp. .....	1 190	1 200
Toyota Motor .....	1 590	1 590

## Valeurs diverses

	3-10-86	Diff.
Accor .....	445	+ 1
Agence Havas .....	1 845	+ 27
Arjomari .....	2 650	+ 2
Banque .....	611	+ 7
Bis .....	452	+ 2
CGIP .....	1 193	+ 7
Club Méditerranée .....	578	+ 5
Easilon .....	3 220	+ 30
Europe 1 .....	845	+ 70
Hachette .....	2 642	+ 82
L'Alc. Liquide .....	752	+ 3
L'Oréal .....	3 515	+ 50
Navigation Mixte .....	1 980	+ 10
Nord-Est .....	1 190	+ 0,20
Sanofi .....	709	+ 21
Sis-Rosinol (1) .....	1 240	+ 40

(1) Cote de 20 F.

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	3-10-86	Diff.
Géophysique .....	295	+ 25
Indal .....	61	+ 3,10
INCO .....	89,90	+ 1,30
Michelin (1) .....	2 670	+ 40
Min. Penarroya .....	39	+ 8,80
RTZ .....	62	+ 1,50
ZCT .....	1,38	+ 0,01

(1) Droit 320.

## Bâtiment, travaux publics

	3-10-86	Diff.
Auxil. d'entrepr. .....	1 645	+ 5
Bouygues .....	1 418	+ 29
Ciments Français .....	711,2	+ 27
Dumez .....	1 858	+ 69
GTM .....	545	+ 68
J. Lefebvre .....	980	+ 15
Lafarge .....	1 445	+ 60
Maisons-Pleux .....	238	+ 3
Poliet et Chausson .....	1 645	+ 84
SCRE .....	421,20	+ 16,90
SGE-SB .....	81	+ 16,90

## Mines d'or, diamants

	3-10-86	Diff.
Anglo-American .....	98,90	+ 1,70
Ansoold .....	529	+ 3
Bul. Gold M. .....	142	+ 16,90
De Beers .....	48,10	+ 1,40
Dynel Cons. .....	110	+ 0,50
Gencon .....	92,90	+ 4,80
Gold Field .....	56,30	+ 3,30
Harmony .....	83,10	+ 0,40
Randfontein .....	697	+ 8
Sain-Helens .....	97,20	+ 4,30
Western Deep .....	274	+ 16

## Banques, assurances

	3-10-86	Diff.
Bail Équipement .....	480	+ 18
Banque (Cie) .....	1 155	+ 29
Cetelem .....	1 330	+ 49
Chargem SA .....	1 315	+ 11
CFI .....	1 330	+ 15
CFI .....	522	+ 6
Eurofin .....	3 245	+ 155
Héfin (La) .....	788	+ 7
Im. P. Moezan .....	810	+ 10
Locafin .....	648	+ 25
Locafin .....	1 180	+ 25
Midi .....	1 368	+ 34
Midland Bank .....	517	+ 34
O.P.P. .....	1 470	+ 40
Paris, de réac. .....	821	+ 39
Parifin .....	1 678	+ 22
Schneider .....	622	+ 5
UCB .....	655	+ 29

## Pétroles

	3-10-86	Diff.
Elf-Aquitaine .....	324,50	+ 16
Esso .....	493	+ 21
Exxon .....	449,50	+ 8
Francep .....	339	+ 3
Pétrofin .....	1 480	+ 50
Pétrofin B.P. .....	145	+ 3
Primegas .....	546	+ 11
Raffinage .....	278	+ 2
Royal Dutch .....	584	+ 5
Sogehap .....	431	+ 6
Total .....	460	+ 17

## Empain-Schneider : la « raffinerie » simplifiée

La simplification des structures du groupe Empain-Schneider, souvent qualifié de « raffinerie » tant était complexe le réseau des participations et holdings, arrive à son terme. Est créé un holding de tête qui résultera de l'absorption de la SPEP (Société par actions d'études et de participations) par la SOPINFI (Société par actions d'industrialisation et de participations) et qui prendra le nom de Société par actions d'industrialisation et de participations (SIPA). Des assemblées générales d'actionnaires prévues en décembre se prononceront sur la parité d'échange offerte (neuf actions SPEP contre dix actions SOPINFI) et sur la possibilité d'émissions obligataires (obligations remboursables en actions et obligations avec bons de souscriptions d'actions).

La nouvelle SPEP comptera quatre actionnaires principaux : le groupe AXA et Paribas (un des holdings du groupe Bruxelles-Lambert) pour 20 % environ chacun, les AGF (Assurances générales de France) et Paribas pour 5 % environ chacun, leurs parts pouvant élever à 10 % les deux prochains augmentations de capital. Le participation de la Financière Empain, jusque-là actionnaire à 12 % de la SPEP absorbée, sera diluée dans la reste du capital réparti dans le public.

Ce nouveau holding de tête pèse dans l'immédiat 1,5 milliard de francs, mais il est envisagé d'augmenter sa surface financière par des appels au public. Il détiendra de façon majoritaire deux participations. D'une part, la FAGAZ, société qui ressemble tous les actifs belges du groupe.

D'autre part, Jeumont-Industrie, holding intermédiaire, qui aura en portefeuille deux catégories de participations. Il aura en charge d'un côté la diversification dans les services (c'est lui qui recueillera la participation, les 7,2 % détenus jusque-là par la SPEP dans le capital de la Société internationale de banque contrôlée par Bruxelles-Lambert), de l'autre, et majoritairement, le « grand Schneider » issu de l'autre simplification de structure décidée par M. Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider SA.

Le « grand Schneider » résulte de l'absorption par Schneider SA de la SODIF (Société de développement et d'investissement) et de la CFDE (Compagnie financière de développement des entreprises). Aux assemblées générales des actionnaires qui se réuniront en décembre prochain seront proposés des échanges d'actions sur la base de trois actions Schneider SA contre quatre actions CFDE et huit actions Schneider SA contre trois actions SODIF. A l'issue de l'absorption, le capital de Schneider SA atteindra 900 millions de francs et les fonds propres environ 1,5 milliard de francs. Il sera alors demandé aux actionnaires de Schneider SA d'autoriser une augmentation de capital pour le porter à un montant maximum de 2 milliards de francs et une émission d'obligations remboursables en actions et d'obligations avec bons de souscriptions d'actions.

C'est ce « grand Schneider » qui regroupera les trois ensembles industriels que sont Jeumont-

Schneider (transport, énergie, téléphonie) détenu à 100 %, Spie-Batignolles (bâtiment, travaux publics) détenu à 57 % et Merlin-Gérin (appareillage et équipements électriques) détenu à 44 %.

M. Pineau-Valencienne estime qu'il est ainsi parvenu à l'aboutissement des efforts qu'il a entrepris depuis plusieurs années, pour faire d'un groupe « fruit de fusions successives et de rapprochements de grandes familles, un véritable système capitaliste ». « J'ai réduit l'autocontrôle à zéro », affirme-t-il aujourd'hui. « C'était mon premier objectif ».

Le second — constituer un « véritable système capitaliste » capable de couvrir le développement des entreprises industrielles du groupe — est en passe d'être atteint avec l'arrivée de partenaires qui « pèsent lourd » en termes financiers.

Ces nouvelles structures permettront en tout cas à M. Pineau-Valencienne de mieux résister aux attaques extérieures dont son groupe a fait l'objet récemment : celle de la Navigation Mixte, le groupe de M. Fournier qui détient aujourd'hui plus de 10 % de Schneider SA sans compter ses participations dans les holdings de tête, celle de Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires (filiale à 65 % de la Compagnie générale d'électricité et à 35 % du Commissariat à l'énergie atomique et qui a acquis 12,55 % de Schneider SA), celle, enfin, de Bouygues qui vient de racheter 10,04 % de Spie-Batignolles...

CLAIRE BLANDIN.

## Alimentation

	3-10-86	Diff.
Béghin-Say .....	516	+ 7
Bouffier .....	2 152	+ 12
BSN G.-Dunnes .....	4 152	+ 45
Carrefour .....	3 465	+ 55
Chico .....	2 199	+ 144
Eurocristal .....	2 850	+ 250
Eurocristal et Gasc .....	1 168	+ 3
Euromercé .....	1 331	+ 39
Euromercé .....	2 169	+ 35
Euromercé .....	34 990	+ 1 690
Euromercé .....	705	+ 8
Euromercé .....	750	+ 1
Euromercé .....	790	+ 20
Euromercé .....	5 100	+ 70

(1) Coupon de 22 F.

## Matériel électrique

	3-10-86	Diff.
Alstom-Atlantique .....	330	+ 5
IT-Alcatel .....	1 855	+ 125
Crouzet .....	284	+ 14,50
Général des Eaux .....	1 345	+ 20
IBM .....	1 067	+ 20
Interchange (1) .....	1 698	+ 79
ITT (2) .....	325,20	+ 6,60
Legrand .....	4 470	+ 130
Lyonnais des Eaux .....	1 348	+ 3
Matra .....	728	+ 47
Merlin-Gérin .....	2 750	+ 290
Moteurs Leroy-Somer .....	890	+ 1
Moulinex .....	66,90	+ 6,20
PM Leblond .....	728	+ 1
Radiorécepteur .....	949	+ 46
SEB .....	564	+ 25
Siemens .....	2 275	+ 38
Schneider .....	1 067	+ 130
Signaux .....	518	+ 22
Télécom. Électrique .....	2 850	+ 15
Thomson-CSF .....	1 525	+ 75

(1) Coupon 1,40 F.

(2) Coupon 21.

## Métallurgie

	3-10-86	Diff.
Alpi .....	434	+ 6
Arvos Dusseldorf .....	1 120	+ 5
Chico .....	63,50	+ 5
De Dietrich .....	1 639	+ 89
FACOM .....	1 469	+ 25
La Redoute .....	420	+ 7
Martini Wendel .....	3 378	+ 35
Peugeot SA .....	1 123	+ 19
Poelain .....	42,60	+ 3,60
Sagum .....	3 821	+ 38
Schneider .....	336	+ 28
Vallo .....	641	+ 3
Vallourec .....	105,90	+ 9,90

Valeurs à revenu fixe

LE VOLUME DES TRANSACTIONS		
	29 sept.	30 sept.
RM .....	1 070 317	1 066 88
Comptant		
R. et obt.	6 867 857	7 687 66
Actions	226 624	287 31
Total .....	8 164 808	9 041 88
INDICES QUOTIDIENS (en 100)		
Françaises	146	144,5
Etrangères	112,4	111,5
COMPAGNIE DES		
(base 100, 3-10-86)		
Tendance .	384,2	379,5



# Crédits, changes, grands marchés

## L'EUROMARCHÉ

### Sur écoutes

La confiance dans la parole donnée — ainsi qu'en atteste la devise « Dictum meum pectus » qui s'inscrit en exergue sur le fronton de la Bourse de Londres et qui de tout temps a régi les rapports dans la City londonienne — est en train de perdre sa signification. L'enregistrement automatique de toutes les conversations téléphoniques au moyen de systèmes extrêmement perfectionnés s'étend rapidement dans toutes les grandes banques et institutions ayant élu domicile dans la capitale britannique.

La raison à la base d'un changement radical par rapport à une longue tradition qui privilégiait le verbe au détriment du droit romain et des contrats américains, état d'esprit dans la ligne d'un pays doté d'une Constitution non écrite, tient à l'afflux des banques étrangères à Londres dans le sillage du « Big Bang », conséquence lumineuse de l'internationalisation et de la globalisation de tous les grands marchés des capitaux. Cela a entraîné une augmentation phénoménale du nombre de transactions journalières dans un marché qui tend à fonctionner vingt-quatre heures par jour, a accru la rapidité à laquelle elles sont effectuées dans un environnement rendu de plus en plus volatile par la multiplicité et la diversité des participants et des instruments.

Pour éviter les erreurs inévitables, encore que leur nombre demeure faible, et pour rendre plus difficiles les opérations individuelles auxquelles se livrent de temps à autre des courtiers plus soucieux d'eux-mêmes que des équilibres les employant, un quart des 300 plus grandes banques opérant dans la City ont maintenant installé des équipements permettant d'enregistrer en permanence toutes les conversations téléphoniques. Comme la totalité des transactions s'effec-

tuent par téléphone, ce sont donc tous les marchés qui sont ainsi mis sous surveillance, l'obligatoire tout comme ceux des actions, des changes, des matières premières, des produits commerciaux et des instruments financiers à terme.

Toutefois, délibérément le dos à la devise « My word is my bond », la très britannique maison Alexander Leasing & Cruickshank Gilts Ltd a adressé à ses clients une lettre les informant que, « par suite des changements intervenant sur le marché et de l'augmentation du chiffre d'affaires attendu à partir de la fin d'octobre (la date du « Big Bang » est fixée au 27 octobre), nous avons décidé d'enregistrer toutes les conversations téléphoniques ». Les bureaux à Londres de la banque allemande Westdeutsche Landesbank ont, de leur côté, annoncé à leur clientèle « qu'ils étaient en voie d'installer des enregistreurs dans la salle de transactions et dans les départements recevant les instructions des clients, et qu'ils espéraient que ceux-ci accepteraient cette décision ».

Cela ne fait évidemment pas l'affaire de tout le monde. Les chasseurs de primes, en particulier, dont le négoce est extrêmement rentable, devront dorénavant renoncer à débancher en téléphonant sur le lieu de travail et appeler les candidats potentiels à leur domicile, le soir ou très tôt le matin. En revanche, Dictaphone, avec son équipement Veritrac qui peut s'accommoder de 60 lignes de téléphone, et Philips, qui assure que la quatrième génération de son système peut enregistrer simultanément jusqu'à 44 lignes, se frottent les mains. « Avec confiance dans la parole donnée aussi longtemps qu'elle est enregistrée », est un slogan qui ne devrait pas tarder à fleurir dans les publicités des firmes spécialisées.

### Les retombées dangereuses du FMI

Les Allemands sont-ils des génies ou les autres pays européens sont-ils stupides ? C'est la question que se posent les banquiers internationaux revenant des Etats-Unis après l'assemblée du FMI. Cette dernière assemblée a fait l'effet d'une partie de bras de fer entre Washington et Bonn. Refusant de se plier au vœu américain de voir les taux d'intérêt abaissés en Allemagne, les Allemands sont parvenus à convaincre les Européens de défendre les parités existantes, fit-ce au prix de leurs propres réserves en devises, afin que Bonn n'ait pas à réduire ses taux d'intérêt à court terme. Or ce sont eux qui, parce que trop élevés, mettent à mal le dollar et les autres devises européennes.

Dans ces conditions, était-il raisonnable pour les banques centrales anglaises, françaises et italiennes, par exemple, d'intervenir sur les marchés des changes en vendant des deutschemarks afin d'éviter que la devise allemande ne se révalue davantage ? Cela n'empêchera pas les monnaies concernées de se dévaluer encore plus vis-à-vis du deutschemark parce que chacun est au fait de cette situation actuelle. Un réajustement au sein du SME est d'ores et déjà prévisible — et tout ça pour satisfaire l'orgueil germanique alors que rien ne semble indiquer, bien au contraire, que la croissance économique allemande est excessive.

Autre facteur d'inquiétude pour les enro-banquiers présents à Washington : la manière dont a été traité le problème de la dette extérieure mexicaine. Les banques commerciales internationales, littéralement violées par les Mexicains avec la bénédiction des autorités monétaires présentes dans la capitale américaine, ont accepté de prêter une dizaine de milliards de dollars supplémentaires à Mexico et de rééchelonner à nouveau une grande partie de la dette existante. Tout cela n'aura pour effet que de décourager davantage les eurobanquiers de s'intéresser au sort de l'Amérique latine, et par voie de conséquence aux autres pays en voie de développement.

L'avantage provisoirement acquis par les Mexicains pourrait fort bien se retourner contre eux. En tout état de cause, ce petit jeu ne leur offre pas de chances de se renouveler. Si le Mexique a peu à perdre, encore que sa situation de pays exportateur de pétrole l'enferme dans des limites fragiles, les deux autres principaux débiteurs d'Amérique latine, Venezuela et Brésil, feraient bien de se méfier d'une attitude jugée comme trop « arrogante », d'autant plus qu'ils ne bénéficient d'une frontière commune avec les Etats-Unis. Comment le Brésil, pour ne citer que lui, peut-il se montrer si cavalier à l'égard de ses créanciers alors que son commerce extérieur enregistre un excédent de l'ordre de 12 à 14 milliards de dollars ? Ce n'est pas la faute des eurobanquiers si le Brésil gaspille son argent en dépenses inutiles, en commissions corruptrices et en transferts plus ou moins illicites de capitaux à Miami.

Bien au-delà de considérations d'appeler mesquines, l'abaissement concomitant des marges (spread ou margin), c'est-à-dire du bénéfice des banques par rapport au niveau de leur refinancement dans les devises intéressées, rend impossible l'accumulation d'intérêts suffisants à compenser toute perte en principal. Or c'est là que réside le fond du problème.

Les pays latino-américains vont de plus en plus refuser de rembourser leurs emprunts sous prétexte que les intérêts qu'ils ont versés, au cours des ans, non seulement ont permis de servir leur dette, mais aussi de repayer le principal. Les eurobanquiers ne partagent pas cette opinion. La diminution des taux d'intérêt sur les prêts concernés, a été si forte au cours des dernières années qu'il ne reste pour beaucoup de ces yeux pour pleurer. La situation financière précaire d'un nombre croissant de banques commerciales l'atteste.

CHRISTOPHER HUGHES.

## LES DEVISES ET L'OR

### Attaques sur la livre sterling et le dollar

Rien ne va plus pour la livre sterling, victime de fortes attaques sur les marchés des changes, et qui a dû être vigoureusement soutenue, non seulement par la Banque d'Angleterre, mais aussi, fait nouveau, par la Banque fédérale d'Allemagne. Le dollar, lui, après un fléchissement initial, puis une légère reprise, a commencé à glisser, passant à nouveau la barre des 2 DM, face à un deutschemark dont la trop bonne santé provoque des tensions au sein du système monétaire européen, notamment en ce qui concerne les Français.

La livre sterling, donc, est en mauvaise posture. Comme nous l'indiquions la semaine dernière, le déficit croissant de la balance commerciale britannique (un record en mois d'août), celui de la balance des paiements, les perspectives peu riantes du marché du pétrole et l'assomoir du Parti travailliste.

Mardi, la Banque d'Angleterre rendit publique une baisse de 372 millions de dollars de ses réserves de devises. Ces dernières avaient bien augmenté de 3,5 milliards de dollars en septembre, pour atteindre 22,4 milliards, mais il fallait tenir compte des 4 milliards de dollars reçus ce même mois au titre de l'emprunt international de 4 milliards de dollars contracté par la Grande-Bretagne. Cette baisse des réserves qui, au surplus, ne tenait pas compte des pertes subies ces derniers jours, provoqua un nouvel effondrement de la livre. Tombée, en fin de semaine, à son plus bas cours historique vis-à-vis du deutschemark, à 2,8850 DM, et battant son record de baisse de moyenne pondérée vis-à-vis de toutes les devises.

La Banque d'Angleterre a dû à nouveau puiser dans ses réserves pour défendre sa monnaie, aidée, fort curieusement, par la Banque fédérale d'Allemagne, très active toute cette semaine, ce qui fait naître des rumeurs selon lesquelles la Grande-Bretagne serait devenue de facto un membre du Système monétaire européen pour une durée expérimentale de trois mois. Officiellement, ni confirmation, ni démenti, bien entendu. Toutefois, les milieux bien informés avancent qu'à

Washington, la semaine dernière, un accord aurait pu être conclu entre la Grande-Bretagne et la RFA pour harmoniser les politiques. Auparavant, la Banque d'Angleterre vendait des dollars pour empêcher la livre de baisser, tandis que la Bundesbank en achetait pour freiner la chute du billet vert. Depuis mardi dernier, les deux banques centrales vendent du deutschemark pour essayer de stopper la hausse de la monnaie allemande.

Cette hausse, enrayée un moment par l'espoir, un peu fou, d'un accord lors de la réunion du groupe des Cinq à Washington, marquée en réalité par un échec, reprendra lundi aux dépens du dollar, dont la glissade apparaissait inévitable. On attendait, en outre, les résultats du commerce extérieur des Etats-Unis pour le mois d'août. Les pessimistes prévoyaient un déficit allant jusqu'à 21 milliards de dollars, contre 18 milliards en août (nouveau record historique). Les optimistes anticipaient 15 ou 16 milliards. Pour limiter les dégâts, la Bundesbank intervenait. Miracle ! Ce fut 13 milliards de dollars, un recul de 4 milliards de dollars pour le déficit. Du coup les marchés des changes se trouvaient pris à contrepied et le dollar remonta partout, car ce recul spectaculaire pouvait amorcer un reflux de l'énorme déficit commercial américain, tant attendu et postulé par le Fonds monétaire international, pour 1987 il est vrai. L'enthousiasme retomba un peu lorsque l'on réalisa que le recul était dû essentiellement aux importations (- 15,6 %) et pas du tout aux exportations, en baisse de 0,4 %.

Relevons toutefois que, selon trois études américaines, l'Allemagne et le Japon ne sont pas les seuls responsables du déficit américain. Il faut ajouter le Canada, le Mexique et des pays asiatiques comme la Corée du Sud dont les monnaies n'ont guère varié par rapport au dollar. Au total, par rapport à août trente et une monnaies, le billet vert n'aurait baissé que de 6 %.

En fin de semaine, en tout cas, la devise des Etats-Unis faisait preuve, à nouveau, de faiblesse, sur l'annonce d'une progression du chô-

mage aux Etats-Unis à 7 % (+ 0,2 %). Cette progression, pour les marchés, signifie deux choses : la première est que l'économie américaine n'est toujours pas en reprise, la seconde est que les taux ne risquent pas de remonter dans l'immédiat, et même qu'ils pourraient encore baisser outre-Atlantique, deux facteurs baissiers pour le dollar. Vendredi soir, le billet vert était retombé en dessous de 2 DM et de 6,55 F. In extremis, on apprenait que, selon M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, on devait intervenir pour stopper le recul du billet vert susceptible de relancer l'inflation. On en pense M. James Baker, secrétaire au Trésor, qui, au cours de la session du Fonds monétaire cette semaine, tout en s'abstenant de nouvelles déclarations fracassantes, n'en a pas moins réaffirmé qu'il jugeait « inacceptable » le déficit des échanges américains avec le Japon et la RFA, un nouveau repli du dollar pouvant s'avérer nécessaire, couplé avec une relance dans ces deux derniers pays ? M. Gérard Stoltenberg, ministre allemand des finances, a calmement mais fermement répondu que l'excédent commercial de son pays allait fortement diminuer en 1987, presque de moitié, à-t-il hasardé.

En Europe, le regain de fermeté du deutschemark a soumis le Système monétaire à de nouvelles tensions. La Banque du Danemark et la Banque de France ont dû, à nouveau, défendre leur monnaie. A Paris, l'institut d'émission bloque toujours le cours du deutschemark à 3,2760 F. Il lui en a coûté environ 1,5 milliard de deutschemarks pour la semaine, dont la majeure partie à la veille de week-end. Les rumeurs d'un réajustement du SME recommencent à courir. Notons toutefois qu'il paraît difficile au gouvernement allemand de faire quoi que ce soit avant les élections législatives de janvier prochain.

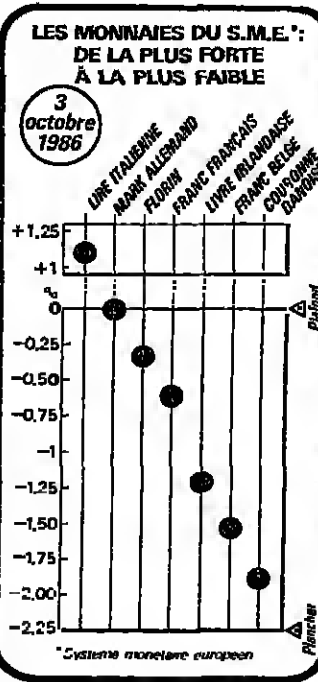
FRANÇOIS RENARD.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	66L	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	1,485	15,285	61,765	24,751	2,4164	42,314	8,974	
New-York	1,436	14,935	60,316	48,898	2,3574	43,256	8,979	
Paris	5,428	6,580	46,135	327,49	15,869	289,81	4,791	
Bruxelles	3,640	6,690	46,135	327,49	15,726	289,57	4,734	
Zurich	2,331	2,619	24,765	—	4,2716	3,915	1,713	
Frankfurt	3,816	1,976	38,332	113,34	—	4,278	88,498	1,471
Bratislava	2,9364	2,0458	30,5451	123,34	—	4,2808	88,4516	1,4451
Bonn	30,6232	41,39	6,3287	25,563	207,26	—	18,3425	2,9991
Bruxelles	48,9151	42,43	6,3361	25,5850	207,43	—	18,3478	2,9979
Amsterdam	2,338	2,338	34,941	123,37	112,59	5,4317	—	1,2351
Milan	1,947,89	1,138	211,91	852,37	691,03	33,3413	611,56	—
Tokyo	221,62	153,85	23,2995	95,8278	77,0085	3,7770	68,1905	6,1114
	221,50	154,25	23,0396	93,8336	75,4279	3,6363	66,7171	6,1598

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 26 septembre, 4,2508 F contre 4,3404 F le vendredi 3 octobre.



## LES MATIÈRES PREMIÈRES

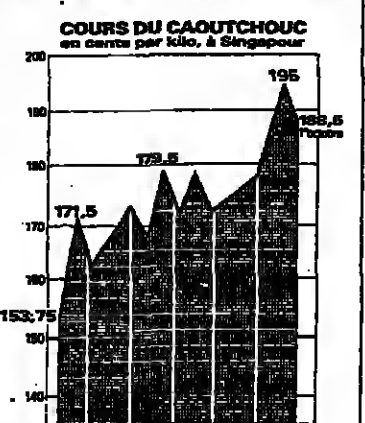
### Le sursaut du caoutchouc

Les cours du caoutchouc à Singapour ont connu ces derniers mois une sensible progression, de 153 cents par kilo début avril à 188 cents le 2 octobre (après une pointe à 195 cents en septembre). A cette date, le prix indicateur de l'INRO (organisation internationale du caoutchouc naturel), calculé sur les cinq dernières séances de Bourse à Kuala-Lumpur et à Singapour, s'établissait à 200,5 cents malaisiens. Du jamais vu depuis deux ans et demi. En 1985, le stock régulateur de l'INRO parvenait à peine, malgré ses achats de soutien, à défendre le plancher de 171 cents fixé par l'accord international, qui doit être renégocié à Genève à compter du 6 octobre. La plupart des experts estiment dès lors que 1986 serait une mauvaise année pour le caoutchouc, compte tenu du déséquilibre entre une production

croissante et une demande en stagnation. Le redressement des cours, à leur plus haut niveau depuis deux ans et demi, traduit de fortes tensions sur l'offre des pays asiatiques. A peine passée la période d'hiverage (de février à avril), pendant laquelle les hévées ne sont plus saignées, les plantations de Malaisie ont subi de graves intempéries, retardant la reprise de l'exploitation. Cet hiverage « forcé » a entraîné une chute de 1,9 % de la production dans la péninsule qui n'atteignait au premier semestre que 696 202 tonnes. Dans le même temps, Kuala-Lumpur a dû en revanche faire face à un réveil de la demande et puiser dans ses stocks. Ses exportations de gomme atteignent en effet, le 30 juin, 741 420 tonnes. La relance de la consommation, assez nette au Japon, en Corée, à Taiwan et en Chine, a aussi coïncidé avec les difficultés rencontrées par la Thaïlande et l'Indonésie pour honorer leurs livraisons. Touchés à leur tour par le mauvais temps, ces pays sont actuellement contraints de demander des délais supplémentaires à leurs clients pour acheminer le caoutchouc.

En Europe de l'Ouest, le léger mieux dont bénéficie l'industrie automobile s'accompagne d'un accroissement, certes limité, de la production de pneus. En temps normal, les prix n'auraient réagi que faiblement à ce redémarrage encore modeste. Mais les stocks de gomme chez la plupart des fabricants de pneumatiques sont tombés tellement bas l'été dernier (parfois moins d'une semaine de consommation !) que la filière du caoutchouc s'est retendue à la première alerte : ne disposant pas de matière première dans leurs entrepôts, les producteurs de pneus se sont tournés vers les plantations, au moment où celles-ci ne pouvaient répondre sur-le-champ à leurs besoins. Ceux qui avaient

« joué » le caoutchouc à la baisse ont de surcroît racheté leurs positions, accélérant le raffermissement des prix. Selon les professionnels, la consommation de caoutchouc naturel devrait à nouveau progresser au second semestre, en particulier aux Etats-Unis, dans le secteur des pneus « poids lourds », à carrosserie radiale. Grâce à ses qualités d'adhérence au métal, le « naturel » repasse ici du terrain face au synthétique. Celui-ci ne représente plus



« que » 67 % des utilisations totales de gomme, contre 70,3 % à son apogée, en 1978. Si le caoutchouc étend son emprise aux immenses pour les protéger des secousses telluriques, cet usage statique ne sera jamais que marginal. Des foudres sont toutefois menées pour placer des patins de gomme sous les fondations des maisons, sous les rails et les ponts, dans le bitume aussi, pour stabiliser les chaussées. L'automobile, débouché principal de cette matière première, illustre en revanche la maxime d'origine, suivant laquelle « tout ce qui bouge a besoin de caoutchouc ».

ERIC FOTTORINO.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### La déprime

Il y a peut-être un potentiel de baisse des taux en Europe, comme l'affirment la semaine dernière, M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor, devant les analystes financiers, mais, pour l'instant, rien n'apparaît à l'horizon, bien au contraire. Sans doute, comme l'évoquait M. Lebègue, reprenant les propos de M. Balladur et répondant, par avance, aux interrogations des milieux financiers métropolitains, la France, qui a bien besoin d'une nouvelle baisse des taux, ne peut faire cavalier seul. Elle est, comme chacun sait, accrochée à l'Allemagne et, au surplus, toute décision unilatérale lui est interdite totalement par la situation du franc, que la Banque de France doit soutenir à bout de bras face à un deutschemark trop fort (voir la rubrique « Les devises et l'or »).

Par ailleurs, la Banque fédérale d'Allemagne se refuse énergiquement à abaisser ses taux, son président, l'intraitable Karl Otto Poehl allant jusqu'à affirmer que, s'il était logique avec lui-même, c'est-à-dire avec les critères de la banque, il relèverait les taux, pour éviter les surchauffes et la reprise de l'inflation outre-Rhin. Il fallait donc être bien content de voir la Bundesbank observer le statu quo. Mais, en réalité, les taux d'intérêt ont tendance à monter en Allemagne, comme en témoignent les conditions du dernier emprunt fédéral, 4 milliards de deutschemarks à douze ans, dont le taux nominal représentait à un peu plus de 6 %, après le fléchissement en dessous de cette barre observé précédemment.

Sans doute, bien des banquiers en Allemagne affirment qu'à son heure,

à l'abri des pressions dont elle a besoin, la Bundesbank se résignera à réduire ses taux. M. Walter Seipp, président de la Commerzbank, l'un des trois grands d'outre-Rhin, pense qu'une telle mesure, d'ici un mois, demeure « tout à fait possible », ajoutant qu'il était prêt à engager un pari à ce sujet. Il ajoutait aussi que moins on en parlait, plus on aurait de chances d'amadouer la Bundesbank : il ne faut jamais faire perdre la face à un partenaire. Si un spécialiste comme M. Lebègue, directeur du Trésor, entretient encore une baisse des taux, d'autres, en Allemagne, voient tout le contraire, estimant qu'on est arrivé à la fin du cycle déflationniste et que le loyer de l'argent ne peut que remonter.

Tous ces éléments font qu'à Paris une certaine déprime règne maintenant. Sur le MATIF, les cours sont remontés, de 112,25 à 111,60 sur l'échéance décembre, et les rendements se sont un peu tendus, atteignant 8 % sur certains emprunts d'Etat précédemment émis, comme le 9,80 %, par exemple, qui fait partie du « gisement » du MATIF. Par ailleurs, les investisseurs institutionnels sont très partagés : les uns redoutent un redémarrage des taux à la hausse l'année prochaine, réduisant des emprunts à taux variables que leur refusent les emprunteurs, les autres assurant qu'une ultime baisse des taux est encore à prévoir et tiennent ferme aux emprunts à taux fixe, dont les cours se valorisent, un le sait, lorsque le loyer de l'argent à long terme diminue.

En attendant, dans cette ambiance morose, l'émission jeudi de 5 milliards de francs d'obliga-

tions assimilables par le Trésor, qui poursuit imperturbablement ses adjudications mensuelles, a été accueillie avec un enthousiasme très modéré, dénotant même un petit peu de déprime. Son taux moyen de 7,70 %, est vrai, se compare avec faveur à celui de 8 % évoqué précédemment. Quant à l'emprunt EDF lancé la semaine dernière, il risque d'être, lui, très fraîchement accueilli, avec ses 8 % de taux nominal et ses 8,05 % de rendement brut, sur la tranche de 2 milliards de francs à taux fixe. Il y a bien deux autres tranches (2 milliards au total) à taux variable, mais elles font l'objet d'un placement privé, auprès d'investisseurs institutionnels, et le marché n'en verra pas le moindre titre. En ce qui concerne les emprunts antérieurs, pris dans la « glu », le chef de file distille celui de la BEI, et les souscripteurs à celui de la CAECL sont solidement « collés » pour une bonne part.

Notons enfin que, selon les statistiques de l'IGF, l'encours des SICAV court terme a augmenté de 6,6 milliards de francs en septembre 1986, contre 19,9 milliards de francs en août et 10,1 milliards de francs en juillet. Compte tenu d'une augmentation de 1 milliard de francs pour la valeur liquidation des actifs, la progression réelle a été de 5,6 milliards de francs. Cette progression, en brut, a été de 1,7 milliard de francs pour le groupe Caisse des dépôts-Caisse d'épargne, de 1,3 milliard pour le Crédit agricole (46 milliards d'en-cours total) avec 14,68 % du marché, 1,4 milliard pour la BNP et 1,1 pour le groupe du CIC.

F. R.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Proche-Orient : 52 % des israéliens refusent une négociation avec l'O.L.P. 3 Diplomatie : les sanctions américaines contre Pretoria. — La session du Conseil de sécurité des Nations unies.	4 Les socialistes seront privés de trois sièges au Sénat pour la représentation des Français de l'étranger. — Rêgion de tension en Nouvelle-Calédonie. — La préparation du congrès du MRG.	6 Ouverture d'une information contre X... après l'assassinat de Glenn Souham. 7 Médecine : la chasse au « Gaspé ». — Échecs : encore l'incertitude. 8 Le voyage de Jean-Paul II en France. — Sports.	9 Théâtre : l'Amuse-gueule, de Gérard Lauzier, au Palais-Royal. — Musique : la polyphonie des Dong à Chaillot. — Danse : Assaf, de Dominique Bagouet, à Montpellier et à Créteil. 11 Communication.	13 La déréglementation aérienne aux États-Unis. — MM. Bergeron et Meire renouvent le CGT à son isolement. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet ..... 11 Météorologie ..... 11 Mots croisés ..... 11 Programmes des spectacles ..... 10

## Le président de la République accueille Jean-Paul II

## « Refuser la domination du crime et de la haine »

LYON  
de notre envoyé spécial

Jean-Paul II a été accueilli à l'aéroport de Lyon-Satolas par le président de la République, M. François Mitterrand, par M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, et par les autorités locales et régionales, ainsi que par le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, et le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, et par Mgr Villet, président de la Conférence des évêques de France.

Dans son allocution d'accueil, le président de la République a déclaré au pape : « De nouveau, la France vous accueille avec joie et respect dans sa diversité de croyances et de convictions. Notre peuple vous envoie ses vœux de réussite pour vous les noms de ces villes, de ces quartiers ou de ces villages où se raconte son passé, où se vit sa continuité : Lyon, la Croix-Rousse, Gerland, Fourvière, le Prado, Taité, Paray-le-Monial, Ars, Anancy. » Ce sont des noms, ajoute le président de la République, que je ne puis moi-même prononcer sans en retenir la

force et la beauté. Ce sont autant d'étapes spirituelles que les catholiques accomplissent avec vous dans l'union de leur foi. Soyez le bienvenu.

« A l'heure où dans tant et trop d'endroits du monde déferle la violence, poursuit M. Mitterrand, où trop d'êtres humains continuent d'être la proie de la nature, de l'injustice des privilèges, des folies de l'intolérance, où l'on fait bon marché des droits et de la dignité de la personne ; à l'heure où le terrorisme — et la France n'est pas épargnée — frappe, n'est-ce pas l'heure aussi d'affirmer plus hautement que jamais notre résolution de servir les valeurs de civilisation qui donnent un sens à notre vie et de refuser sans partage la domination du crime et de la haine. La paix, Très Saint Père, est-il un autre objet à nos recherches, à nos travaux ? La paix des cœurs, certes, la paix entre les peuples, la paix matérielle. Des hommes responsables de haute compétence, d'autorité et de bon vouloir se rassemblent en vous ce soir. D'eux dépend la paix du monde. Et votre voix, Saint Père, pendant ces quelques jours en

France, ailleurs aussi, portera loin pour que gagne enfin la cause des hommes.

Répondant à l'allocution d'accueil du président de la République, le pape a exprimé sa « joie » de venir pour la troisième fois en France : « Il faut croire que la France occupe une position particulière de proximité puisque j'ai la joie d'y venir pour la troisième fois. Aujourd'hui, l'occasion de ma présence est l'hommage à rendre à plusieurs grands saints et à la visite à certains lieux de pèlerinage. Ce sont là des gestes propres à ma mission spirituelle.

« Mon discours ne pourra pas être les efforts courageux à entreprendre, ajoute le pape, les valeurs morales à promouvoir ou à rétablir. La voie du bonheur et du bien n'est pas la voie facile. Ceux qui ont une responsabilité dans la société le savent bien. Mais l'essentiel est de donner le goût du bien, le ressort de l'amour, la joie de la paix, l'espérance. Et le souhait que mon itinéraire spirituel à Lyon, à Taité, à Paray-le-Monial, à Ars, à Anancy, y contribue grâce à l'accueil du peuple de France. »

H. T.

## URSS

## Souvenez-vous de Daniloff !

Les « organes » soviétiques ont-ils pris goût aux méthodes utilisées à l'égard du journaliste américain Nicholas Daniloff, arrêté dans un parc où un citoyen soviétique lui avait fixé un rendez-vous ? Un autre correspondant occidental à Moscou, M. Michael McIvor, de la chaîne radio canadienne CBC, a reçu, le vendredi 3 octobre, un appel téléphonique d'un Soviétique, qui, tout en refusant de donner son nom, réclamait avec insistance de le rencontrer dans la rue.

Le correspondant, échaudé par l'expérience de M. Daniloff, envoya sa secrétaire-interprète (soviétique, comme il est de règle pour tous les correspondants occidentaux à Moscou).

A peine cette dernière avait-elle rencontré l'inconnu, à proximité du « ghetto » pour étrangers

où est situé le bureau de la radio canadienne, que plusieurs policiers en civil se précipitèrent sur elle, et l'emmenèrent à un poste de la milice, où, selon l'interprète soviétique, on lui aurait demandé si elle avait entendu parler de l'affaire Daniloff.

S'agit-il d'un simple excès de zèle des services attachés à la surveillance des étrangers, ou une manière, pour le KGB, de confirmer que l'affaire Daniloff n'était pas une exception, et que les journalistes étrangers ont désormais tout intérêt à éviter tout contact avec des Soviétiques non officiels ? Dans tous les cas, l'effet « dissuasif » est le même. Le gouvernement canadien a fort mal pris la chose, et l'ambassadeur d'URSS à Ottawa a été convoqué et prié de fournir des explications.

## La Haute Autorité renonce à statuer sur Paris-Câble

La Haute Autorité a définitivement renoncé, jeudi 2 octobre, à délivrer l'autorisation nécessaire à la mise en service de Paris-Câble, la société locale d'exploitation du câble dans la capitale. Elle a estimé « n'être pas en mesure de statuer sur une question aussi importante », à quelques semaines de sa suppression.

Dans une lettre approuvée en séance plénière par cinq voix contre trois (celles des membres nommés par le président du Sénat), les « sages » ont officiellement explicité une position qu'ils avaient adoptée le 26 septembre dernier. Compte tenu des incertitudes pesant à l'heure actuelle sur le régime légal applicable au pluralisme et aux concentrations (le Parlement doit en débattre prochainement), une décision positive, même transitoire, « aurait risqué de constituer une anticipation sur des dispositions essentielles en cours d'élaboration ».

**200 TRÈS BONS REPAS A PARTIR DE 100F ! C'EST POSSIBLE ET C'EST DANS GAULT-MILLAU MAGAZINE D'OCTOBRE**

Chez votre marchand de journaux

Le président de Paris-Câble, M. Bernard Pons, a aussitôt dénoncé dans un communiqué « cette décision de caractère politique extrêmement choquante », aux « lourdes conséquences pour tous les partenaires du câble ». De son côté, M. Michel Péronard, président de la Mission TV Câble, qualifie l'argument juridique de la Haute Autorité de « partisan » et « d'une pauvreté affligeante ».

La Direction générale des télécommunications (DGT) a investi 1 milliard de francs dans une opération (le raccordement au câble de 1,3 million de foyers) qui doit s'étaler jusqu'en 1992. De leur côté, les actionnaires de Paris-Câble (la Lyonnaise des eaux, la Ville de Paris et la Caisse des dépôts et consignations) ont engagé pour 40 millions de francs de dépenses pour que les 18 000 premiers foyers techniquement raccordables puissent recevoir en jour 3 les images de quinze chaînes de télévision françaises ou étrangères.

Des arguments économiques auxquels l'Association des villes ciblées réunissant une vingtaine de municipalités de droite ou de gauche n'avait pas été insensible, puisqu'elle avait demandé à l'unanimité, il y a quelques jours, à la Haute Autorité, de se prononcer « afin de permettre aux réseaux de développer leur programmation et leur commercialisation dans les délais prévus ».

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1986 a été tiré à 504 740 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

## Comme à Genève en 1985

## Américains et Soviétiques devraient observer la plus grande discrétion durant le sommet de Reykjavik

Les États-Unis ont proposé à l'Union soviétique de reconduire, pour le sommet de Reykjavik, les 11 et 12 octobre, le principe observé lors de la précédente rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev, en novembre 1985, à Genève : aucune indication ne sera communiquée à l'extérieur sur la teneur des entretiens. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré à ce sujet, vendredi 3 octobre : « Le président Reagan pense que les discussions privées en tête à tête avec M. Gorbatchev sont le meilleur moyen de chercher à parvenir à des progrès, à ce moment critique de nos relations. (...) Il considère que le moment n'est pas opportun pour la rhétorique en public, mais au contraire pour les discussions en privé. »

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Boris Pyatichikov, s'est montré optimiste sur les chances de voir la rencontre de Reykjavik aboutir à un accord, en particulier « sur l'arrêt complet de essais nucléaires ».

Dans la capitale islandaise, l'organisation du sommet Reagan-

Gorbatchev pose un certain nombre de problèmes techniques, en particulier de logement. Il a tout d'abord été envisagé que le président américain et le numéro un soviétique se réunissent sous le même toit, dans le plus grand hôtel de Reykjavik. Celui-ci ne comportant qu'une seule « suite royale », il semble que les deux dirigeants seront finalement logés à la résidence de leurs ambassadeurs respectifs, mais ces installations sont, dans les deux cas, assez modestes.

Des officiels des deux pays ont, de toute façon, commencé à préparer la rencontre et à en régler les détails protocolaires. Les Soviétiques ont annoncé qu'ils mettront un paquet-bon à la disposition de leurs diplomates et de leurs journalistes pour les héberger durant le sommet. Du côté américain, l'envoyé spécial de l'hebdomadaire *Us News and World Report* pourrait être M. Daniloff, récemment libéré.

On confirme par ailleurs à Washington que le président Reagan a adressé des messages concernant sa prochaine rencontre avec M. Gorbatchev à l'ensemble de ses partenaires et alliés occidentaux. En France, outre M. Mitterrand (*le Monde* du 4 octobre), M. Chirac en a également reçu un. Parmi les autres destinataires européens, seul le chancelier Kohl a fait savoir publiquement qu'il avait mis à profit une invitation à formuler des propositions et suggestions sur l'ordre du jour du sommet de Reykjavik.

A Mexico, d'autre part, M. Edouard Chevarudatz pour sa tournée américaine, qui, après New-York et le Canada, doit le mener à La Havane dimanche. Le ministre soviétique des affaires étrangères a en différents entretiens avec son collègue mexicain, M. Sepúlveda.

« Fin de l'assemblée du FMI. L'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale s'est achevée, le vendredi 3 octobre, à Washington. Dressant le bilan de huit ans passés à la direction générale du FMI, M. Jacques de Larosière a évoqué les deux points qui le laissent le plus insatisfait : l'échec « des pays membres à éviter le croisement des déséquilibres financiers internationaux ; l'incapacité de l'institution à jouer un rôle de premier plan dans l'ajustement des tensions monétaires. »

Selon lui, la tâche prioritaire du Fonds sera, à l'avenir, de surveiller les politiques économiques des pays industrialisés et de les pousser à une

## Téhéran confirme la libération du diplomate syrien

Après un silence de près de douze heures, la radio de Téhéran a confirmé ce samedi matin 4 octobre les informations de sources syriennes selon lesquelles M. Ayad El Mahmoud, le chargé d'affaires syrien à Téhéran, avait été libéré.

Vendredi en début d'après-midi, le porte-parole de la présidence syrienne, M. Ghabrân Kourieh, avait déclaré que M. Ayad El Mahmoud n'était plus « entre les mains de ses ravisseurs ». Il avait ajouté : « C'est tout ce que je peux dire. » Un diplomate arabe déclarait à l'AFP à Téhéran que M. Mahmoud était en bonne santé et « devrait être libéré dans deux ou trois heures ».

La version fournie par la radio de Téhéran est légèrement différente puisqu'elle indique que la libération s'est intervenue qu'en fin de soirée. Selon la radio iranienne, « le diplomate, qui a été abandonné en fin de soirée vendredi par ses ravisseurs dans une rue du nord de la capitale, est en bonne santé ».

La rapidité avec laquelle est intervenue la libération du diplomate et la discrétion embarrassée observée autour de cette affaire ont bien par Téhéran que par Damas semblent accorder la thèse selon laquelle l'enlèvement pourrait être l'œuvre d'une fraction jusqu'au-boutiste du régime iranien qui aurait voulu marquer par ce geste son opposition aux efforts déployés actuellement par la Syrie en faveur d'une solution de compromis au conflit du Golfe fondée sur l'effacement politique du président Saddam Hussein et l'abandon par l'Iran de sa prétention à vouloir imposer à l'Irak une république islamique.

J. G.

## HAÏTI

## Recrudescence de l'agitation

Port-au-Prince. — Les manifestations contre le Conseil national de gouvernement (CNG) se sont poursuivies, le vendredi 3 octobre, en Haïti, où, selon les divers témoignages parvenus à Port-au-Prince, quatre personnes au moins ont été blessées dans des affrontements avec la police dans la ville de Gonâives, à 180 kilomètres au nord de la capitale.

Des manifestations ont également été signalées à Port-de-Paix, Jérémie et Les Cayes. Ces mouvements se produisent à la veille de la rentrée scolaire, prévue pour le lundi 6 octobre, et quelques jours avant les élections à l'Assemblée constituante, qui devraient avoir lieu le 19 octobre, mais qui ne semblent guère intéresser les partis et la population.

Aux Gonâives, la ville de l'indépendance où avait commencé la révolte contre l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, environ mille cinq cents manifestants ont

scandé des slogans hostiles au CNG. La police est intervenue violemment et a arrêté plusieurs personnes. L'armée patrouillait dans les rues, tandis que tous les commerces et les bâtiments publics fermaient leurs portes. Le CNG est accusé « d'immobilisme et d'indifférence envers les revendications populaires ». Divers partis de tendance social-démocrate ont réclamé sa démission et son remplacement par une équipe composée de M. Gérard Gourgue, président de la Ligue des droits humains, M. Octave Cayard, ancien commandant de la marine sous le régime de François Duvalier, et d'un « militaire patriote » haut gradé.

Dans un discours retransmis à la radio et à la télévision, le président du CNG, le général Namphy, a accusé « une poignée de politiciens » d'être à l'origine des troubles et a averti que « l'ordre et la paix doivent être et seront maintenus ».

## POLOGNE

## Le pouvoir adopte un ton menaçant à l'égard des opposants

Trois jours après la constitution d'un Conseil provisoire de Solidarité, résolu à agir au grand jour pour le rétablissement des libertés syndicales, les autorités de Varsovie ont répondu par une série de menaces.

Vendredi 3 octobre, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a déclaré que ce conseil était formé « d'ennemis de l'Etat » (ses sept membres sont tous d'anciens prisonniers politiques, et d'anciens dirigeants « clandestins » du syndicat, dont ils avaient auparavant été des responsables élus, du temps de l'existence légale de Solidarité). Selon M. Urban, ce conseil n'est qu'une « structure illégale, semblable à celles qui ont été liquidées dans le passé ».

Toujours selon le porte-parole, les responsables de Solidarité ont interprété à tort la libération des prisonniers politiques comme « un encouragement à mener des activités destructrices ». « Les ennemis de l'Etat mobilisent leur énergie organisationnelle au moment où le processus de stabilisation a atteint un niveau tel qu'un nouveau pas vers l'unité nationale est possible. »

Représentant un thème qui revient régulièrement, depuis quelques semaines, dans les discours officiels, M. Urban a néanmoins rappelé : « Nous voulons que la Pologne reste un pays sans prétendus prisonniers politiques. Mais en ajoutant : « En cas d'échec, la responsabilité incombera à l'avenir partie comme lui incombe le fiasco de l'expérience pluraliste » (de 1980-1981).

Comme pour donner plus de poids à cette mise en garde, les membres du nouveau Conseil provisoire de Solidarité, ainsi que M. Walesa lui-

même (qui n'est pas membre du conseil), ont été convoqués pour ce samedi 4 octobre devant l'administration régionale de leurs lieux de résidence.

En même temps, dix-sept militants du mouvement pacifiste Liberté et paix ont été interpellés, vendredi après-midi, alors qu'ils manifestaient en faveur de deux jeunes gens condamnés pour refus de service militaire.

Après quelques jours de réflexion ou d'hésitation — le pouvoir a donc apparemment apporté une réponse totalement négative à la nouvelle offre de dialogue avancée par M. Walesa et ses amis, qui rappelaient leur désir d'agir légalement, et appelaient en fait à des négociations en vue de parvenir à un rétablissement, par étapes, de la liberté d'association.

Au ton qui se voulait plus modéré et « constructif » adopté par M. Walesa et ses amis, le pouvoir répond même par un langage violent.

En dépit de ton — et même des conversations « administratives », — cette réaction ne préjuge pas clairement de l'avenir. Certes, elle augure mal de la reprise d'un quelconque dialogue « direct » entre les dirigeants et des hommes contre lesquels le général Jaruzelski est personnellement « braqué ». Mais rien ne dit que le premier secrétaire du parti soit dès maintenant résolu à passer à l'acte et à se lancer à nouveau dans le cycle de la répression. La partie est mal engagée, mais avoir pour l'instant intérêt à trop brusquer les choses.

J. K.

Vient de paraître

PLANTU

196 pages, plus de 300 dessins publiés dans *Le Monde*  
EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 45 F

OU PAR CORRESPONDANCE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... LOCALITÉ .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES ..... X 45 F (frais d'expédition inclus)  
Commande à nos porteurs avec votre règlement à LE MONDE, Service des Ventes ou numéro 7, rue des Mathis, 75007 Paris Cedex 07

مكتبة الأمل